

La mort de Hirohito après soixante-deux ans de règne

Un symbole

L'empereur est mort, vive l'empereur ! La continuité dynastique vient de placer sur le trône du Soleil-Levant le nouvel empereur Akihito, qui succède à Hirohito, décédé le samedi 7 janvier, après soixante-deux ans de règne qui se confondent avec l'histoire du Japon contemporain. Hirohito avait choisi pour son règne dynastique, selon la tradition japonaise, le nom de « Showa », « Paix éclairée ». C'est le gouvernement qui, en vertu des principes démocratiques, a choisi le nom de la nouvelle ère : « Heisei », « Accomplissement de la paix ».

La mort de Hirohito marque une date dans l'histoire millénaire de l'empire nippon. C'est en effet la première fois que les Japonais emboîtent un empereur régnant sur Terre comme les autres hommes, et non plus un personnage divinisé, le descendant d'Amaterasu, la déesse du Soleil. C'est aussi la première fois qu'un mortel monte sur le trône où l'ont précédé cent vingt-quatre souverains divinisés.

Hirohito avait amorcé ce changement radical, contrairement à ses prédécesseurs, au lendemain d'une défaite qui avait humilié un Japon militariste et conquérant. La nouvelle Constitution imposée par l'Occident, après la défaite, avait transformé ce personnage mythique en un simple « symbole ». Après s'être accomodié des radicaux, Hirohito avait été un souverain plus tard condamné pour crimes de guerre. Il s'était plié à sa nouvelle situation, il avait ainsi l'extraordinaire capacité d'adaptation du peuple japonais.

Après la dernière guerre, Hirohito aura symbolisé un Japon renaissant, tel le phénix, de ses cendres, pour devenir une grande puissance économique. Biologiste à ses heures perdues, il gardait cependant les pieds ancrés dans un passé sanglant, de plus en plus, ses compatriotes se référaient à nouveau. Comme si ce peuple à l'avenir-garde du modernisme avait besoin d'équilibrer sa recherche folle du profit par un retour à ses racines. Et, dans ce cas, quel de plus rassurant que l'institution impériale, même réduite de cet oripeau importé d'Occident qu'est le complet-veston.

En dépit d'une étonnante complicité et souverainement contraignante, l'empereur Akihito devrait apporter au Japon un souffle, même ténu, de changement. Premier des descendants d'Amaterasu à être sorti du cocon du palais impérial pour se frotter à ses concitoyens sur les bancs d'une université, il a - au grand scandale des traditionalistes - épousé une « roturière », la nouvelle impératrice Michiko. Son fils, le prince héritier Hiro, parle l'anglais avec l'accent d'Oxford. Akihito sera à même de représenter à la fois le Japon des temples de Kyoto et celui de la cité des sciences de Tsukuba, tout en privilégiant sans doute cette dernière image. Car c'est à lui que reviendra le privilège de conduire le dernier empire de la planète vers le troisième millénaire.

Mais s'il demeure le symbole des cent vingt millions de Japonais, c'est aussi parce que l'institution impériale est dépourvue de toute autorité, sinon morale. Hirohito n'a jamais voulu, ou pu, exercer d'emprise sur une classe politique qui gère le pays à sa guise. Le pouvoir d'Akihito sur la machine économique nipponne, qui fascine et inquiète le monde entier, n'est pas plus grand que celui de son père sur les généraux d'avant guerre.

L'empereur Akihito a succédé à son père

L'empereur Hirohito est mort, le samedi 7 janvier, dans son palais de Tokyo, après une agonie de plus de trois mois. Il était atteint d'un cancer du duodénum. Hirohito, qui régnait depuis 1925 et était âgé de quatre-vingt-sept ans, a été remplacé sur le trône du Soleil-Levant par son fils, le prince héritier Akihito. Un étrange silence pèse sur le centre de Tokyo.

De profonds retournements

Du souverain demi-dieu au monarque constitutionnel, de l'orgueilleux chef militaire en uniforme sur son cheval blanc jusqu'au chef débouffé du Japon industriel, portant cravate et complet-veston, depuis l'allié de Hitler jusqu'à celui des Américains, Hirohito aura parcouru dans sa vie d'extraordinaires distances et opéré de profonds retournements. Ce en quoi il aura été l'image même de son peuple tout entier.

Cette personnalité singulière aura aussi témoigné d'une faculté peu commune de survie aux catastrophes. Pendant plus de quarante ans, il aura été le seul empereur de l'écroulement des fascismes. Dans l'écrasement de son pays, en 1945, il aura vu sa vie non seulement sa dynastie et son trône, mais son propre règne et lui-même. De tous les grands premiers rôles de la deuxième guerre mondiale, il aura été le dernier à quitter la scène. Et, dans l'histoire du Japon, son règne aura été le plus long depuis des siècles, et finalement l'un des plus réussis.

De tous les crimes et délits revendiqués par l'action directe, l'assassinat de Georges Besse est sans doute celui qui étonne et réveille le plus l'opinion. Cela tenait, pour une part, au fait que la victime se trouvait être, depuis le mois de janvier 1985, à la tête de la régie Renault. Le langage symbole pour les Français. Cela tenait aussi à ce que le mouvement qui allait prendre à son compte ce qu'il tenait, dans sa déraison, pour un « fait d'arme », marquait ainsi la fin de ce qu'on avait appelé une « pause des attentats ».

Depuis huit mois, l'offensive ouest-européenne contre le centre de l'impérialisme semblait perdue de vue. On se souvenait, sans trop de précision, du guet-apens manqué, en avril, contre M. Guy Bana, vice-président du CNPF. La mort tragique de l'ingénieur général Andran paraissait bien lointaine.

Le président-directeur général de la régie Renault.

Remontant pourtant seulement au mois de janvier 1985, ce qui, enfin, donnait à la mort de Georges Besse un écho particulier, c'était d'apprendre assez vite, par les témoignages recueillis, que le crime avait été accompli par deux femmes, aussi déterminées que calmes, aussi « professionnelles » dans le maniement des armes que hardies dans une action commise sans même la précaution de se masquer le visage.

Vingt-cinq mois après cette soirée qui endeuillait une famille attérée et plongeait dans la consternation tous ceux qui connaissent, amis ou non, ce polytechnicien tant pour un homme de culture que pour le patron qui commençait à sortir la régie Renault de l'impasse financière qui la gangrenait, quatre accusés, deux hommes et deux femmes, arrêtés depuis le 21 février 1987, doivent comparaître à partir du 9 janvier.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.
(Lire la suite page 8.)

L'enquête sur les délits d'initiés

Cinq acheteurs ont devancé l'opération Pechiney

Proches du pouvoir, M.M. Max Théret et Roger Patrice Pelat ne sont pas les seuls acheteurs d'actions de la société American Can, en novembre 1988. De telles opérations, objet de l'enquête sur un éventuel délit d'initié menée par la COB, ont également été réalisées par deux sociétés de Bourse parisiennes ainsi que par une société d'agents de change luxembourgeoise.

Initiateurs ou suiveurs ?

Déclenchée par la SEC (Securities Exchange Commission), l'homologue de la COB (Commission des opérations de Bourse) aux Etats-Unis, l'enquête de celle-ci sur un éventuel délit d'initié lors de l'achat d'American National Can par Pechiney retournera-t-elle à son point de départ, New York ? En effet, après avoir affirmé qu'il avait été alerté par une lettre confidentielle française dont il est l'un des financiers (Le Monde du 7 janvier), M. Max Théret, le principal acheteur en France d'actions de la société américaine, a déclaré devant la COB qu'il avait en fait glané l'information lors d'un voyage aux Etats-Unis.

Il n'est pas certain que cette nouvelle argumentation convainche M. Jean-Pierre Michau, l'ancien juge d'instruction devenu en 1988 chef de l'inspection à la COB, chargé de l'enquête sur cette affaire. Une enquête complexe car il y a eu plusieurs acheteurs de deux cent mille titres, dont environ soixante mille depuis la France.

Cinq sont identifiés : quatre français et un luxembourgeois. Leur identification ne suffit cependant pas à établir leur culpabilité, qui suppose de remonter jusqu'à l'informateur les ayant fait profiter d'informations confidentielles afin qu'ils réalisent des plus-values. Passible en France d'une amende de quatre fois la somme illicitement gagnée et d'une peine de deux mois à quatre ans de prison, le délit d'initié est très difficile à démontrer.

Pour comprendre cette affaire, il faut en reprendre la chronologie. En remontant le temps : le 21 novembre, la France apprend la « bonne nouvelle pour l'économie française » évoquée, avec une aura de mystère, le 19, par M. Michel Rocard. La société nationalisée Pechiney rachète la société American Can, devenant ainsi le numéro un mondial de l'emballage. L'opération prend la forme d'une OPA amicale sur la société Triangle, propriétaire à 100 % d'American Can.

ERIK IZRALEWICZ
et EDWY PLENEL.
(Lire la suite page 13.)

Les résistances à la perestroïka

Un document révèle comment le bureau politique essaye de convaincre la nomenklatura.

PAGE 3

M. Mitterrand et la justice

Lors de la rentrée de la Cour de cassation, le chef de l'Etat demande de combattre l'« exclusion » et l'« intolérance ».

PAGE 7

Synode africain

Jean-Paul II décide de convoquer une assemblée des évêques noirs.

PAGE 7

Succession Canson

M. Lombard répond point par point à M. Pesnel.

PAGE 7

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, maire d'Epinal, invité dimanche à partir de 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

L'assassinat de Georges Besse devant la cour d'assises de Paris

Des accusés qui n'ont « rien à dire »

Renvoyé au mois d'octobre dernier en raison de la grève des personnels pénitentiaires, le procès de Nathalie Méthion, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, membres d'Action directe accusés de l'assassinat de Georges Besse, doit s'ouvrir le 9 janvier devant la cour d'assises de Paris « spécialement composée ».

Cette audience risque de ressembler à toutes celles qui ont déjà amené devant des juges des militants d'Action directe. En dehors d'une déclaration idéologique, les accusés ont fait savoir tout au long de l'instruction qu'ils n'avaient « rien à dire » sur les conditions et les raisons du crime dont fut victime, le 17 novembre 1986, à Paris, celui qui était alors

le président-directeur général de la régie Renault.

De tous les crimes et délits revendiqués par l'action directe, l'assassinat de Georges Besse est sans doute celui qui étonne et réveille le plus l'opinion. Cela tenait, pour une part, au fait que la victime se trouvait être, depuis le mois de janvier 1985, à la tête de la régie Renault. Le langage symbole pour les Français. Cela tenait aussi à ce que le mouvement qui allait prendre à son compte ce qu'il tenait, dans sa déraison, pour un « fait d'arme », marquait ainsi la fin de ce qu'on avait appelé une « pause des attentats ».

Depuis huit mois, l'offensive ouest-européenne contre le centre de l'impérialisme semblait perdue de vue. On se souvenait, sans trop de précision, du guet-apens manqué, en avril, contre M. Guy Bana, vice-président du CNPF. La mort tragique de l'ingénieur général Andran paraissait bien lointaine.

Remontant pourtant seulement au mois de janvier 1985, ce qui, enfin, donnait à la mort de Georges Besse un écho particulier, c'était d'apprendre assez vite, par les témoignages recueillis, que le crime avait été accompli par deux femmes, aussi déterminées que calmes, aussi « professionnelles » dans le maniement des armes que hardies dans une action commise sans même la précaution de se masquer le visage.

Vingt-cinq mois après cette soirée qui endeuillait une famille attérée et plongeait dans la consternation tous ceux qui connaissent, amis ou non, ce polytechnicien tant pour un homme de culture que pour le patron qui commençait à sortir la régie Renault de l'impasse financière qui la gangrenait, quatre accusés, deux hommes et deux femmes, arrêtés depuis le 21 février 1987, doivent comparaître à partir du 9 janvier.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.
(Lire la suite page 8.)



M. François Mitterrand a prononcé, le samedi 7 janvier, à l'ouverture de la conférence sur l'interdiction des armes chimiques, un discours dans lequel il a déclaré : « La sécurité de tous et de chacun exige l'élimination complète et vérifiée de cette arme. »

Lire nos informations page 16.

L'ANPE et le revenu minimum

L'Agence nationale pour l'emploi, estimant ses effectifs insuffisants, refuse de participer au lancement du revenu minimum d'insertion. De 400 à 700 postes supplémentaires seraient nécessaires.

Page 13

Le Monde

RÉGIONS

Le phénomène technopole : 89 % des entreprises installées sur les parcs technologiques se déclarent satisfaites.

La France perd le Sud : pas assez de cohérence dans la stratégie des villes et des régions méridionales.

Page 12

Commentaire

Numéro 44 / Hiver 1988-89

ENQUÊTE SUR LA REVOLTE DES PIERRES ET LA SITUATION D'ISRAËL, Renaud de la Geste. Trois les économistes : Marcel Boix, Raymond Aron. Leçons inédites sur l'histoire de la question nationale en URSS. Marc Lazzar. Le parti communiste italien. Raymond Aron. Leçons inédites sur l'histoire de la question nationale en URSS. Dominique Schappler. Jeux et examens. Jean-Marc Rouillan. L'ouverture au centre. Nicolas Baverz. Tragédie calédonienne? Jean-Marc Rouillan. Sur le roman français. Clifford Orwin. La composition. Jeanne Hensch. Henri Hensch. Marc Lazzar. François Sureau. Chroniques. Christophe Mercier. Sur Sacha Guitry.

juillard

Situation d'Israël

AVIGDOR ARIËRA / ALAIN BESANÇON / JEAN-PIERRE COT / MAURICE COUVE DE MURVILLE / YVES CHAD / JEAN DANIEL / CLAUDE DUVERNOY / ERNST LUDWIG EHRICH / FRANÇOIS FÉTY / HENRI FROMENT-MEURICE / FRANÇOIS FURET / JEAN-MICHEL GARRIGUES / ALFRED GROSSER / ANTHONY HARTLEY / JEANNE HERSCHE / STANLEY HOFFMANN / JOSEPH JOFFE / ALAIN JUTTE / ANNIE KRIEGLER / PAUL-MARIE DE LA GORCE / ROBERT LATTES / JEAN LEBEL / JEAN LECA / JEAN LECANUET / PIERRE LELLOUCHE / RÉMY LEVEAU / JACQUES MADAULE / DOMINIQUE MOÏSI / THIERRY DE MONTERIAL / JACQUES NANTY / JEAN-THOMAS NORDMANN / MARCEL OPHULS / HERBERT PUNDIK / SERGIO ROMANO / JOSEPH ROVAN / HENRI SIMONET / LIONEL STOLÉRU / PIERRE WEILL.

COMMENTAIRE / 116, rue du Bac - 75007 Paris
Revue trimestrielle - Abonnement 295 F
Vente au numéro 90 F

Dates

Il y a trente ans

« Cinq colonnes à la une »

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montlesau, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPAR 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Responsabilité sur les manuscrits
et index du Monde au (1) 42-47-95-51.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

| Tel | FRANCE | REUNION | SURSE | AUTRES PAYS |
|-----|---------|---------|---------|-------------|
| 3 | 365 F | 399 F | 504 F | 700 F |
| 6 | 720 F | 762 F | 972 F | 1 400 F |
| 9 | 1 030 F | 1 089 F | 1 404 F | 2 040 F |
| 12 | 1 340 F | 1 380 F | 1 800 F | 2 620 F |

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs, en
provenance : non abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ, joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

□ □ □ □

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

TRENTÉ ans après, on en parle encore dans les couloirs de TF 1, d'Antenne 2 et de FR 3. C'est devenu à la fois un mythe et une légende. « Cinq colonnes à la une » est à la télévision ce que la « ligne » de Saint-Exupéry fut à l'aviation commerciale ou l'équipe des « mousquetaires » (Lacoste, Cochet, Borotra, Brugnon) à la Coupe Davis et au tennis français. L'époque héroïque.

Tant de lyrisme, dira-t-on, pour évoquer une émission d'actualité qui paraît somme toute assez banale de nos jours. Banale ? Voire. Nous en reparlerons.

C'est qu'on a du mal aujourd'hui à imaginer le choc que fut l'apparition de « Cinq colonnes » sur le petit écran et le concert de louanges unanimes et extasiées que suscita cette émission pendant les dix années de sa longue existence. De 1959 à 1969. Exactement le temps du gaullisme. Coïncidence ?

« Éblouissante soirée. Neuf séquences dont aucune n'est indifférente ni banale. Pas une faiblesse et quelle prodigieuse diversité. » L'Aurore, en 1959. « Ce magazine n'a pas traité l'actualité mais l'Histoire, et une histoire aux vastes dimensions du génie shakespearien » (sic). Guillaume Hanoteau, Télé-7 Jours, 1961. « En regardant... [« Cinq colonnes »], je me disais que la télévision n'est pas ici uniquement le reflet prodigieux de l'événement mais qu'elle pouvait aussi bien créer l'événement. » André Brincourt, le Figaro, 1962.

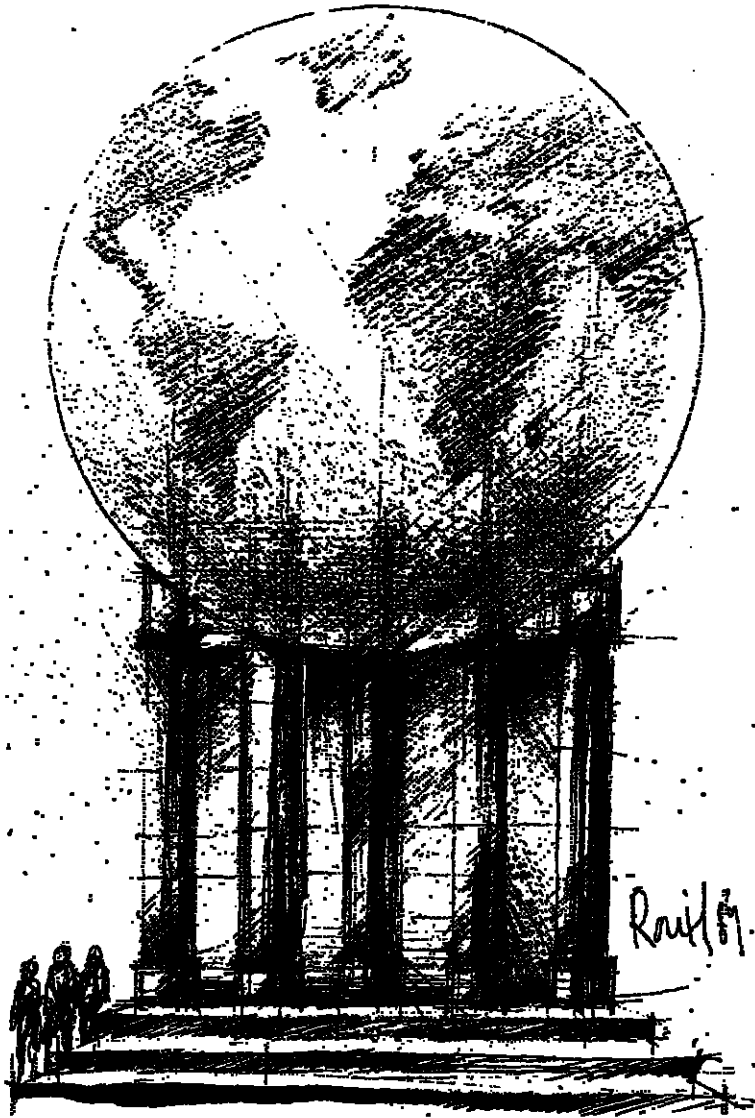
Prodigieux, bouleversant, éblouissant... Le public est d'accord avec ce jugement. L'émission — qui est programmée tous les premiers vendredis du mois à vingt heures trente, dure deux heures et contient en moyenne huit sujets d'actualité de dix à vingt minutes chacun — obtient des indices d'écoute qui font rêver : de 75 % à 83 % d'audience durant les cinq premières années. Du jamais vu. Ni avant ni après. Ce soir-là, « Cinq colonnes » vide les théâtres et les cinémas : inutile d'inviter à dîner un ministre, un ambassadeur ou un ami. Il reste chez lui, où souvent il a organisé un « dîner-télé », pour regarder « Cinq colonnes » et « en discuter ». Jusqu'à minuit...

Les yeux dans les yeux

1959. C'est aussi l'âge héroïque de la RTF (qui devient l'ORTF). Il n'existe qu'une seule chaîne qui diffuse en noir et blanc une cinquantaine d'heures de programmes par semaine (aujourd'hui six chaînes proposent environ sept cents heures de programmes en couleur par semaine). La France compte à peine un million de postes. On se réunit le soir entre amis chez celui qui a la chance d'en posséder un. Dans les villages, des « clubs télé » rassemblent, dans des grandes occasions, des dizaines de spectateurs et dans les bistros, on s'agglutine autour de l'« étrange lucarne ». Cependant le journal télévisé est d'une sinistre pauvreté. Un homme-tronc récite les nouvelles, rarement illustrées d'images généralement muettes. La technique et la censure ne permettent pas mieux. Et voilà que, tout à coup, avec « Cinq colonnes », l'Histoire entre... au salon : la guerre d'Algérie, le Congo, la guerre du Vietnam. Non seulement vus, mais « vécus ». « On y est ».

Toute une génération de téléspectateurs n'oubliera jamais « ces images qui vous poursuivent ». Ils sont bouleversés par ce médecin pied-noir, interviewé en contre-jour, après le putsch des généraux d'Alger, exprimant son désespoir entre deux sanglots. Ils baissent la tête en entendant les balles siffler aux oreilles de Roger Louis, interviewant sur le toit d'une maison le chef de la rébellion à Saint-Domingue. Ils pleurent à l'enterrement de Kennedy, filmé par François Reichenbach. Ils transpirent de chaleur et de peur et patagent dans la boue des rizières du Vietnam avec les GI de la section Anderson, filmés par Pierre Schoendorfer.

Pour la première fois, les vedettes de la politique ou du spectacle viennent bavarder avec eux, les yeux dans les yeux.



Lumumba, le chef de la révolte au Congo belge, leur raconte sa vie de « nègre humilié ». Edith Piaf, malade et diaphane, leur parle de la mort, et Johnny Hallyday, idole adulée des jeunes yé-yé, leur confesse sa solitude. A travers « Cinq colonnes à la une », les Français découvrent cette vertu magique de la télé : non seulement faire « voir » mais faire « vivre » l'événement. Selon la célèbre formule de McLuhan, « la planète devient alors pour eux un village ».

Tous ceux qui ont collaboré à « Cinq colonnes » en ont gardé, eux aussi, un souvenir exalté. La veille de l'émission, Cognac-Jay (le siège de l'ORTF, 15, rue Cognac-Jay) connaît l'atmosphère inhabituelle d'un grand journal avant le bouclage. Dans cet immeuble d'habitation, véritable gruyère, la télévision a aménagé après la guerre des salles de montage dans d'anciennes salles de bains, des studios, une régie (toujours en service aujourd'hui) dans des conditions de bricolage typiquement françaises.

« C'est trop long, coco »

Au rez-de-chaussée, dans les couloirs des salles de montage, les quatre ou cinq équipes de « Cinq colonnes », revenant des quatre coins du monde, échangent leurs impressions.

« Alors, Lumumba, tu l'as eu ? »
« Oui, je l'ai. Il est en boîte. Et toi le Vietnam ? »

« J'ai des scènes de moines bouddhistes s'immolant par le feu et une interview de M. Nhu qui va faire du bruit. »

Toute la journée, c'est un va-et-vient de bobines dans l'étroit escalier qui mène aux modestes bureaux de « Cinq colonnes », au quatrième. Le soir venu, c'est l'examen de passage, selon un rituel immuable et redouté. Dans la minuscule salle de projection du rez-de-chaussée, les équipes présentent tour à tour leur « ours » (pré-montage), en lisant un projet de commentaire. Les « papas », les producteurs (les trois Pierre : Lazareff, Desgraupes et Dumayet et le réalisateur Igor Barrère) sont assis au premier rang. Eliane Victor,

qui fait la liaison avec France-Soir, la scripte, Monique Wendling, les assistants, les journalistes, les réalisateurs, les monteurs, toutes les équipes sont là. La plupart sont assis par terre ou debout le long des murs. « Envoyez ». On projette. Puis la lumière revient. Et le travail commence. Pierre Lazareff, le « petit homme », le patron de France-Soir, crâne brillant, œil vif, machonne nerveusement une pipe qu'il n'allume jamais. Incapable de faire de la peine à qui que ce soit, il se penche à l'oreille de Desgraupes, bourru comme un paysan mais fin comme une lame, et qui joue le rôle de rédacteur en chef. Conciliabule des « papas ». Le verdict tombe.

« C'est trop long, coco (imitant Pierre Lazareff, les « papas » appellent tout le monde « coco »). Faut raccourcir de cinq minutes. » « C'est trop long, coco (imitant Pierre Lazareff, les « papas » appellent tout le monde « coco »). Faut raccourcir de cinq minutes. » « C'est trop long, coco (imitant Pierre Lazareff, les « papas » appellent tout le monde « coco »). Faut raccourcir de cinq minutes. »

Et la construction ? Pierre Dumayet, le vieux complice de Pierre Desgraupes (leur « Lectures pour tous » est alors aussi prestigieuse que l'« Apostrophe » de Bernard Pivot), une éternelle pipe au bec, allumée celle-là, les yeux plissés, un sourire sceptique au coin des lèvres, lance, comme une boutade : « Tu crois pas, coco, que ce serait encore mieux si tu mettais la fin au début. » Tout le monde éclate de rire. Paradoxe ? Pas du tout. Au fond, il a raison.

Ainsi, toute la nuit, les équipes se succèdent, repartent améliorer leur montage, reviennent. Vers trois heures du matin et toute la journée, on se bouscule aux portes des studios pour enregistrer les commentaires et mixer son et musique. A vingt heures trente, le célèbre générique annonce un nouveau miracle. « Cinq colonnes à la une » tombe à l'heure. Et à vingt-deux heures trente, après un énorme soupir de soulagement, l'état-major et les équipes qui ont participé au numéro traversent le pont de l'Alma pour le traditionnel souper chez Francis. Là, de nouveau, on commente, on critique et on prépare le prochain numéro. A l'aube, on se quitte.

Deux mariages

Hélas, car « Cinq colonnes » n'était pas le seul produit des circonstances mais, encore une fois, le fruit d'une certaine conception du journalisme. Puisqu'il faut faire court, retenons-en deux aspects.

Premièrement, ce fut un mariage inattendu entre la presse écrite et la télévision. Pierre Lazareff, qui était au centre du projet, a mis à la disposition du magazine toute l'infrastructure de France-Soir, qui était alors le plus grand journal français et possédait dix-sept bureaux à l'étranger.

Ce mariage associatif, à la tête d'abord, ce grand patron du journalisme Pierre Lazareff aux deux autres Pierre, qui étaient les « princes de l'interview ». Il fournissait une somme de talents et de moyens comme on en a jamais rassemblé depuis : les meilleurs journalistes de la télévision (Sallebert, Chalais, Sablier, Loursais, Roger Louis, prof de sciences « inventé » par « Cinq colonnes » et qui en est devenu la vedette, etc.) et les plus grandes signatures (France Roche, Labro, Niedergang, Puissesseau, Mamoni, etc.). Impossible de les citer tous. Cet article ne serait qu'une liste de noms. Mariage suicidaire pour France-Soir, c'est vrai, et pour la formule journalistique qu'il représentait. Mais aujourd'hui, où chacun a trouvé sa place et son rôle, pourquoi une nouvelle alliance entre la presse et la télé ne porterait-elle pas les mêmes fruits ?

Second aspect, souligné avec insistance par Pierre Desgraupes : « C'était la première fois qu'on associait les réalisateurs à l'information. » Second mariage heureux. Toute la jeune génération des réalisateurs de l'ORTF, enfants de Rossellini et du cinéma-vérité italien, a participé avec passion à l'aventure de « Cinq colonnes ». Ici encore il faudrait les citer tous, Mitrani, Seban, Gallo, Krier, Failevic, etc., et les Suisses, Goretta et Tanner, et ceux du cinéma, Louis Malle, Schoendorfer, Reichenbach. Cette « école de la mise en scène du réel », a produit des séquences construites, scénariées et montées comme de véritables « essais filmés ». Voilà. « Cinq colonnes » a correspondu à un moment de la télévision en France. Moment de grâce. Moment révolu. Inutile de revenir en arrière.

Aujourd'hui, l'information à la télévision — outre qu'elle est devenue avant tout un spectacle, avec ses stars et sa langue de bois — est instantanée, infinie, atomisée. Le téléspectateur est littéralement bombardé par des particules qui se chassent l'une l'autre à la vitesse de la lumière. Tout est plat. Il n'y a plus de perspective. L'information a éclaté en une poussière d'étoiles qui ressemble à la voie lactée. On attend de nouvelles constellations pour se repérer dans le ciel.

HENRI DE TURENNE.

« GRAND JURY » RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

PHILIPPE
SEGUIN

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Michel KAJMAN (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

URSS : les obstacles à la perestroïka et l'agitation nationaliste

Quand le bras droit de M. Gorbatchev tente de convertir la nomenklatura

« Le temps presse, camarades ! La patience n'est pas sans limite et nous n'avons sans doute pas plus de deux ou trois ans pour donner la preuve, à nous-mêmes et aux autres, que le socialisme dans sa version leniniste n'est pas une utopie. » L'homme qui parle ainsi n'est autre que le bras droit de M. Gorbatchev, Alexandre Iakovlev, membre du bureau politique.

Il s'exprime, dix jours avant Noël, devant les responsables du parti de la région de Perm, dans le nord-est de la fédération de Russie. Tous ces hommes, tant s'en faut, ne sont pas enthousiasmés par la perestroïka et l'intervention de M. Iakovlev est un rare exemple de ce permanent effort de persuasion de l'appareil mené par une direction qui marche vingt pas en avant de ses troupes.

Ce qu'essaie de faire comprendre M. Iakovlev, c'est qu'il n'y a pas de choix, qu'il y a urgence et qu'il faut non seulement persévérer dans la voie réformatrice mais accélerer le mouvement aussi. Quelques orthodoxies de vocabulaire mises à part, il parle donc vrai, si vrai que la presse centrale a férocement expurgé ses propos dont l'intégralité n'a été publiée que par Zvezda, un quotidien local. — B.G.

« Le temps presse, camarades ! »

« Où est le problème demande M. Iakovlev. Qu'est-ce qui nous empêche, nous qui disposons, semblerait-il, de tout ce qui est indispensable à une haute qualité de vie, nous qui possédons même plus que beaucoup d'autres pays, d'assurer au citoyen de l'URSS un niveau de vie digne de lui ? C'est avec ces questions qu'a démarré la perestroïka. C'est sur ces questions que porte votre conférence et c'est en nous-mêmes qu'il faut chercher les réponses, dans nos habitudes, dans notre conservatisme, dans notre laxisme et notre irresponsabilité. (...) Oui, beaucoup dépend de nous, mais nous sommes, nous aussi, prisonniers de conditions sociales. Si le remplacement de nombreux dirigeants ne produit pas l'effet souhaité, si, pis encore, l'on met en place des gens honnêtes et qu'ils perdent alors leurs qualités, c'est qu'il y a quelque chose de profondément erroné dans la structure même de notre vie sociale. »

Et ces erreurs constitutionnelles au système soviétique, ce sont, dit-il, l'idée qu'une société puisse se développer linéairement, dans un cadre rigide, vers « l'étatisation de tout et de tous », la centralisation, la création d'un système politique reposant sur l'ordre administratif, l'éradication de l'esprit d'initiative et de la liberté d'entreprendre et l'oubli du principe de la souveraineté populaire — « sans parler des représailles et des abus de pouvoir criminels ». Tout cela entrave jusqu'à aujourd'hui le progrès, poursuit M. Iakovlev en dressant un tableau plus que sombre de l'état d'avancée de la perestroïka. « Nous parlons, dit-il, de créer de nouveaux rapports économiques, mais cela se note dans la routine de structures anciennes. (...) L'incertitude est notre fléau. Si nous étions pauvres, nous pourrions nous organiser. Si nous sommes riches, c'est à cause de notre richesse que nous a permis et à éponner notre paresse et notre irresponsabilité. (...) »

« Nous parlons de réformes politiques, continue-t-il, mais combien nous est-il difficile de nous débarrasser de l'ancien pouvoir auquel nous sommes habitués ! Nous n'arrivons pas encore à nous représenter qu'une véritable souveraineté populaire offrirait beaucoup plus de stabilité, de solidité et de responsabilité. La démocratie, la transparence, le pluralisme, nous font peur. (...) Les coûts de la démocratie, parfois bien réels, nous font peur, mais est-ce que le printemps ne libère pas la terre et sommes-nous aussi les seuls à détenir la vérité éternelle ? Une année difficile nous attend, et nous devons faire flotter dignement le drapeau du parti dans de nouvelles épreuves, dans les futures transformations sociales. »

« Le passé sur nos épaules »

Ancien ambassadeur au Canada, M. Iakovlev sait parfaitement à quel point les Américains en ont voulu à M. Carter de leur avoir expliqué le « malaise » de leur civilisation, mais rien ne l'arrête dans ce débat passionné. Nous parlons de renaissance morale et de purification spirituelle, dit-il maintenant, mais nous sommes encore pleins de suspicions devant ces débats passionnés. Nous ne réalisons pas tous encore que le socialisme est une société de liberté créatrice, d'épanouissement des sciences et de la culture, d'élévation de l'homme. »

« Nous distons à une certaine époque qu'il ne fallait pas avoir peur d'un homme armé d'un fusil. Alors, camarades, s'exclame M. Iakovlev, n'ayons pas peur d'hommes armés de leur tête et de leur plume, [car] les contradictions suscitées par la perestroïka sont naturelles, inévitables dans la période de changement que nous traversons. Oui, le passé pèse encore sur nos épaules, mais, définissant la société nouvelle, nos classiques avaient avant tout recours aux notions de responsabilité, bien-être, individualité, bonheur. Pour eux, le socialisme consistait à libérer les relations sociales de tout ce qui est contraire et nuisible à l'homme et à la société, incompatible avec les

conceptions humaines normales du bien et du mal, de la morale et de la justice. » Et comme si cette définition d'un christianisme athée n'était pas suffisamment claire, après avoir parlé de « la crise de maturité du socialisme mondial », M. Iakovlev enfonce le clou : « Au bout du compte, beaucoup de nos idéaux ont été définis par l'humanité il y a mille ans. »

« La réforme patine »

Mille ans ? Oui, mille, puisqu'il y a mille ans que le christianisme a été introduit en Russie. Personne ne peut l'ignorer dans la salle, et M. Iakovlev en revient donc à cette perestroïka qui n'est « pas seulement un recours à de nouveaux slogans, [mais] l'attention portée à la question : que donneront-ils au travailleur, au peuple, au pays, au socialisme ? ». à cette perestroïka qui est avant tout une nécessité de profonde réorganisation des rapports économiques.

Or, dit sans détours M. Iakovlev, si « la réforme économique avance, elle patine, ses propulseurs grincent, et la situation ne s'améliore, pour l'instant ni sur le marché des produits de consommation ni dans la sphère financière. La société est en train de payer pour le passé, et cela se révèle très dur. »

« Le logement ? », demande-t-il ainsi avant de répondre : « Les caves et les sous-sols ne deviendront pas des palais en un an ou deux, et cela est une faible consolation pour ceux qui n'ont pas d'appartement. L'alimentation ? Le problème est toujours là. (...) Tant que l'homme ne sera pas maître de la terre, il n'y aura ni pain, ni viande, ni lait. Les articles de consommation courante ? Tant que la masse montante continuera à dépasser, et de beaucoup, la masse des articles à acheter, les étagères resteront vides. Cela signifie qu'il faut accroître de toutes nos forces la production. (...) »

Eloge du marché...

« Le temps presse, camarades, [mais] pourquoi des initiatives relevant de la plus simple évidence ne progressent-elles qu'au milieu de tant d'incroyables difficultés ? Réponse : parce qu'il faut voir la réalité en face et que nous avons créé, ce dernier demi-siècle, une économie pour l'économie qui violait la nature et la raison et ruinait le peuple. Nous avons extrait 15 milliards de tonnes de minerais par an, dépassé depuis longtemps les Etats-Unis dans la production de combustibles (charbon mis à part), d'acier, de ciment, de tracteurs. Nous sommes en avance sur le Japon pour la production d'énergie électrique, et qu'est-ce que cela rapporte ? 200 roubles et quelques de salaire mensuel moyen, dont la contre-valeur en marchandises n'est, qui plus est, qu'à moitié assurée. »

« La publication dans les journaux des chiffres astronomiques du Comité d'Etat pour les statistiques a-t-elle un effet plus convaincant que les rayons vides des magasins ? », martèle alors M. Iakovlev avant d'en arriver au nouvel Eden, à la « clef permettant de formuler une perspective à court et moyen terme » — le marché, ce marché dont l'équipe au pouvoir attend le salut de la Russie. « La société est fatiguée de marcher sur la tête, dit-il, et l'on peut constater qu'on ne peut redonner à l'économie une circulation sanguine normale sans passer par le marché socialiste. (...) »

Autrement dit, si vous ne voulez pas que tout saute et vous avez, laissez se développer le marché, car, en tout état de cause, « sous sa forme actuelle, notre commerce d'Etat est un catalogue des tares des intendants d'Etat du féodalisme avec ses fausses écritures, son vol organisé sur la base de la tromperie et des calculs falsifiés ». « Je ne parle pas là des milliers de commerçants honnêtes, précise tout de même M. Iakovlev, mais de ce système déshonest et défectueux qui organise le commerce selon des lois économiques qu'il est seul à connaître. (...) »

« Dans son acception la plus large, explique-t-il, le commerce est

le maillon essentiel, mais aujourd'hui le plus faible, de la perestroïka [en raison de] cette méfiance du stalinisme que sont les sentiments anti-marché. » Du stalinisme et non pas du leninisme, puisque Lénine avait pris conscience (bien que cela lui ait été « extrêmement pénible ») de ce que « Marx et Engels s'étaient trompés sur la formation d'un mode de production non marchand ». « La vie, estime M. Iakovlev, n'a pas confirmé cette hypothèse, le communisme de guerre a été une erreur, la conséquence d'une utopie coercitive. »

... et des coopératives

« En fait, affirme M. Iakovlev, si le système des réquisitions a été abandonné, cela a été grâce aux révoltes de Tambov et de Cronstadt, aux lettres de paysans qui revenaient à dire : vos slogans proclament à chacun son travail, mais les faits disent, eux, l'égalité dans la pauvreté. Il était urgent de passer à la paix civile. Comment ? Par des moyens naturels, en établissant un juste principe de rémunération du travail fondé sur le marché, en abandonnant radicalement le régime de la forteresse assiégée, en instaurant le commerce et d'autres formes d'échange avec le monde extérieur, en apprenant auprès des capita-

listes, en élaborant et assimilant une (...) nouvelle culture du travail. »

Suit une apologie, citations de Lénine à l'appui, des coopératives, puisqu'« il est temps de débarrasser une fois pour toutes les consciences du mensonge sur l'incompatibilité du socialisme et du marché » et que « l'Etat ne peut pas faire du commerce de façon rationnelle, pour la simple raison qu'il vivra toujours aux frais de la société. »

M. Reagan n'aurait pas dit mieux, et, après un développement sans surprise sur la nécessité parallèle de la démocratisation, M. Iakovlev lance à ses auditeurs de l'Etat-parti : « Main sur le cœur, il convient d'avouer que pratiquement tout le travail est encore à faire, particulièrement en ce qui concerne l'homme, la sphère sociale et la satisfaction des revendications matérielles des gens, qui sont, pour l'heure, en général relativement modestes. »

Conclusion : « Les processus d'assainissement sont complexes, mais, si nous ne créons pas (...) cette base d'un développement sain de la société (...), alors pour nous menacer non seulement un retour au passé, à l'époque de la stagnation [bréjnévienne], mais un conservatisme agressif et revanchard, célébrant sa victoire. »

Les troubles gagnent la Moldavie

MOSCOU
de notre correspondant

Tout à l'ouest de l'URSS et au sud des Pays baltes, coincés entre l'Ukraine et la Roumanie, dont ils partent la langue, les quatre millions de Moldaves commencent à leur tour de s'agiter.

« L'accalmie est provisoire », estimait vendredi 6 janvier l'Etoile rouge en révélant qu'un meeting nationaliste s'était tenu le jour de Noël sur la place centrale de Kichinev, la capitale de la République, et que cette manifestation n'était que la dernière en date d'une longue série. Quant au maire de la ville, M. Goutsou, il considère, à en croire le quotidien du ministère de la défense, que « la situation sociopolitique est sous contrôle des autorités municipales, mais qu'il serait aussi erroné d'en sous-estimer la gravité que de la dramatiser. »

Ces derniers six mois, autorisés ou non, des meetings ont été organisés « à plusieurs reprises » par les deux groupes informels de la République, le Mouvement démocratique de soutien à la perestroïka et le club musico-littéraire Alexei-Matevich.

Le premier, déplore l'envoyé spécial de l'Etoile rouge, en est maintenant « après s'être constitué pour appuyer la ligne du PC... à vouloir se faire reconnaître comme représentant plénipotentiaire des intérêts du peuple moldave », à « chercher par tous les moyens à se créer des points d'appui dans les entreprises, les institutions et les villages » et à « renforcer sa pression sur les organes du parti et de l'administration. »

Plus grave encore, le programme du Mouvement démocratique refléterait l'« influence » du Front populaire estonien et revendique entre autres la reconnaissance du moldave comme langue d'Etat, le retour à l'emploi des caractères latins et la parution d'un organe de presse du mouvement. Quant au club Alexei-Matevich (du nom d'un poète moldave), il ne se contenterait pas de contacts avec les Estoniens mais en entretiendrait aussi avec les « extrêmes » arméniens et l'Union démocratique, le minuscule parti créé au printemps dernier à Moscou pour prôner le développement d'un système de démocratie parlementaire. B.G.

Reprise en main de la justice en Arménie

Trois procureurs ont été limogés et cinq autres sanctionnés par le parquet d'Arménie pour manque de fermeté lors des tensions entre Arméniens et Azeris. Selon la Pravda du 6 janvier, il leur est reproché une attitude « irresponsable » et une « irresolution » qui ont conduit « à une aggravation de la tension entre nationalistes. »

« Alors que les passions montent, les procureurs et les responsables des affaires intérieures (police) ont commencé à perdre la maîtrise de la situation et ont failli dans leur tâche de maintien de l'ordre, de la sécurité publique et de

respect de la Constitution », écrit la Pravda.

L'organe du Parti communiste soviétique regrette que les activités illégales des militants du Comité Karabakh soient « restées souvent impunies ». Il note que les meetings non sanctionnés ont enflammé les passions, ont conduit à des violences, et que les concessions faites aux militants du comité ont contribué au danger. Cette reprise en main de la justice intervient alors qu'une instruction est en cours contre six des onze membres du comité arrêtés peu avant la mi-décembre. — (AP.)

Proche-Orient

Les suites de l'incident américano-libyen

La crise entre Washington et Tripoli au centre des entretiens de M. Shultz à Paris

Tandis qu'à New-York Américains et Libyens débattaient au Conseil de sécurité sur le différend qui les oppose et qui a débouché sur la destruction de deux Mig-23 du colonel Kadhafi par l'aéronavale américaine, le même sujet a été au centre des contacts qu'a eus M. George Shultz à Paris, vendredi 6 janvier, à la veille de l'ouverture de la Conférence internationale sur les armes chimiques.

Le secrétaire d'Etat a ainsi pu exposer la position de Washington, outre à MM. François Mitterrand, Michel Rocard et Roland Dumas, à M. Joe Clark, ministre canadien des Affaires étrangères, ainsi qu'au chef de la diplomatie égyptienne, M. Abdel Meguid. Un haut responsable du département d'Etat qui a requis l'anonymat a indiqué que les Français « n'avaient certainement aucun doute au sujet de l'usage » chimique de Rabta, en Libye, dont les Etats-Unis assurent qu'elle est destinée à la production d'armes chimiques. A l'heure du déjeuner, M. Shultz a rapporté les circonstances de l'incident [sic] telles qu'elles ont été rapportées par le Pentagone et a également évoqué les relations entre les Etats-Unis et la Libye.

Le président Mitterrand a pour sa part fait valoir à M. Shultz qu'il existait « bien d'autres moyens que la confrontation directe » pour résoudre le problème. A l'issue de cet entretien, qui a duré une heure, le secrétaire d'Etat a déclaré :

« Tout le monde est préoccupé par les potentialités de productions d'armes chimiques » et « nous avons attiré l'attention là-dessus. Je pense que les gens prennent cela très au sérieux. »

Après sa rencontre avec M. Shultz, M. Clark a déclaré que son pays ne doutait pas du bien-fondé des affirmations américaines. « Nous croyons que cette unité est bien destinée à produire des armes chimiques », a-t-il dit, ajoutant que le Canada espérait que « ce problème pourrait être résolu sans utiliser la force. »

Les Egyptiens sont « convaincus qu'il s'agit bien d'une unité de production d'armes chimiques », a indiqué un responsable américain à la suite de la rencontre entre MM. Shultz et Meguid.

Le secrétaire d'Etat devait s'entretenir dimanche avec le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Egorov Chevardnadze, et a déjà fait part de son intention d'évoquer avec lui les « préoccupations » de Washington et de lui fournir des informations supplémentaires sur l'usine de Rabta (le Monde du 7 janvier). M. Shultz a précisé que les Etats-Unis avaient déjà fourni des informations aux Soviétiques sur cette question, mais « ne les avaient pas convaincus ».

La crise américano-libyenne sera, par ailleurs, examinée mercredi à Tunis par un conseil ministériel extraordinaire de la Ligue arabe.

L'Union soviétique hausse le ton à l'ONU

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« S'il fallait tirer sur chaque avion qui s'approche d'un autre dans l'espace international, la coexistence pacifique ne serait pas conceivable. » L'ambassadeur de l'Union soviétique auprès des Nations unies, M. Alexandre Belonogov, a lancé, le vendredi 6 janvier, une mise en garde aux Etats-Unis, les accusant, devant le Conseil de sécurité, d'avoir « empoisonné l'atmosphère de la conférence de Paris sur les armes chimiques » et mis en danger les acquis de la détente entre les deux Super-Grands.

Convoqué la veille à la demande du colonel Kadhafi pour débattre de l'attaque américaine contre des avions militaires libyens au-dessus de la Méditerranée, le Conseil de sécurité avait entendu, jusqu'ici, surtout les amis arabes et non alignés de Tripoli défendre la thèse libyenne d'une « agression préméditée ».

Devant la réticence de la quasi-totalité des orateurs à admettre le bien-fondé de l'attitude américaine, l'ambassadeur de Washington, M. Vernon Walters, a fait circuler des photographies qui, selon lui, prouveraient que les Mig libyens étaient armés de missiles air-air. Plusieurs orateurs lui ont répondu en citant la version américaine, qui, dans l'ensemble, estime la qualité

des images présentées par le Pentagone comme insuffisante pour soutenir la thèse officielle. Le quotidien New York Times écrit vendredi que « la qualité de la bande vidéo est mauvaise et ne permet pas de conclure à la présence de missiles aussi clairement que le fait le Pentagone ». En revanche, affirme le quotidien, l'enregistrement sonore du dialogue entre les deux pilotes américains prouve que ceux-ci se sont trouvés confrontés à une « situation imprévue », excluant ainsi l'accusation de préméditation.

Si le représentant libyen a récusé les prises de vue comme « fausses, fausses, fausses », l'ambassadeur soviétique a refusé d'émettre une opinion. Il a simplement souligné que les images ne constituaient pas une preuve et que les Etats avaient le droit d'envoyer des avions militaires « armés ou non », patrouiller au large de leurs côtes. « Ce genre de rencontre entre appareils de combat est une réalité quotidienne, elle ne doit pas donner lieu à des actions qui vont clairement à l'encontre de la tendance dominante en faveur de la paix », a-t-il affirmé. M. Belonogov a révélé que Moscou avait mis en garde la Maison Blanche quant aux conséquences néfastes d'une attaque militaire contre la « prétendue usine d'armement chimique ».

« Il est inacceptable que les Etats-Unis s'arrogent le droit de punir la Libye », a-t-il déclaré, ajoutant que « toute nouvelle action militaire porterait un coup au processus de cicatrisation du climat international ». Au passage, M. Belonogov a réitéré la traditionnelle demande soviétique en faveur d'un retrait des flottes étrangères de la Méditerranée.

Aucune délégation occidentale n'a encore demandé la parole, bien que certains alliés de Washington, notamment le Canada, aient déjà laissé entendre qu'ils soutenaient la thèse du Pentagone. Vu la réticence manifestée par deux membres latino-américains du Conseil — le Brésil et la Colombie — à incriminer les Etats-Unis, il semble difficile d'envisager de réunir la majorité de neuf voix requise pour l'adoption d'une résolution condamnant les Etats-Unis.

Le Conseil poursuivra ses travaux lundi.

CHARLES LESCAUT.

Un étrange silence pèse sur Tokyo

TOKYO
de notre correspondant

« L'accomplissement de la paix » (Heisei) : les Japonais devaient entrer, samedi 7 janvier à minuit, dans une nouvelle ère. Décidé par le gouvernement quelques heures après la mort de l'empereur Hirohito, le nom de celle-ci est tiré des classiques chinois (1). Les deux idéogrammes qui composent le nom de la nouvelle ère sont le symbole de « la paix qui se réalise à l'intérieur comme à l'extérieur du pays », devait déclarer le chef du secrétariat du gouvernement, M. Obuchi.

« Hōgyō », l'idéogramme désignant la mort d'un empereur barrait la « une » des éditions spéciales des grands quotidiens distribués gratuitement dans les rues une heure à peine après qu'il eût été officiellement annoncé, à 7 h 55 du matin, le décès de l'empereur, survenu à 6 h 30 (lune de Tokyo). L'annonce avait été faite conjointement par la maison impériale et le bureau du premier ministre et aussitôt retransmis à la télévision.

Des femmes priaient

Les gens prenaient les journaux qu'on leur tendait à la sortie des métros ou aux grands carrefours. Personne ne paraissait vraiment surpris : quand ils avaient quitté leur domicile, vers 6 heures, la maison impériale avait annoncé, pour la première fois, que le souverain était dans un « état critique ». Dès l'aube sur le parvis du palais impérial, des hommes et des femmes étaient venus s'agenouiller, le front sur les genoux. Revêtu du costume safran des bonzes, un vieux homme, restaurateur connu pour ses opinions d'extrême droite, nous dit en se redressant : « Je voudrais rejoindre Sa Majesté dans la mort ». La nouvelle venait de se répandre. Des femmes priaient. Certaines pleuraient. Une dizaine d'hélicoptères tournaient déjà au-dessus du palais et les cordons de police étaient renforcés. Un quar-

tier général spécial des forces de sécurité a été mis en place, afin de prévenir toute manifestation, de gauche comme de droite. Quarante-cinq mille policiers ont été mobilisés. Certains sont des membres des brigades anti-émeutes.

Tandis qu'une foule de plus en plus dense au fil des heures se dirigeait vers le palais pour signer les registres de condoléances, un étrange silence s'installait dans le centre de la capitale. Dès l'annonce du décès de l'empereur était apparu sur les bâtiments, à la porte des magasins ou des banques, le drapeau japonais portant un ruban de crêpe noir. La ville était « pavoisée » de drapeau japonais. « Je n'en ai jamais vu autant depuis la guerre », disait un passant.

Les grands magasins et les lieux publics sont ouverts, et même le Disneyland, mais les chantiers sont arrêtés pour que leur bruit ne trouble pas le deuil national dont la durée a été fixée à deux jours (y compris samedi). Les drapeaux restaient en berne pendant six jours. Dans certaines entreprises, telles que Honda, une minute de silence a été observée, tous les employés étant tournés en direction du palais. Au cours de ces deux jours de deuil, il ne doit y avoir aucune réjouissance : le tournoi de sumo (luttons japonais) qui devait commencer dimanche a été reporté à lundi, mais les cinémas restent ouverts. Si l'atmosphère est au recueillement, les dispositions pour le deuil national sont beaucoup moins strictes qu'elles ne le furent en décembre 1926, lors de la mort de l'empereur Taishō. Dans les quartiers animés, des badauds se promènent comme pendant un samedi ordinaire.

Dans les magasins et banques beaucoup d'employés portent une cravate noire ou un brassard de deuil. Au temple Yasukuni, où reposent les âmes des soldats tombés pendant la guerre, on démontait le grand panneau sur lequel figurait l'inscription « Showa 64 ». Dans les rues, d'où ont disparu en un tour de main

toutes les décorations du Nouvel an, remplacées parfois par des gerbes de fleurs blanches (le blanc est au Japon couleur de deuil), la foule est calme, silencieuse. La longue maladie de l'empereur semble avoir préparé les Japonais à sa fin.

Souffrant d'un cancer du duodénum, comme l'a annoncé pour la première fois le médecin-chef de la maison impériale peu après le décès du souverain, celui-ci avait été victime d'une première grave hémorragie le 19 septembre. Il était depuis lors sous perfusion presque quotidiennes (il avait reçu plus de trente litres de sang). Après plusieurs crises, son état s'était brutalement aggravé ces deux derniers jours. Dans la nuit de vendredi à samedi sa tension, déjà faible, était brutalement tombée et ses reins commençaient à cesser de fonctionner. A 5 h 30, le prince héritier avait été appelé au palais suivi, quelques heures plus tard, des membres du gouvernement.

Les trois trésors sacrés

A 10 heures, en présence des membres du cabinet, le nouvel empereur, Akihito, a reçu les symboles de sa fonction ainsi que les sceaux impériaux qu'il doit apposer sur les documents officiels en vertu de la Constitution. Aux termes du code de la maison impériale, le nouvel empereur succède immédiatement au souverain décédé. Mais, quelques heures plus tard, une cérémonie consacre son avènement. Celle-ci s'est déroulée en deux parties. Au cours de la première (kenji togoyō) ont été remis solennellement au nouveau monarque deux des trois trésors sacrés, attributs de la souveraineté impériale : le glaive et le joyau.

Selon la légende, c'est de la déesse du Soleil, Amaterasu, que les empereurs ont hérités ces trésors. Jusqu'à une époque récente, l'empereur devait les emporter avec lui dans ses déplacements (sa Rolls Royce comportant un coffre spécial à cet effet). Cette coutume a été abandonnée. Quant au miroir, troisième trésor, l'original se trouve au sanctuaire d'Ise (entre Nagoya et Kyoto), qui est dédié à Amaterasu : c'est donc une copie qui se trouve au Palais impérial de Tokyo. Objet mystérieux, dont on ne trouve de description nulle part, il symboliserait le Soleil, donc la déesse. Le miroir est un talisman supposé protéger l'empereur. Le glaive est également une copie (l'original se trouvant au temple Asuka, près de Nagoya). Il est censé aussi protéger le souverain des puissances maléfiques. Il symboliserait l'éclair. De même que pour le

miroir il n'en existe pas de description précise. Le joyau enfin est une pierre dure en forme de croissant de Lune qui pourrait, selon certaines interprétations, figurer cet astre. Le joyau qui se trouve au palais impérial serait l'original, supposé avoir été apporté sur terre par Ninigi, petit-fils d'Amaterasu. Au cours de la cérémonie, retransmise partiellement à la télévision, le glaive et le joyau enveloppés, ainsi que les sceaux impériaux, d'un tissu violet avaient été déposés sur trois tables et ont été remis symboliquement au nouvel empereur par l'un des huit chambellans.

Dans trois sanctuaires du palais (dont celui nommé « kashikokoro », dédié à Amaterasu et où se trouve la copie du Miroir sacré) a eu lieu pratiquement en même temps la seconde partie de la cérémonie : l'annonce par le grand chambellan aux divinités et aux ancêtres impériaux de l'avènement du nouvel empereur. Celui-ci n'était pas présent.

Actes d'Etat

Ces rituels religieux n'ont aucun fondement constitutionnel. Au cours d'une réunion extraordinaire, samedi matin, le gouvernement a néanmoins décidé que la cérémonie de remise des symboles impériaux au nouvel empereur serait considérée comme relevant d'« actes d'Etat ». Une décision qui ne manquera pas de soulever des controverses : il s'agit en effet de rites religieux. Or le principe de séparation de la religion et de l'Etat est reconnu par la Constitution.

Dans son message de condoléances à la nation, le premier ministre Takeshita a notamment déclaré : « Si le Japon occupe une place importante sur la scène internationale, c'est grâce à l'empereur, qui est le symbole de la nation. Sa gentillesse aura marqué le peuple japonais. » Les funérailles nationales de l'empereur Hirohito auront lieu à une date qui reste à fixer, d'ici quarante à cinquante jours.

PHILIPPE PONS.

(1) C'est à partir de la restauration de Meiji (1868) que fut retenu le principe d'une ère par règne. Antérieurement, les empereurs japonais étaient désignés par leur nom personnel. Le système des ères (gengō), étendu par la constitution, continuait à être pratiqué comme une coutume. Il a été légalisé en 1979. La soixante-quatrième année de l'ère Showa (ère du règne d'Hirohito) est arrivée le 7 janvier 1989 dans le calendrier japonais. L'ère Showa a duré sept jours (pratiquement comme la première, le père de l'empereur Hirohito étant mort le 26 décembre). L'empereur Hirohito aura donc régné soixante-deux ans et dix jours.

Akihito a été intronisé

L'héritier du trône

Rarement un homme se prépara si longtemps à la tâche qui lui incombe aujourd'hui. Le prince Akihito devint officiellement, le 10 novembre 1952, héritier du trône impérial. La raison de cette attente tient à la durée exceptionnelle du règne de son père, plus de la moitié des cent vingt ans écoulés depuis la restauration de Meiji (1868).

Le prince n'en manifesta pas pour autant la moindre impatience. Au contraire, il semble ne jamais avoir souhaité que sa vie change. Il devient aujourd'hui le cent vingt-cinquième empereur.

Celui que les Japonais nomment Togusama (le Prince du palais de l'Est) ou Harusama (le Prince du printemps) (1) est né en 1933, après que l'empereur et l'impératrice eurent eu quatre filles ; la maison impériale, s'étant inquiétée de l'absence d'une descendance mâle, avait suggéré à l'empereur Hirohito de prendre une concubine. Ce qu'il refusa. Le prince Akihito était âgé de douze ans et se trouvait aux environs de Tokyo lorsque le Japon capitula.

Le jeune prince grandit sous la nouvelle Constitution, qui fait de l'empereur « le symbole de l'unité nationale », et pour beaucoup il incarne, les changements intervenus au Japon depuis la guerre. Jamais, en particulier, on ne lui inculqua qu'il était de nature divine. Diplômé du département de sciences politiques et économiques de l'université Gakushuin, le prince Akihito, comme son père, la passion de la zoologie : il s'est spécialisé dans l'ichtyologie (l'étude des poissons). Sa préférence anglaise, Mrs Elisabeth Gray Vining, qui fut sa femme de 1964 à 1959, rappelle ses manières simples et son caractère réservé bien que chaleureux. Dans un livre, *Return to Japan*, elle mentionne la solitude de cet enfant, vivant séparé de ses parents et de son jeune frère (de deux ans son cadet). En grandissant, le prince semble s'être dégagé de certaines contraintes, cependant sa propre voiture, sortant et rendant visite à des amis.

C'est d'ailleurs au cours d'un tournoi de tennis qu'il fit la rencontre de la jeune femme qui allait devenir la future impératrice, Michiko Shoda, une « roturière », fille d'un riche industriel. Contre l'avis de certains de ses conseillers, le prince Akihito rompit avec un précédent bien établi en épousant en 1959 une femme qui n'était pas issue de l'aristocratie. Le couple princier renouça par la suite à une autre tradition de l'aristocratie qui voulait que les enfants soient séparés de leurs parents dès leur plus jeune âge.

De petite taille, mince, parlant anglais et toujours d'une élégance très classique, le prince Akihito est sans doute plus moderne dans ses manières que son père.

La maison impériale japonaise demeure d'ailleurs un monde clos et étonnamment contraignant pour l'époque moderne. Contrairement à la famille royale d'Angleterre, ses membres ne font pas les délices de la presse par leurs facettes. Même le fils aîné du nouvel empereur, le prince Hiro, qui a étudié à Oxford et à qui l'on cherche une épouse, est loin d'être l'objet d'une « couverture » de la presse comparable à celle du prince Andrew, par exemple. Si la princesse Michiko chercha au début de son mariage à faire entrer un peu d'air frais au palais, elle semble avoir été progressivement étouffée : elle a dû se plier aux



contraintes du protocole strict et des rituels de la courtoisie japonaise. La relative liberté dont a joui jusqu'à présent le couple princier risque d'être considérablement réduite avec son accession au trône.

Le nouvel empereur du Japon, qui, depuis l'opération qu'il avait subie son père en septembre 1987, le remplaça à plusieurs reprises au cours de cérémonies officielles ou de rites religieux (culte shinto) et signe en son nom un certain nombre de documents officiels, accède à un trône impérial auquel il savait lui être destiné sans jamais avoir vraiment désiré. Enfant, quand sa préférence lui demanda ce qu'il voudrait faire plus tard, il avait répondu : « Empereur du Japon ». Mais il a reconnu récemment qu'il n'avait jamais pensé faire autre chose : « Je n'ai jamais voulu comme un citoyen normal et je ne peux imaginer avoir jamais eu le choix d'une autre vie. »

Ph. P.

(1) Tōgu signifie le « palais de l'Est », c'est-à-dire la cour d'été, le printemps. Selon l'horoscope oriental, le printemps est aussi le symbole du premier fils (de l'appellation « Prince du printemps »). Le palais où l'empereur a toujours été situé à l'est du palais impérial.

Les réactions

Hirohito a joué un « rôle héroïque » selon le président Reagan

M. François Mitterrand a envoyé dès samedi 7 janvier un message de condoléances au nouvel empereur du Japon, Akihito. « J'apprends avec peine, a écrit le chef de l'Etat, le deuil qui frappe le Japon en la personne de l'empereur Hirohito, qui a su, à travers la tourmente de l'histoire, incarner la continuité de la nation. Au nom du peuple français et en mon personnel, je prie Votre Majesté d'accepter en ces douloureuses circonstances mes très sincères condoléances et l'expression de mes sentiments profondément attristés. » A Tokyo, l'ambassadeur de France, M. Dorin, a été le premier des chefs de missions diplomatiques accrédités au Japon à signer le registre de condoléances ouvert au palais impérial.

Le président Reagan a exprimé, vendredi, ses « plus profondes condoléances » à la famille impériale et au peuple japonais pour la mort de l'empereur Hirohito, qui a joué « un rôle véritablement héroïque en mettant fin aux hostilités entre nos deux peuples et en conduisant le peuple japonais dans une période de reconstruction et de réconciliation dont le résultat est la prospérité que les Japonais connaissent actuellement ». Les Etats-Unis « se souviendront longtemps » de Hirohito, qui a permis d'établir les bases « de relations étroites et amicales continues » entre les deux pays, a-t-il ajouté dans un communiqué publié par la Maison Blanche quelques minutes après l'annonce du décès de l'empereur. Pékin, a envoyé également un message de condoléances au gouvernement japo-

nais, déclarant que « Hirohito avait de nombreuses reprises rencontré des dirigeants chinois et exprimé ses sentiments de regret sur cette période malheureuse de l'histoire. Les médias, qui ont annoncé très rapidement et sans commentaires la mort de Hirohito, ont pris soin, toutefois, de noter que « son rôle et sa responsabilité dans la guerre ont été l'objet de spéculation parmi les historiens japonais », câble notre correspondant à Pékin, Francis Deron.

Pays occupé par le Japon jusqu'en 1945, la Corée du sud et les Philippines, ont exprimé leurs condoléances. Les sentiments des Coréens du sud sont toutefois mitigés : le porte-parole du Parti gouvernemental de la justice et de la démocratie, après avoir offert sa sympathie au peuple japonais, a ajouté : « en raison du triste passé qui existe entre nos deux pays et de l'état actuel de nos relations, je ne veux faire aucun commentaire ».

En Australie, les anciens combattants de la guerre du Pacifique ont vivement réagi à l'information selon laquelle le premier ministre, M. Bob Hawke, assistera probablement aux funérailles.

Enfin, selon le rédacteur en chef de la revue britannique *Burke's Peerage*, consacré aux familles royales, une intervention secrète des souverains européens auprès du général MacArthur en 1946, à l'initiative du futur roi Frédéric IX du Danemark, a évité à Hirohito d'être jugé pour crimes de guerre et, sans doute, d'être pendu.

Le système impérial japonais serait digne de figurer dans quelque livre des records de l'histoire. La dynastie est en place depuis au moins quinze siècles, performance tout à fait unique au monde. Elle possède cette faculté supposée de changer de nature politique selon les périodes historiques et les nécessités du moment, ce qui a assuré sa pérennité. Car le système impérial du vingtième siècle, avec son virage à 180 degrés en 1945, ne constitue que l'une des nombreuses facettes de l'institution. Aux origines, un chef de la région du Yamato, peut-être venu de Corée, muni de pouvoirs de nature sans doute chaotique, se mue, vers le cinquième siècle, en leader de l'aristocratie de la région.

Les chefs locaux, ralliés ou vaincus, sont intégrés dans l'embryon d'Etat qui se développe rapidement à partir de la fin du sixième siècle, avec l'absorption d'éléments culturels chinois et coréens. Mais l'institution impériale est à la croisée des chemins : tantôt les titulaires de la charge — parfois des femmes — sont des personnages effacés, se contentant de laisser gouverner princes et ministres, tantôt ils apparaissent comme des chefs de faction politique rêvant d'un empire centralisé à la chinoise.

L'échec de ces tentatives ainsi que la ritualisation excessive de la fonction contribuent à faire du *tenno* (1) un symbole du pouvoir, à tel point qu'au cours de l'époque féodale (IX-XII siècles), les empereurs sont le plus souvent des enfants abdiquant à l'âge adulte, jouets de leurs grands-parents maternels, les ministres Fujiwara, ou paternels, les empereurs retirés. Au Moyen-Age, les empereurs subissent, sans guère pouvoir réagir, le pouvoir des shōgun, représentants de la classe des guerriers. La compilation poétique ou les traités sur les rites de la Cour demeurent leur principale activité. Relégués au seizième siècle dans une

condition proche de la misère, vivant de l'humiliant mécénat des seigneurs, les *daimyō*, dans un pays plongé dans les guerres féodales et les révoltes populaires, les restent pourtant le seul symbole politique capable de conférer une légitimité aux seigneurs de la guerre qui luttent pour le pouvoir suprême.

Empereurs confinés dans un lourd cérémoniel et étroitement surveillés par les shōgun Tokugawa à l'époque d'Edo (1600-1867), ils sont pris par les rares voyageurs occidentaux pour des « papes ». Puis, au milieu du dix-neuvième siècle, la fonction impériale resurgit comme seule capable d'imposer une légitimité au nécessaire changement qu'impliquait l'ouverture et l'entrée dans l'ère moderne.

Pour justifier la domination du clan impérial, des chroniqueurs historiques furent compilés dès le huitième siècle, retraçant en particulier les mythes relatifs aux origines du pays et de l'Etat. La dynastie impériale y est présentée comme descendant en ligne directe de la déesse du soleil Amaterasu. C'est sur ces textes que s'appuient les théoriciens de la légitimité impériale.

Le premier d'entre eux, Chikafusa Kitabatake, un aristocrate du quatorzième siècle, montre qu'à la différence du système chinois, qui fonctionne selon la théorie du mandat du ciel, le système japonais gravite autour du ministre (celui qui détient le pouvoir réel quelle que soit son appellation) et non autour de l'empereur.

Au Japon, le Ciel, c'est l'empereur. Le Ciel ne se mêle jamais des querelles d'ici-bas. L'empereur non plus. Il régit sans jamais gouverner. Le pouvoir réel, fragile, et c'est donc parce que la fonction impériale n'aurait à aucun moment constitué un enjeu de pouvoir que la dynastie aurait survécu.

Ce centre de non-pouvoir entouré d'un sacré pluriséculaire apparaît aux

tenants du nationalisme au dix-neuvième siècle comme supérieur aux autres systèmes. L'institution impériale est donc restée à l'honneur, encaissant au point que l'on en fasse l'édifice idéologique central dans le Japon d'avant-guerre, au cœur de la rhétorique nationaliste qui voit l'essence même de la nation.

Mais une telle fascination pour le *tenno* aux dix-neuvième et vingtième siècles plonge ses racines au plus profond de la culture nipponne. Pour expliquer le maintien à travers les siècles de ce qu'il appelle « la royauté japonaise », l'anthropologue Masao Yamaguchi montre que l'empereur intègre entre autres la figure du prince errant, dont le cheminement est comme la rédemption des péchés commis par le pouvoir effectif.

C'est dans une autre direction qu'a travaillé l'un des grands médiévistes actuels, Yoshitaka Amino. Au Moyen-Age, les classes guerrières contrôlaient la terre et l'art de la guerre, mais les autres sphères de la vie leur échappèrent. Ainsi, l'empereur, l'ancienne aristocratie et les prêtres *shinto* ont-ils créé des rapports de domination et de protection avec des groupes sociaux mouvants qui se définissaient eux-mêmes comme serviteurs ou esclaves des divinités ou de l'empereur. Ces gens (artisans, pêcheurs, chasseurs, colporteurs, distillers d'histoires, danseurs...) ont en commun de posséder un savoir-faire (*gei*). Leur statut de serviteurs des divinités leur confère un caractère sacré.

Yoshitaka Amino montre que ces catégories sociales jalonnées par les gens de la terre, qui souvent en ont peur, sont victimes d'une discrimination au fur et à mesure que se renforce le pouvoir féodal, fondé sur la domination foncière. L'empereur, chef des futurs discriminés en quelque sorte, se voit peu à peu exclu du pouvoir réel. L'institution subsiste pourtant car, au cours

de la tourmente des guerres féodales, elle constitue l'ultime rempart du sacré et de l'irrationnel.

Elle peut par là conférer une légitimité à l'exercice de la puissance publique, mais elle pourrait aussi constituer, comme l'avance Masao Yamaguchi, le symbole du ressentiment contre l'ordre établi par les chefs militaires. Peu à peu naît au cours de l'époque d'Edo l'idée que l'empereur constitue une sorte de recours, et la restauration de son autorité est ressentie comme la promesse d'un retour à un ordre ancien supposé meilleur.

Selon ces interprétations, l'empereur est le protecteur, symbolique, des exclus d'une société centrée sur un ordre féodal totalitaire. L'institution impériale aurait donc été victime d'une sorte de « *hold-up idéologique* » commis par des extrémistes nationalistes. Ceux-ci en auraient fait le symbole sacralisé de l'Etat moderne et du nationalisme. Ultime ironie de l'histoire : le personnage que vénéraient les jeunes officiers exaltés d'avant-guerre dans le descendant des protecteurs de saltimbanques, le monarque oublié du « monde flottant », de tous ceux que la féodalité triomphante avait transformés en marginaux, en parias de la société et qu'elle dénommait les *hinin* (littéralement, les non-humains) ! Sans aller jusque-là, on peut souligner que l'institution impériale, reliquat d'une monarchie antique dotée de forts pouvoirs religieux, se prêtait par sa nature même à des manipulations de ce type.

PIERRE SOUYRI,
historien (Institut des langues et civilisations orientales).

(1) Les Japonais désignent leur empereur par le terme de *tenno* « Mikado » est une expression aujourd'hui désuète, qui n'était employée que par les étrangers.

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tel. : (1) 45-38-70-72

Hirohito

De profonds retournements

(Suite de la première page.)

Il recevait enfin de ses maîtres un enseignement fortement nationaliste et militariste. Le Japon venait de battre la Russie tsariste, à la stupéfaction n'était autre que le général Nogi, le vainqueur de Port-Arthur, alors à la retraite.

Cette éducation en vase clos explique pour une bonne part son futur personnage d'empereur : son caractère fortement introverti, son apparente maladresse dans les contacts humains, son impossibilité de façade cachant beaucoup de timidité et de sensibilité, enfin son habitude de se laisser dicter ce qu'il faut faire.

Une fois seulement dans cette jeunesse emprisonnée les portes s'ouvrirent sur le grand air : pour couronner son éducation, il avait vingt ans, — on l'envoyait faire un grand voyage en Europe. Le séjour en Angleterre fut l'événement de sa vie.

Il découvrit aussi la vie de famille. La reine le traitait comme son fils. Le roi George V le visitait en pantoufles à l'heure du breakfast. A Paris, guidé par un de ses suivants, il prit le métro et, fait plus inouï encore, il acheta lui-même son billet : c'était la première fois que ses mains touchaient de l'argent.

De retour au Japon six mois plus tard, il découvrit aussitôt que le bon temps était fini. Le pays traversait une crise. Crise économique, crise politique aussi, marquée par l'assassinat du premier ministre par un fanatique d'extrême droite; enfin, crise au palais même : l'empereur son père était atteint d'un grave dérangement mental. Il fallut mettre le malade à l'écart, et le prince impérial fut nommé régent.

Un événement heureux, du moins, s'annonçait, son mariage avec une jeune fille de la noblesse, la princesse Nagako, avec laquelle on l'avait fiancé depuis six ans et que — mœurs du temps — il avait rencontré dix fois à peine. On commençait les préparatifs des noces princières quand survint une affreuse catastrophe : le grand tremblement de terre de septembre 1923 qui détruisit complètement Tokyo et Yokohama. Le mariage n'eut lieu qu'en 1924.

Le joyau, le miroir et le glaive

L'année suivante, à la Noël, l'empereur Taisho expirait, et Hirohito était immédiatement proclamé empereur du Japon, héritier et gardien des trois trésors du trône — le joyau, le miroir et le glaive. Les cérémonies du couronnement se déroulèrent à Kyoto, l'ancienne capitale, en 1928, entourées d'un cérémonial fastueux par son faste et son ancienneté : tel le « banquet divin » où le nouvel empereur s'enferme dans une cabane d'écorce pour y partager son auguste repas avec un bête invisible, son ancêtre, la déesse du Japon... Chaque règne impérial, au Japon, prend un nom, qui deviendra aussi celui du souverain lui-même dans l'histoire, après sa mort. Augures et lettres choisirent donc pour Hirohito un nom d'heureux présage, et ce fut : Showa, ou « Paix éclairée ». Cruelle ironie, car, en fait de paix, déjà commençait, en politique extérieure, la longue série d'agressions qui conduiraient de la conquête de la Mandchourie à la guerre de Chine et à Pearl-Harbor, et à l'intérieur, l'ébranlement des libertés démocratiques à travers une suite de complots et d'assassinats politiques perpétrés par les « superpatriotes » d'extrême droite.

Hirohito eut-il un rôle actif dans l'aventure militaire japonaise ? Y eut-il une « conspiration impériale » conduite autour de lui et avec lui au palais même pour la conquête de la moitié du monde ? L'auteur qui a soutenu cette thèse extrême, le journaliste américain Bergamini, n'a apporté aucune preuve sérieuse à l'appui.

Dit-on à l'inverse que l'empereur ne fut qu'une marionnette entre les mains des chefs de guerre qui avaient usurpé son autorité ? C'est la thèse que fit prévaloir MacArthur, voulant disqualifier complètement Hirohito pour assurer la stabilité du trône et du pays. Les spécialistes japonais pensent plutôt que la vérité est entre les deux.

Certes, les documents ne manquent pas qui montrent l'empereur freinant et repoussant les excès de ses conseillers. Au début de l'affaire de Mandchourie, le ministre démissionnaire sur un blâme du souverain. La rébellion militaire de février 1936 à Tokyo provoqua sa colère, et ce fut en partie grâce à sa fermeté qu'elle fut matée. L'alliance militaire proposée par Hitler suscita longtemps sa méfiance et ne fut acceptée qu'avec l'illusion qu'elle assurait un équilibre de forces entre l'Axe et les Anglo-Saxons.

Trois mois avant Pearl-Harbor, l'empereur bombardait de questions

— et, pour lui, questionner, c'était blâmer — son premier ministre et ses états-majors qui glissaient vers la guerre. Un jour, comme ils conféraient devant lui, il leur signa son opinion d'une manière bien japonaise, qui trahissait aussi sa timidité : il leur lut un poème sur la paix, écrit par l'empereur Meiji. Aux deux conférences qui précédèrent l'attaque surprise, il ne desserra plus les dents.

Mais, et là fut sans doute son erreur ou sa faute, jamais il n'a dit non. Son immense autorité aurait pu tout arrêter. Au lieu de cela, chaque grave événement, y compris la déclaration de guerre (que personnellement il avait voulu antérieurement à l'attaque), fut couvert par le solemnel rescrit impérial adressé à la nation. Sur tout ce qui s'est fait, il a laissé apposer son auguste sceau, l'empreinte rouge d'un énorme sceau carré, pesant trois kilos, et tout en or. Et c'est en son nom que plus de trois millions de Japonais sont morts, créant une dernière fois « Tenno bennai ».

La défaite, pourtant, allait lui donner l'occasion de se racheter. S'il n'avait pas su ou pas voulu empêcher la venue de la guerre, il fut certainement celui qui en voulut et qui en imposa la fin. Les grands raids incendiaires de 1945 furent décidés pour susciter en lui une neuve fermeté, une volonté solide d'arrêter la tragédie.

La capitulation

Encore fallait-il avoir raison des résistances du parti de la guerre. Un événement incroyable lui donna soudain l'argument irrésistible pour mater ces farouches : la bombe atomique du 6 août, à Hiroshima. Quelques jours après, au fond de l'abri anti-aérien du palais, devant ses chefs militaires et civils en larmes et

et lamentable à travers ses cités anéanties et ses campagnes apparues.

Autrefois, sur son passage, la police vidait les avenues ou bien elle obligeait ses sujets à se prosterner, le nez dans la poussière. Maintenant les gens le bousculaient, tâtèrent son vêtement, lui tendaient des mains qu'il serrait maladroitemment. On le vit un jour demeurer longtemps en arrêt dans une pauvre ferme, visiblement stupéfait par un spectacle jamais vu par lui jusqu'à ce jour : une paysanne faisant chauffer sa marmite de riz sur un feu de braise.

Transformé en monarque constitutionnel, Hirohito n'avait plus qu'un rôle à peu près nul dans les affaires publiques, et toute action politique lui était interdite. Président l'ouverture des Chambres, investit le premier ministre choisi par elles, recevait les ambassadeurs étrangers, c'était à peu près tout. On ne lui laissait vraiment plus guère que les expositions de chrysanthèmes, ou la présidence du concours annuel de poésie au palais, touchante tradition venue d'avant l'an mil.

Dans l'existence impériale, les événements étaient désormais bien rares. L'un d'eux fut le voyage qu'il entreprit en Europe en 1971. Avec une jeune épouse de mélancolie, mais cette fois-ci en compagnie de l'impératrice, il refit le parcours de sa tournée de jadis comme prince héritier. Mais, cette fois, il fut moins bien accueilli : les gens n'avaient pas oublié la guerre.

Un autre fait marquant fut la venue à Tokyo, pour la première fois dans l'histoire, en 1974, d'un président des Etats-Unis.

Les règnes les plus longs

Si Hirohito a régné soixante-deux ans, l'ère Showa n'est pas la plus longue qu'ait connue l'empire du Soleil Levant. Les premiers descendants de la déesse Amaterasu avaient eu la vie dure : Jimmu, le premier empereur (mythique), arrière-petit-fils de la déesse du Soleil et fondateur de l'empire de Yamato, avait régné soixante-quinze ans (de 660 à 585, avant JC). Ses successeurs n'ont pas fait à l'exemple : Koshi, le cinquième empereur, serait resté sur le trône de 475 à 393 (quatre-vingt-deux ans), Koan, le sixième, de 392 à 291 — cent ans, un record mondial ! Suin, le onzième, de 29 avant JC à 70 après JC (quatre-vingt-neuf ans), et Nintoku, le seizième, dont la tombe se trouve près de Nara, aurait régné quatre-vingt-six ans (de 313 à 399).

Derrière les empereurs Koan et Suin, c'est Pei II, cinquième pharaon de la dynastie, qui attire l'attention des ouvrages spécialisés, avec un règne qui varie, selon les sources, de quatre-vingt-onze à quatre-vingt-quinze ans. Il bat, de loin, trois autres souverains d'Afrique réputés pour leur longévité : son successeur, le célèbre Ramsès II (soixante-cinq ans), le moins connu Sobhatu II du Soudan, resté sur le trône du Lion de 1921 à 1982, et le négus Haile Selassie d'Ethiopie (1930-1974).

Dans le Pacifique, la dynastie millénaire du royaume de Tonga, issue, elle, du dieu Soleil, a été favorisée par deux souverains, George Tupou II et le reine Salote Tupou III, qui ont régné respectivement quarante-huit et quarante-sept ans. En Chine, le record est détenu par les deux empereurs mandchou Kangxi (soixante et un ans) et Qianlong (soixante ans).

En Europe, les soixante-deux ans du règne de Louis XIV (1643-1715) dépassent de beaucoup la durée de ceux des autres souverains. Parmi ceux qui sont restés sur le trône plus longtemps que Hirohito, on peut citer la reine Victoria (1837-1901) ou l'empereur François-Joseph 1^{er} d'Autriche (1848-1916). N'oublions pas non plus d'autres longs règnes comme ceux d'Henri III d'Angleterre (1216-1272), d'Henri IV du Saint Empire germanique (1056-1106), de Saint Louis (1226-1270) ou de Louis XV (1715-1774).

muets, enfin, Hirohito, retrouvant l'audace des timides, déclarait : « Il faut accepter l'acceptation. Je mets fin à cette guerre de ma propre autorité ». Pour la première fois, il avait ordonné. Le Japon capitulait.

Alors s'ouvrit pour l'empereur vaincu Hirohito une vie nouvelle, on pourrait dire une deuxième existence. Elle commençait dans l'angoisse. Serait-il traduit devant le tribunal des crimes de guerre, avec les membres du cabinet de Pearl-Harbor ? Serait-il forcé d'abdiquer en faveur de son fils aîné Akihito, le prince héritier, alors âgé de douze ans ? MacArthur ne lui demanda heureusement ni l'un ni l'autre, en dépit des pressions de certains alliés. Mais les humiliations commencèrent à pleuvoir.

L'empereur du Japon, le vrai, c'était maintenant MacArthur. Hirohito s'imposa d'aller lui faire visite à son quartier général, devenu le palais d'en face, proche et rival du sien. Il fut reçu par un MacArthur en manches de chemise, ou du, les mains sur les hanches : voir la célèbre photo de la rencontre, qui fit scandale au Japon.

« Que l'empereur se démocratise ! », disaient les occupants. Il publia donc un rescrit impérial surprenant, pour annoncer à son peuple qu'il n'était plus un dieu, ou ne l'avait jamais été. « Qu'il se rapproche de ses sujets », enjoignait encore le SCAP, le commandement suprême des puissances occupantes, en fait des Américains. Hirohito entreprit donc une série de sorties, à Tokyo ou en province, souvent avec l'impératrice, visitant le Japon ruiné

et lamentable à travers ses cités anéanties et ses campagnes apparues.

Autrefois, sur son passage, la police vidait les avenues ou bien elle obligeait ses sujets à se prosterner, le nez dans la poussière. Maintenant les gens le bousculaient, tâtèrent son vêtement, lui tendaient des mains qu'il serrait maladroitemment. On le vit un jour demeurer longtemps en arrêt dans une pauvre ferme, visiblement stupéfait par un spectacle jamais vu par lui jusqu'à ce jour : une paysanne faisant chauffer sa marmite de riz sur un feu de braise.

Transformé en monarque constitutionnel, Hirohito n'avait plus qu'un rôle à peu près nul dans les affaires publiques, et toute action politique lui était interdite. Président l'ouverture des Chambres, investit le premier ministre choisi par elles, recevait les ambassadeurs étrangers, c'était à peu près tout. On ne lui laissait vraiment plus guère que les expositions de chrysanthèmes, ou la présidence du concours annuel de poésie au palais, touchante tradition venue d'avant l'an mil.

Dans l'existence impériale, les événements étaient désormais bien rares. L'un d'eux fut le voyage qu'il entreprit en Europe en 1971. Avec une jeune épouse de mélancolie, mais cette fois-ci en compagnie de l'impératrice, il refit le parcours de sa tournée de jadis comme prince héritier. Mais, cette fois, il fut moins bien accueilli : les gens n'avaient pas oublié la guerre.

Un autre fait marquant fut la venue à Tokyo, pour la première fois dans l'histoire, en 1974, d'un président des Etats-Unis.

muets, enfin, Hirohito, retrouvant l'audace des timides, déclarait : « Il faut accepter l'acceptation. Je mets fin à cette guerre de ma propre autorité ». Pour la première fois, il avait ordonné. Le Japon capitulait.

Alors s'ouvrit pour l'empereur vaincu Hirohito une vie nouvelle, on pourrait dire une deuxième existence. Elle commençait dans l'angoisse. Serait-il traduit devant le tribunal des crimes de guerre, avec les membres du cabinet de Pearl-Harbor ? Serait-il forcé d'abdiquer en faveur de son fils aîné Akihito, le prince héritier, alors âgé de douze ans ? MacArthur ne lui demanda heureusement ni l'un ni l'autre, en dépit des pressions de certains alliés. Mais les humiliations commencèrent à pleuvoir.

L'empereur du Japon, le vrai, c'était maintenant MacArthur. Hirohito s'imposa d'aller lui faire visite à son quartier général, devenu le palais d'en face, proche et rival du sien. Il fut reçu par un MacArthur en manches de chemise, ou du, les mains sur les hanches : voir la célèbre photo de la rencontre, qui fit scandale au Japon.

« Que l'empereur se démocratise ! », disaient les occupants. Il publia donc un rescrit impérial surprenant, pour annoncer à son peuple qu'il n'était plus un dieu, ou ne l'avait jamais été. « Qu'il se rapproche de ses sujets », enjoignait encore le SCAP, le commandement suprême des puissances occupantes, en fait des Américains. Hirohito entreprit donc une série de sorties, à Tokyo ou en province, souvent avec l'impératrice, visitant le Japon ruiné

diagnostiqué un début d'occlusion intestinale et l'empereur avait dû annuler sa visite, à Okinawa prévue pour le mois suivant.

Aux yeux du Japon et du monde, cependant, trois images se combinaient pour composer le personnage maintenant sympathique du nouveau, du deuxième Hirohito. Première image : celle du monarque président, qui régnait mais ne gouvernait pas. Par sa silhouette, il aurait pu être pris pour le PDG d'une grande entreprise américaine, ou pour le président de quelque démocratie occidentale.

Les rites anciens n'étaient pas non plus oubliés dans ses occupations. On le voyait par exemple une fois par an repiquer lui-même dans une rizière de son parc un riz consacré aux dieux, ou encore, au Nouvel An, vêtu en grand prêtre du Shinto, révéler les mânes de ses ancêtres, dont la déesse du Soleil.

Deuxième image : le savant. Intéressé dès sa jeunesse par la biologie et spécialement par l'étude de certaines créatures rares de la faune et de la flore océaniques, il consacrait une partie de son temps, dans la deuxième époque de son règne, à son laboratoire, ou à ses recherches au bord de la mer.

Troisième image enfin : celle du père de famille, qu'une photographie annuelle présentait entouré d'une famille modèle, la famille impériale : son épouse, ses enfants et ses petits-enfants.

Ainsi s'était achevée une « humanisation » de l'empereur. Sa vie nouvelle l'avait fait redescendre sur terre, en lui apprenant à vivre comme tout le monde et à se porter à la rencontre de son peuple.

En sens inverse, ses sujets, devenus ses concitoyens, découvraient en lui un homme comme les autres. Les anciens sentiments de stupéfaction et de crainte devant la formule « Il s'agit d'un empereur » qui commandait à la population de se prosterner devant lui, se transformèrent en un élan naturel de respect et d'affection.

Le prestige du trône s'en est-il trouvé diminué ? Discuter de l'empereur n'était plus chose tabou, et il est certain que dans quelques milieux — les partis de gauche, les intellectuels, la population urbaine la plus évoluée — l'institution impériale, l'empereur et son entourage assez réactionnaire ne sont plus laissés à l'abri des critiques. Mais, en même temps, l'établissement conservateur, économique et politique, servi par la grande presse, a beaucoup fait pour redorer l'image du souverain aux yeux de son peuple.

Pour un grand nombre, cette propagande n'était même plus nécessaire. La multitude du petit peuple demeurait tout simplement ancrée à sa loyauté et à sa fidélité de toujours envers le trône. Bien mieux, le peuple et son souverain partageaient la consolation et bientôt la fierté nouvelle de la remontée japonaise. Ils avaient retrouvé une commune ambition, celle de se racheter devant les nations et de remplacer le Japon parmi les puissances de premier rang, non plus comme un « grand Japon », mais comme un « bon Japon », pacifique et laborieux.

ROBERT GUILLAIN.

Asie

AFGHANISTAN

La résistance se serait engagée à ne pas attaquer les troupes soviétiques qui se replient

Islamabad. — L'Union soviétique a assuré la résistance afghane qu'elle respectera la date du 15 février prévue par les accords de Genève pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, a annoncé, vendredi 6 janvier à Islamabad, le président de l'Alliance des moudjahidin, Sibghatullah Mujaddidi. Les deux parties sont tombées d'accord pour poursuivre les pourparlers directs sur un gouvernement afghan élargi, a ajouté M. Mujaddidi, qui dirigeait la délégation de la résistance aux entretiens avec M. Joul Vorontsov, ambassadeur d'URSS à Kaboul et premier vice-ministre des affaires étrangères soviétique. Mais aucune date n'a été encore arrêtée pour la reprise des discussions.

Le dirigeant moudjahidin a qualifié les discussions avec M. Vorontsov de « logiques et bonnes ». « Nous avons encore beaucoup de choses à régler », a-t-il ajouté. Selon M. Mujaddidi, M. Vorontsov a appelé les résistants à accepter un

cesses-le-feu et a estimé que le Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA, communiste, au pouvoir à Kaboul) « doit être représenté dans le gouvernement élargi ». « Nous avons rejeté cela », a indiqué le dirigeant de l'Alliance. « Tant que les troupes soviétiques et les communistes seront là, nous ne cesserons pas de combattre. Après tant d'effusions de sang et de sacrifices, comment pouvons-nous accepter une telle proposition ? », a-t-il ajouté. M. Mujaddidi a étudié les questions relatives à la composition d'un gouvernement formé sur une base élargie.

Les résistants ont souligné que, si l'Union soviétique décidait de retirer ses troupes inconditionnellement, laissant les Afghans décider de leur avenir, ils « éviteraient d'attaquer les forces en cours de retrait ». M. Vorontsov doit déjeuner avec le premier ministre pakistanais, M. Benazir Bhutto, avant de repartir l'URSS samedi. — (AFP.)

PHILIPPINES

Un général est tué par ses ravisseurs

MANILLE
correspondance

Le général Eduardo Batalla, responsable de la province de Zamboanga (Mindanao), devait, vendredi 6 janvier, placer sous écrou un des policiers, Rizal Alih, pour sa participation à une série d'assassinats politiques en 1984. A l'époque, le policier avait été acquitté du meurtre du maire de Zamboanga, figure populaire de l'opposition à l'ancien président Marcos. Il lui restait néanmoins à répondre de la mort de cinq soldats.

Alih, un musulman, accompagné d'une demi-douzaine d'hommes armés a pris le général en otage et s'est barricadé dans une caserne, exigeant des hélicoptères « pour quitter la région » et le départ de tout « soldat chrétien » des environs immédiats. La poignée de soldats musulmans « réagis » a ensuite reçu le renfort de corégionnaires armés jusqu'aux dents. Entre-temps, le gouvernement dépêchait sur place des troupes d'élite et des négociateurs civils.

● BIRMANIE : démenti. — Le gouvernement a qualifié, vendredi 6 janvier, d'informations « absolument sans fondements », les rumeurs faisant état d'exécutions de certains des étudiants qui sont revenus à Rangoun après avoir pris le maquis à la suite des graves émeutes de l'an dernier, le gouvernement américain avait fait savoir jeudi qu'il enquêtait ce sujet. — (Le Monde du 7 janvier.)

● INDE : dix morts au Pendjab. — Des séparatistes sikhs présumés ont assassiné dix personnes, samedi 7 janvier, dans une ferme du Pendjab, quelques heures après la pendaison des deux meurtriers sikhs

Vendredi après-midi, un compromis semblait possible : on n'attendait plus que le rebelle prouve que son capitif était toujours en vie. Selon l'armée, Alih se débatait en déclarant que « le général était aux toilettes... ». Des témoins ont affirmé depuis qu'une « trainée de sang » menait jusqu'à la porte des dites toilettes. En fait, le général Batalla était déjà mort. Aussitôt, les troupes gouvernementales ont pris la caserne d'assaut à l'aide de chars et d'hélicoptères de combat, réduisant les bâtiments à l'état de ruines.

Le bilan est lourd. Comment des soldats en uniforme ont-ils pu rejoindre les rebelles ? Surtout, après avoir respecté une trêve depuis l'accession au pouvoir de M. Aquino, le Mouvement de libération Moro, musulman, de Nur Misuari risque de reprendre les hostilités, à la veille du débat, au Parlement, d'un projet de loi visant à accorder une certaine autonomie au Sud musulman et auquel les forces sécessionnistes locales s'opposent vivement.

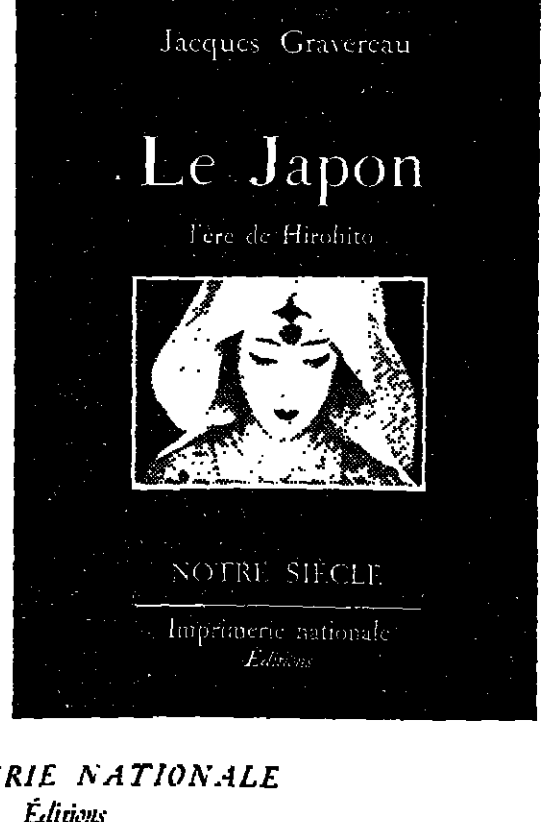
KIM GORDON-BATES.

d'Indira Gandhi. Depuis le début de l'année, les attentats indépendantistes au Pendjab ont déjà fait au moins cinquante morts, qui viennent s'ajouter aux deux mille cinq cents victimes de 1988. — (Reuters.)

● Première visite d'un chef de la diplomatie cubaine. — Le ministre cubain des affaires étrangères, M. Isidoro Malmerca, se rendra en visite officielle en Chine du 18 au 23 janvier, a-t-on annoncé officiellement jeudi 5 janvier à Pékin. Cette visite sera la première d'un chef de la diplomatie cubaine en

AVEC HIROHITO, LE SOLEIL LEVANT S'EST ÉTEINT.

LE JAPON de Jacques Gravereau pour comprendre ce qui va se passer maintenant.



Cette œuvre a été composée en Garamond, dit « Remanié de Bel », caractère officiel de l'imprimerie nationale.

Politique

Remous politico-financier au Sénat

M. Schiélé (centriste) privé de questure

M. Alain Pober a fait savoir, vendredi 6 janvier, que le bureau du Sénat avait décidé, la veille, de retirer sa délégation de questeur à M. Pierre Schiélé, sénateur centriste du Haut-Rhin, après l'avoir entendu. Le président du Sénat a précisé qu'après cette réunion il avait reçu M. Schiélé, qui « a convenu qu'il était préférable de ne plus exercer ses délégations ». (Nos dernières éditions du 6 janvier.)

De rumeurs en supputations, de confidences en bruits de couloirs, tout le Sénat ne parlait que de l'affaire Schiélé. (Le Monde du 22 décembre.)

Officiellement, le silence était de mise sur le dossier de M. Schiélé. Ce dernier est soupçonné d'avoir favorisé son gendre, M. Pierre Berret, patron du bureau d'études parisiennes Synergie, en informant des affaires de la questure et surtout des questions d'adjudication pour d'importants travaux d'aménagement du palais du Luxembourg. Ainsi mis en cause, M. Schiélé a toujours nié de

telles ingérences. Pour sa défense, le maire de Thann avançait l'hypothèse d'un complot politico-administratif dans lequel l'intérêt des architectes du Sénat et des entrepreneurs était relayé par une volonté de déstabiliser le groupe centriste, dont il est membre. Toujours est-il que ses deux collègues, le socialiste Jacques Bialski et le RPR Amédée Bouquerel, refusaient de siéger avec M. Schiélé.

Il fallait bien qu'un jour ou l'autre cette situation cessât. Ce n'est que le 13 décembre dernier que le bureau (1) du Sénat évoque l'affaire et décide d'une nouvelle réunion, fixée au 5 janvier, pour entendre à sa demande M. Schiélé.

La confrontation est, selon l'un des participants, « particulièrement pénible ». Qu'ils soient ou non convaincus de la culpabilité de leur collègue, les membres du bureau n'apprécient guère de se retrouver en position de jurés. La situation est vécue avec autant plus de désagrément que d'anciens avaient espéré que M. Schiélé accepterait de lui-

même de se démettre de sa fonction. C'était mal connaître le sénateur du Haut-Rhin, qui résistait à ce type de pression, depuis plusieurs semaines. C'est ensuite à l'unanimité que le bureau a décidé de prendre un arrêté retirant ses délégations de questeur à M. Schiélé, tout en souhaitant que M. Pober le reçoive une ultime fois avant de rendre publique sa décision.

Au cours de cet entretien, M. Schiélé a indiqué au président du Sénat qu'il entendait lui confirmer son intention de renoncer à exercer ses délégations.

Dans une première version, la présidence du Sénat a, dans la matinée du vendredi 6 janvier, rendu public la seule décision du bureau. Puis M. Pober, en fin de journée, a fait savoir que M. Schiélé avait « convenu qu'il était préférable de ne plus exercer ses fonctions ».

Le même communiqué précisait que le bureau avait la veille « entendu une communication sur les travaux envisagés pour l'amélioration des conditions d'accès et de sécurité dans le palais [et qu'il] avait donné son accord à une proposition qui correspondait au prix limite qu'il s'était fixé ».

L'affaire Schiélé est-elle pour autant terminée ? M. Schiélé est parti pour quelques jours en vacances au Maroc. L'un de ses amis, également sénateur centriste du Haut-Rhin, M. Henri Gotschy, affirme qu'il lui « garde toute sa confiance... jusqu'à plus ample informé ». Et de préciser : « La volonté de gestionnaire que M. Schiélé a montré en voulant obtenir les prix les meilleurs pour les travaux du Sénat a dû déran-

La préparation des élections municipales

Dunkerque : coup d'envoi pour M. Delebarre soutenu par M. Fabius

DUNKERQUE de notre correspondant

Candidat à la mairie, M. Delebarre, ministre des transports et de la mer, a accueilli, vendredi 6 janvier à Dunkerque, M. Laurent Fabius. Le président de l'Assemblée nationale est venu lancer la campagne des élections municipales au cours d'un meeting tenu au palais des congrès.

« Avec le talent de Michel Delebarre, son programme, la foi que j'ai en lui, la victoire est possible », devait affirmer M. Fabius. L'ancien premier ministre exprime l'espoir « que la belle unité des forces socialistes de Dunkerque soit contagieuse et gagne certaines grandes villes françaises et l'ensemble du pays ».

Au cours de la campagne qui s'ouvre, il faudra, selon lui, tout en affirmant son « identité socialiste », rassembler sur des valeurs de gauche et tendre la main à l'ensemble des catégories sociales. Et Michel

Delebarre, qu'il appela en 1984 au gouvernement, rappela-t-il, représente le mieux ces valeurs.

Auparavant, et malgré les difficultés sociales, M. Fabius avait jugé positives les actions du gouvernement. Au rang de ses préoccupations en 1989, il place l'Europe, mais « une Europe à la dimension sociale », l'emploi, la lutte contre toute forme d'exclusion, l'éducation.

Au cours de la même réunion, M. Delebarre a dévoilé son plan de campagne : afin de sortir Dunkerque de « son enlèvement et de son engourdissement », il entend mobiliser autour de quatre thèmes de force : l'implantation et la création d'activités et d'emplois, le développement de la solidarité, la jeunesse et la qualité de la vie. Faisant allusion, mais sans le nommer, à son adversaire, M. Claude Prouvovier, maire sortant et sénateur CNL, M. Delebarre espère « faire tomber les masques » d'un pouvoir « de plus en plus personnel ».

J. V.

Les vœux du premier ministre

« Qui veut gouverner loin ménage ses apparitions »

assure M. Michel Rocard

M. Michel Rocard a présenté ses vœux à la presse, vendredi 6 janvier. Le premier ministre a énuméré, dans les différents secteurs d'activité, les échéances de 1989. Il a souligné que les journalistes économiques auront à dire si le gouvernement a réussi son

« pari de maintenir une croissance soutenue qui ne soit pas au prix d'un affaiblissement du franc ou d'une mise en cause de nos grands équilibres ».

M. Rocard a jugé que les journalistes sociaux ne chômeront pas non

plus, mais il a souhaité, en souriant, que « leurs colonnes soient pleines non plus de grognements et de blocages mais de dialogues et d'avancées ».

Dans le domaine de l'immigration, le premier ministre a affirmé : « Nous ne devrions pas d'une ligne qui nous situe à égale distance entre ces deux indignités que sont ici le racisme et l'inhumanité ».

M. Rocard a rappelé l'importance de la construction européenne, « à la charnière des relations internationales et de notre vie politique interne » et espère que 1989 verra « de nouvelles avancées dans la protection internationale de notre environnement ».

Le premier ministre s'est également exprimé sur l'attitude personnelle qu'il adopte à l'égard des moyens de communication. « Vous m'entendez, a-t-il dit, aussi souvent que je le jugerai utile ». M. Rocard a rappelé que, « sur les sujets les plus divers, [il s'exprime] publiquement plusieurs fois par semaine », mais il a confirmé qu'il entend « rester économe » de « grandes prestations écrites, radiophoniques ou télévisuelles ».

M. Rocard a donné quatre raisons à son attitude : « La politique en France et depuis des décennies a toujours été trop envahissante. Il n'est

M. Jean Tibéri dément que la mairie de Paris

« trafique » les listes électorales

M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, a qualifié, vendredi, de « procès d'intention » les informations parues dans le Monde du 7 janvier mettant en cause la mairie de Paris pour avoir procédé à la révision des listes électorales dans certains arrondissements de la capitale susceptibles de passer à gauche.

La note, publiée par le Monde, et qui concerne le vingtième arrondissement, dont le maire est M. Didier Bariani, affirme, en effet, que « l'apport nécessaire peut être estimé de 1 500 à 2 000 personnes » et qu'il « est donc obligatoire de trouver 500 à 900 points d'accueil ».

M. Tibéri répond que « cela fait partie d'une série de mauvais coups que les socialistes montent à la veille des élections municipales et qui tendent à dévier le véritable débat concernant les vrais problèmes ».

Compiegne : M. Stoléru renonce

Après avoir manifesté à plusieurs reprises son souhait d'en découdre avec M. Philippe Marini, l'actuel occupant RPR de la mairie de Compiègne (Oise), M. Lionel Stoléru s'est résolu à renoncer à la bataille des municipales. Le retrait du secrétaire d'Etat au Plan fait suite à un constat d'échec : « Ma présence en tête de liste, a-t-il déclaré aux socialistes compiégnais, qui l'a annoncé sa décision, n'aurait d'autre effet que celui d'un d'ouverture. Pour l'instant, ce n'est pas possible, en raison de la « dissension nucléaire » qu'exerce la municipalité en place sur ceux qui seraient tentés de me rejoindre ».

La décision de M. Stoléru est aussi d'ordre tactique. Il ne veut pas prendre le risque d'être battu. « Au soir des municipales, a-t-il ajouté, la presse ne manquera pas de tirer sur le nombre de ministres élus ou battus. » (Corresp.)

M. Rocard ne conduira pas la liste socialiste aux élections européennes

Après la cérémonie officielle des vœux à la presse à l'hôtel Matignon, vendredi 6 janvier, M. Michel Rocard, en bavardant avec des journalistes, a écarté l'idée de conduire lui-même la liste socialiste aux élections européennes de juin. Il a fait mine de s'étonner de ce « canard » en se demandant s'il n'avait pas été lancé par des gens qui voudraient lui nuire.

En réalité, une partie de l'entourage de M. Rocard était favorable à une telle candidature, tandis que d'autres collaborateurs du premier ministre jugeaient cette idée potentiellement plus dangereuse qu'utile. M. Rocard lui-même faisait valoir, depuis qu'il était dans l'air, que lui-même ou tout ministre de son gouvernement qui serait tête de liste devrait choisir entre son appartenance au gouvernement et la

conduite de cette liste. C'est précisément ce type d'objection que M. François Mitterrand a mis en avant, jeudi devant la presse, pour exprimer ses réticences à l'idée que M. Rocard puisse mener cette liste.

Quant à une éventuelle liste centriste autonome, sur laquelle seraient présents des ministres d'ouverture, l'idée, il y a encore quelques jours, ne déplaissait pas à l'hôtel Matignon. Mais on retomberait alors sur l'objection de M. Mitterrand à propos de l'incompatibilité entre l'appartenance au gouvernement et à une instance parlementaire. D'autant que le président de la République ne juge pas non plus souhaitable que l'on se fasse élire « si ce n'est pas pour siéger ». (Le Monde du 7 janvier.)

J.-L. A.

pas sain que son bruit domine tous les autres et je ne confonds pas mon devoir d'expliquer et d'informer avec l'abus d'invasion dans la vie quotidienne des gens (...). Je ne serais pas digne de mes fonctions si je manquais au devoir de connaître ce dont je dois décider, et le temps que je tiens à passer dans mon bureau ou sur le terrain est donc autant de temps que je ne peux consacrer à l'expression publique (...). J'ai le souci d'éviter de parler pour parler. Il est des situations où un problème domine tous les autres. Si l'on parle d'autre chose, on n'est pas entendu et c'est bien normal. Mais si on parle du sujet sans que la solution soit mûre, au mieux on ne dit rien qui vaille plus que des redondances, au pis on complique ou retarde la solution effective. Et si le silence a un coût, celui de la parole est alors plus élevé (...). enfin (...) notre [fonction] de gouverner et d'inscrire notre action dans la durée (...). Qui veut gouverner loin ménage ses apparitions » et vous ne m'en voulez sans doute pas de préférer fixer moi-même mon rythme plutôt que de me soumettre à celui qui (...) est imposé [aux journalistes par l'actualité].

M. Claude Cheysson se dit inquiet du « glissement vers l'Europe du libre-échange »

Invité, vendredi 6 janvier, à participer à une table ronde sur le thème de « L'Europe vue par la gauche », organisée par l'association EURIF (1), M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, s'est inquiété du « glissement vers l'Europe du libre-échange », vers l'Europe de M. Thatcher, qui n'est pas celle « du peuple de gauche ».

Selon M. Cheysson, « il y a urgence à la construction européenne parce que les entreprises, elles, n'ont pas attendu les gouvernements ». Tout en se félicitant des récentes déclarations du président de la République, M. Cheysson a estimé qu'il fallait aller « encore plus loin » si l'on ne voulait pas « livrer l'avenir de nos sociétés aux forces du marché financier et, par conséquent, marginaliser ceux qui ne contribuent pas directement à la croissance ».

Deux dangers guettent aujourd'hui la Communauté européenne, a déclaré M. Cheysson : « D'une part, une trop grande extension du nombre des pays membres, « dont le seul point commun deviendrait alors le commerce ». Je suis très sévère à l'égard de tous les gouvernements qui encouragent les pays à poser leur candidature », a observé sur ce point l'ancien ministre.

D'autre part, l'harmonisation fiscale : selon M. Cheysson, l'harmonisation du taux de la TVA aura deux conséquences : « l'appauvrissement de la puissance publique » pour les pays qui, comme la France, ont le taux de TVA le plus élevé et qui ne pourront compenser ces pertes « qu'en renonçant à certains financements dans le budget nation-

nal ». « Aujourd'hui, a souligné M. Cheysson, les charges sociales des entreprises sont beaucoup plus disparates que les charges fiscales. Or de cela personne ne parle. Va-t-on les réduire ? Va-t-on pousser les travailleurs vers des systèmes d'assurance volontaire ? ».

L'harmonisation fiscale ne peut se faire que si, « simultanément, on décide d'une politique sociale harmonisée ». Or il n'existe pas actuellement, au sein de l'Europe, « une entité qui puisse déterminer cette politique », constate M. Cheysson. La construction d'une « Europe politique » est donc plus que jamais nécessaire, pour faire face à « l'Europe des entreprises et du capital ».

M. Cheysson souhaite une « campagne claire » sur ces thèmes pour les élections européennes à venir. « Avec qui fait-on l'Europe chez nous ? », s'est interrogé M. Cheysson, qui a ajouté être « très frappé » par les premières « disputes » sur ces sujets entre les centristes et le RPR.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

(1) Europe Ile-de-France, association fondée à l'automne 1988 par des militants du Parti socialiste.

Au baromètre de la SOFRES La cote de M. Mitterrand est en hausse et toujours à un haut niveau

Les Français continuent à apprécier l'action du président de la République et du premier ministre, si l'on en croit le baromètre mensuel de la SOFRES publié dans le Figaro-Magazine du samedi 7 janvier.

Soixante pour cent des mille personnes interrogées, le 21 au 23 décembre, font, en effet, « plutôt » ou « tout à fait confiance » à M. François Mitterrand, soit deux points de plus qu'en décembre dernier ; 36 % d'entre eux, en revanche, ne lui font pas confiance. La cote de M. Michel Rocard diminue, elle, d'un point, puisque 56 % des personnes interrogées lui font « plutôt » ou « tout à fait » confiance ; mais 36 % d'entre eux ne lui font pas confiance, soit deux points de moins qu'il y a un mois.

Le premier ministre reste ainsi largement en tête des personnalités de gauche auxquelles les personnes interrogées souhaitent voir jouer un rôle important dans les mois à venir. M. Simone Veil, avec 49 %, reste en tête des personnalités de droite devant M. Raymond Barre, qui, avec 43 %, perd six points sur le mois de décembre, alors que M. Valéry Giscard d'Estaing avec 38 %, en gagne deux.

La première tentative est, alors, d'accueillir dans le cercle politique les porte-parole que la société paraît avoir spontanément désignés. Ce genre de transfert, auquel on a assisté l'an dernier, n'est pas en soi condamnable. Il peut permettre de gagner du temps, s'il y a urgence, mais il a surtout une bonne rentabilité médiatique.

Cependant, il risque de donner une consécration politique à des gens qui ne sont pas assurés d'en avoir méritée, lorsque l'on se demande, par les voies de la démocratie représentative. En outre, la gestion politique, si elle a tout à gagner en collant de près aux réalités sociales, s'amoindrit en sacrifiant la vision globale qu'elle est censée avoir de la société à l'adjonction de desseins, sans doute légitimes et respectables, mais parcellaires. Il vaut mieux qu'elle soit elle-même à l'écoute pour intégrer dans son projet d'ensemble les désirs et les besoins de la société civile, pour assurer qu'ils soient accessibles ou réalisables. Il apparaît ensuite aux politiques de choisir, de trancher, de programmer, bref, de gérer, sous le contrôle de ceux qui les ont désignés à cette fin.

Pour connaître la société civile, il ne suffit pas d'en faire partie : qui n'en est pas membre ? Il convient, certes, de ne pas s'en écarter trop, au profit de cercles plus fermés, mais il est surtout nécessaire de compléter son

expérience propre par les études produites sur le sujet.

En voici une, qui revient pour la deuxième fois avec la nouvelle édition de Francoscopie. Elle intègre les événements qui sont survenus depuis la publication du premier volume à la fin de 1986. L'ambition de l'auteur, Gérard Nermat, est de décrire la société contemporaine avec les moyens d'investigation les plus perfor-

la décentralisation et que la communication est reine. Cela se vérifie dans le cadre de l'entreprise comme dans celui de la famille. La société peut-être qualifiée de « centrifuge », selon l'auteur, car elle tend, par répétition, à rejeter les autres s'ils ne suivent pas s'ils sont par trop différents. « La société de communication est aussi une société d'extrême communication. La pression des médias modifie le jeu démocratique dans lequel elle intervient. Elle contribue à valoriser l'image, c'est-à-dire l'apparence, aux dépens de la réalité, au point d'entretenir une certaine ambiguïté entre le réel et l'imaginaire. »

Cette société est en train d'apprendre une nouvelle façon de gérer son emploi du temps (entre le travail, le non-travail et les loisirs). Elle modifie en conséquence ses comportements de consommation, sa pratique de la vie familiale, l'échelle de ses valeurs et de ses croyances ; elle accepte davantage de complexité, se défait de certaines certitudes et d'une vision marchande ou binaire du monde. La société se restructure sur la base de modes de vie à plusieurs vitesses : en haut, une classe privilégiée et protégée, en dessous, une néo-bourgeoisie, à laquelle accèdent des employés et des ouvriers mais qui tient à l'écart un néo-prolétariat caractérisé par la précarité de sa situation sociale.

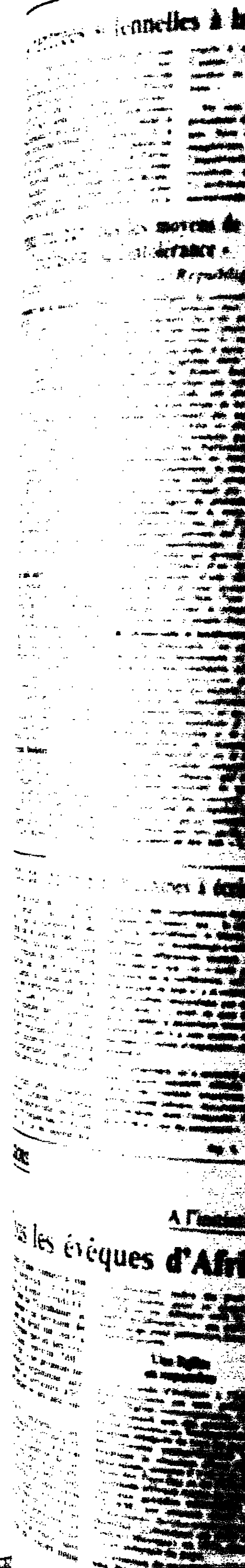
Ainsi radiographiée, la société civile apparaît dans sa mobilité et sa fragilité. Elle est pleine de promesses, mais sur la défensive, et tentée de fuir ses anciennes valeurs communautaires. Elle offre un champ d'action très demandeur à l'action politique, précisément au moment où celle-ci aurait besoin de se ressourcer. Alors ?

★ Francoscopie, de Gérard Nermat, Larousse, 419 p., 125 F.

La société civile, cette inconnue

Les Français se trouvent ainsi approchés à travers leurs modes de vie, leurs inquiétudes et leurs attentes, leurs valeurs, leurs biens, leurs goûts. C'est une masse de renseignements souvent inédits qui est mise à la portée du public. Pour en donner un aperçu, on s'arrêtera ici à l'image de la société civile que, selon l'auteur, renvoie ce miroir.

A travers les priorités données à la consommation et à la sécurité, c'est la primauté du confort qui s'impose. L'individu est la valeur suprême de cette société qui est horizontale, en ce sens que la hiérarchie, la centralisation, cèdent le pas à la participation, à



Les rentrées solennelles à la Cour de cassation et à la cour d'appel

Invité à la rentrée solennelle de la Cour de cassation le 6 janvier à Paris, M. François Mitterrand a longuement pris la parole en présence du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, et du président du Sénat, M. Alain Poher, pour réaffirmer son souci de l'indépendance des magistrats — dont il est constitutionnellement le garant. Il a exhorté les juges à l'« équité » et rappelé sa volonté de voir rapidement voter au Parlement le nouveau code pénal élaboré sous Robert Badinter. Le président de la République a dénoncé « la résurgence de certains comportements d'intolérance abusive » et a

repris à son compte une phrase d'Albert Camus : « Si l'homme échoue à concilier la justice et la liberté, alors il échoue en tout. »

De son côté, M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, a estimé que, face aux critiques qui les visent, les magistrats « ne doivent pas sombrer dans l'inquiétude ou la morosité » ni « entrer à reculons dans l'avenir ». Il a critiqué l'« activisme judiciaire » qui aboutit au surcroisement de la Cour suprême, où

plus de trente-deux mille dossiers sont aujourd'hui en attente.

A la cour d'appel, dont c'était aussi la rentrée solennelle, le procureur général, M. Pierre Truche, s'est éloigné des généralités pour parler en homme de terrain de l'évolution inquiétante de la délinquance et proposé des mesures concrètes pour accélérer le cours de la justice. Parallèlement — malgré la signature in extremis d'un protocole d'accord négocié à Matignon, — trois cents greffiers et fonctionnaires des tribunaux ont manifesté au palais de justice.

« Combattre, par tous les moyens de droit, l'exclusion ou l'intolérance » déclare le président de la République

- **Indépendance de la justice et raison d'Etat.**
« La Constitution [fait du président de la République] le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Et bien, cette haute mission, j'en ai conscience, elle n'est pas facile. Jamais je n'ai admis qu'il fut porté atteinte à l'indépendance des juges comme à l'honneur de la chose définitivement jugée (...). L'indépendance du pouvoir judiciaire signifie aussi : premièrement, qu'il n'a d'ordre à recevoir que de la loi, que de l'équité, deuxièmement, qu'il n'a de satisfaction à donner qu'à la justice, troisièmement, qu'il n'a de compte à rendre qu'à sa conscience. Il ne doit écarter la justice au profit de ce que certains lui présentent comme la raison d'Etat. (...) Au demeurant, si la raison d'Etat y avait, ce ne serait pas au juge de s'en inspirer. Qu'il en laisse donc la responsabilité au pouvoir politique. »
- **Pouvoir judiciaire.**
« La loi s'impose à vous comme aux autres. Mais vous êtes libre de son interprétation. Il faut donc aussi que vous recouriez à ce quelque chose de si fragile et de si délicat qu'on appelle l'équité. Placé entre la loi et l'équité, vous êtes aux ordres de la première, mais les garants de la seconde. Votre œuvre complète celle du législateur (...). Si le Parlement exprime la volonté générale, exerce la souveraineté nationale, vous êtes, vous, le pouvoir judiciaire, un autre pouvoir avec ce que cela comporte d'indépendance, de dignité et de responsabilité. »
- **Code pénal Badinter.**
« L'une des conquêtes majeures de la Révolution a été de rédiger un code qui consacre le principe de la légalité et qui définit limitativement les infractions et les peines qui les sanctionnent. Certes, à peine ces choses étaient dites, ou, du moins pensées, avant même qu'elles ne

soient rédigées, la contradiction entre le réel et le principe était déjà monnaie courante, ce n'est pas la première fois que vous l'observez. (...) N'est-il pas venu, le moment de l'adapter [ce code] à notre société de la fin du vingtième siècle ? Les travaux de M. Robert Badinter, qui avaient pour objet une refonte générale de ce code, ont abouti à la rédaction d'un projet de loi qui a été adopté en conseil des ministres le 19 février 1986 et déposé au Sénat. (...) Je souhaite que ce texte soit discuté au Parlement, car le code pénal touche au fond, le droit même. Evidemment, la rénovation de notre système pénal serait incomplète si elle n'incluait pas une révision des règles de procédure : dans ce domaine, vous le savez bien, la procédure n'est pas pur formalisme, elle est aussi garantie des droits, des libertés fondamentales. L'ensemble de ces réformes qui devront se suivre dotera la France d'un instrument juridique digne d'une démocratie moderne, et je vous avouerai, sans fard, que c'est bien l'une de mes ambitions, puisque le temps m'en a été donné par le peuple français. »

Grand dessein et réalité quotidienne

BRUISSEMENTS de robes rouges, envolées de dentelles, étalage d'hermine et collection de mortiers d'un côté ; colère du « petit peuple » de la justice de l'autre : entre la rentrée solennelle de la Cour de cassation que le président de la République honore de sa présence, vendredi 6 janvier, et les couloirs du palais retentissant des slogans des greffiers, commis, agents techniques, bref tous ces fonctionnaires obscurs mais indispensables qui se sentent « les oubliés de la justice », le divorce était total.

Si l'on avait sorti le grand jeu (sur fond de rappel incessant des célébrations du bicentenaire de la Révolution française), — pourpas sacrément mentelles et brochette de ministres de la justice des pays francophones — pour rappeler solennellement l'indépendance de la justice et proclamer une volonté unanime d'un grand dessein judiciaire, on aurait bien aimé éviter que la justice ne donne à voir ce jour-là ce qu'elle se plait en général à dissimuler : la pauvreté et les rancœurs de ses « petites mains ».

C'est pourquoi, alors que depuis plusieurs semaines des négociations infructueuses s'étaient à la chancellerie avec les fonctionnaires des cours et tribunaux, l'annonce d'une manifestation au Palais, au moment même où le président de la République devait y prendre la parole, avait conduit Matignon à reprendre le dossier. Conduite par un conseiller de Michel Rocard, M. Louis Joire, une négociation, menée la nuit précédente, aboutissait en extrême d'un protocole d'accord allant bien au-delà de ce que le ministère de la justice était prêt à concéder.

Annnonçant par ailleurs un plan de bataille pour accélérer le cours de la justice dont le lentier est insupportable au justiciable, M. Truche a décidé de demander à ses parquets de « faire remonter » toutes les procédures ouvertes depuis plus de trois ans. Dans le deuxième semestre 1989, toutes les affaires vieilles de trente mois seront examinées de la même façon. Il faut, pour le procureur général, accélérer l'exécution des peines et éviter de se noyer dans un formalisme suicidaire : depuis 1985, le nombre des affaires inscrites au rôle de la cour d'appel a augmenté de 400 % et depuis un an de 116 %.

« Nous ne pouvons — sans rien méconnaître de la forme — nous contenter de compter les virgules », pense M. Truche, mettant là en cause — sans la nommer — l'attitude du barreau, à qui il reproche cette avalanche liée à une conception dévoyée du respect des droits de la défense. Même si l'aine beaucoup « avoir en face de lui des avocats qui harcèlent les juges, car c'est une garantie que nous serons mieux éclairés ». M. Truche a aussi évoqué « la solitude du ministère public », dont on pense à tort qu'il est là pour « dire un disque en playback sur la parole du gouvernement ».

« Je ne dois dire que ce que je crois convenable pour l'intérêt de la justice. Ce n'est pas une parole creuse. Face aux critiques, nous ne nous en sortons que par un surcroît de bon sens. » D'évidence, M. Truche a du travail devant lui.

« La solitude du ministère public »

Mis devant le fait accompli, M. Pierre Arpaillange ne pouvait dès lors que s'incliner et signer le texte, tout en craignant qu'après les gardiens de prison l'exemple des greffiers ne donne des idées à d'autres catégories de personnel.

Pourtant la colère de la base n'est pas tombée, et il a fallu que les syndicats développent des ruses de Sioux pour éviter l'empoignade entre leurs troupes et les forces de l'ordre chargées de garder les locaux de la Cour de cassation, où l'on faisait étalage d'idées générales et de déclarations emphatiques sur les nécessités d'un grand service public de la justice.

Restant dans le concret et refusant de se payer de mots, M^{me} Myriam Ezraty, premier pré-

AGATHE LOGEART.

L'affaire de la succession Canson

M^e Lombard conteste point par point les accusations de M^{me} Pesnel

Organisée vendredi 6 janvier, à Toulon, dans le cabinet du juge d'instruction, M. Jean-Pierre Bernard, la confrontation entre quatre des cinq inculpés de l'affaire de la succession Canson s'est essentiellement déroulée à un duel entre M^{re} Paul Lombard et M^{me} Joëlle Pesnel. Les deux autres inculpés présents, un avocat toulonnais, M^{re} Robert Boissoneau, et une avocate marseillaise, M^{re} Marie-France Pestel-Debord, ancienne collaboratrice de M^{re} Lombard, n'ont joué qu'un rôle de figurants. A l'issue de la confrontation, peu après minuit, M^{re} Georges Kiejman, défenseur de M^{re} Lombard, a affirmé que son client « sera réhabilité complètement ». Le matin, le juge Bernard avait entendu deux témoins : M^{me} Jeanne-Marie de Broglie, ancienne directrice du bureau parisien de Christie's, et M^{re} Christian Journaud, notaire à Toulon.

MARSEILLE de notre correspondant régional

Principale accusée du dossier instruit par le juge Jean-Pierre Bernard, M^{me} Pesnel avait gravement mis en cause, deux jours auparavant (le Monde du 6 janvier) l'avocat marseillais, qui fut son conseil avant de devenir son coaccusé. Elle lui imputait la responsabilité du montage de l'opération successorale qui lui permit de dépouiller M^{re} de Canson, décédée en septembre 1986, d'une collection de tableaux estimée à 300 millions de francs.

Au cours de dix heures de débats cruciaux, ses affirmations ont été contestées point par point par M^{re} Lombard qui semble être sorti à son avantage de cette confrontation marathon. Selon son avocat, M^{re} Georges Kiejman, « aucune des accusations de M^{me} Pesnel n'a trouvé le moindre fondement vérifiable ». Mais, pour M^{re} Jacques Vergès, l'un des conseils de M^{me} Pesnel, celle-ci serait apparue, au contraire, « comme une dupe ».

Dans son dernier interrogatoire, le 4 janvier, M^{me} Pesnel attribua à M^{re} Lombard une série de démarches et de conseils qui auraient commencé dès la fin de 1983. Soit à une époque très antérieure à celle où M^{re} Lombard situait son intervention dans le dossier, limitée, exclusivement, selon lui, aux transactions concernant la vente d'un tableau de Murrillo. L'absence d'un tel matériel nouveau constituait cependant la faiblesse des assertions de l'ancienne gérante de bar, qui, souvent, semble-t-il, n'a pu opposer que sa parole à la « bonne foi » de M^{re} Lombard.

L'avocat marseillais a-t-il, ou non, rencontré, à plusieurs reprises, M^{me} de Canson ? M^{me} Pesnel a cité tour à tour, comme lieu de ces contacts, un salon, le cabinet de M^{re} Lombard à Marseille, un hôtel de Genève, sans qu'aucun témoin ou des indices concrets en établissent la preuve. Paradoxalement, de surcroît, elle affirme que M^{re} de Canson aurait attesté devant M^{re} Lombard qu'elle avait bien transmis ses biens à

M^{me} Chapuis (grand-mère de M^{me} Pesnel, qui l'a faite, par la suite, sa légataire universelle), ce qui plaiderait en faveur de son coaccusé. Le faux testament de M^{me} Chapuis ? M^{me} Pesnel soutient qu'elle l'a rédigé de sa main sous la dictée de M^{re} Lombard, fautes d'orthographe comprises. Mais, là encore, les deux contradicteurs ont campé sur leurs positions respectives bien que M^{re} Lombard soit resté très flou sur les conditions dans lesquelles une photocopie de ce testament a été jointe au dossier saisi dans son cabinet.

L'avocat, certes, a reconnu qu'il avait conseillé à M^{me} Pesnel de consulter le « *Journal d'actualité* », notaire genevois Didier Tornare, qui, en novembre 1985, trois faux testaments par lesquels l'ancienne gérante de bar héritait de sa grand-mère. Mais il s'est défendu d'avoir jamais accompagné M^{me} Pesnel chez cet officier ministériel. Celui-ci, dans une déclaration faite devant un juge genevois, M^{re} Barbey, a simplement indiqué que M^{me} Pesnel était venue lui exposer « la découverte de certains actifs de la succession Chapuis » et « se recommander » de l'avocat marseillais. Il semble enfin que M^{me} Pesnel n'a pas été mise en relations, à l'origine, avec la société Christie's par M^{re} Lombard, mais par un client de celui-ci, M. Jacques Descombe, courtier d'art et éleveur de chevaux, qui aurait reçu pour son entremise — introduction — une commission de 200 000 francs (ce prélevement aurait été ignoré de M^{me} Pesnel qui n'aurait reçu, en définitive, qu'à peine plus de la moitié des 5 millions représentant la vente du Murrillo). Conclusion de M^{re} Kiejman : « On peut dire, aujourd'hui, que la mise en scène de M^{me} Pesnel est une manipulation comme une manipulation », tout en admettant que « la polémique avait eu son temps ».

GUY PORTE.

EDUCATION

Les 17 et 18 janvier

M. Jospin va ouvrir des discussions avec tous les partenaires du système éducatif

M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation, ouvrira officiellement, le 17 janvier, les deux chantiers qui vont largement mobiliser le monde de l'éducation dans les semaines à venir. Lors d'une première table ronde, ce jour-là, le ministre de l'éducation réunira l'ensemble des partenaires du système éducatif (organisations syndicales, fédérations de parents d'élèves, confédérations patronales et syndicales, représentants des collectivités territoriales et associations périscolaires les plus importantes) pour leur présenter ses propositions

relatives au projet de loi d'orientation sur l'éducation que le gouvernement souhaite soumettre au Parlement, si possible dès la prochaine session de printemps.

Une fois posé le cadre général, M. Jospin réunira le 18 janvier une seconde table ronde où il exposera aux syndicats d'enseignants ses propositions de réformes de la profession de la condition enseignante. Cet ensemble de propositions (loi d'orientation et réorganisation) devrait faire l'objet d'une communication lors du conseil des ministres du 18 janvier.

Professeur Charasse

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

« Payez-vous des impôts ? A quel service les fonds secrets d'Etat ? Pourquoi augmentez-vous l'essence ? Quelle est la différence entre un budget de droite et un budget de gauche ? » Nullément impressionnés par les bêtises du ministre du budget et épatamment saisis par le virus des finances publiques, les cinquante élèves de troisième du collège Albert-Camus de Clermont-Ferrand ont mitraillé de questions M. Michel Charasse.

Vendredi 6 janvier, celui-ci était venu dans le Puy-de-Dôme, département dont il est conseiller général, pour tester sur le terrain un dossier pédagogique mis au point par le ministère des finances afin d'initier les collégiens aux notions du budget de l'Etat et aux arcanes de la fiscalité (1). M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, était d'ailleurs au même moment dans un collège de Nevers pour soutenir cette expérience-pilote, lancée cette année dans quatre régions (Bourgogne, Auvergne, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur) avec le concours bénévole d'un millier de

professeurs d'histoire et géographie. M. Charasse usque M. le recteur, parle en copain aux élèves et reprend respectueusement l'un des deux professeurs qui animent brillamment la séance, celui qui avait osé affirmer, à propos de l'équilibre budgétaire, qu'il serait « bien mal venu » de diminuer les dépenses de l'éducation nationale. M. Charasse lui réplique : « Ce n'est pas vrai. Si l'y a des dépenses qu'on ne peut diminuer, il y a toujours des économies à faire. Par exemple, si on allège les horaires de classes des élèves pour leur permettre de travailler chez eux, on diminue aussi l'horaire des enseignants. Est-on alors obligé de maintenir le même nombre d'emplois ? »

La référence de M. Charasse en matière d'éducation reste l'engagement chiffré de la Lettre aux Français du président de la République, promettant 15 milliards de francs supplémentaires d'ici à 1992.

PHILIPPE BERNARD.

(1) « Si le budget m'était confié », dossier diffusé par le service de la communication et des relations avec le public du ministère de l'économie, des finances et du budget, 93, rue de Rivoli, 75056 Paris RP.

Droits de l'homme et machines à écrire

A-t-on le droit de s'interroger après la tenue — c'est une première — de la conférence des ministres de la justice des pays francophones, qui s'est déroulée sous la présidence de M. Pierre Arpaillange, les 5 et 6 janvier, à Paris ? Certes, à l'issue de leurs travaux, les trente ministres présents ont publié un communiqué commun insistant sur « l'importance de la notion d'Etat de droit dans leur organisation politique, imposant l'existence d'une justice forte et indépendante ». L'effort de formation devra aussi se poursuivre.

Pour autant, cette coopération ardemment souhaitée de toutes parts ne se heurte-t-elle pas à une pratique fort inégale des droits de l'homme, si l'on se reporte aux

rapports des organisations humanitaires, au hasard, sur... le Liban, Haïti, le Congo, le Maroc ou le Gabon ? M. Arpaillange a estimé que ces différences avaient été évoquées et que l'on n'avait pas eu « la langue de bois ». A entendre les difficultés rencontrées par certains pays, il y avait de quoi être ému. Mais, a seulement relevé le ministre, « on n'a pas encore mis sur pied un corps d'inspection réciproque ».

En attendant, on a annoncé que des crédits seraient alloués à l'envoi de matériel (machines à écrire, codes postaux, documentation diverse, tout l'intégralité des arts de la Cour de cassation) !

Ag. L.

RELIGIONS

A l'initiative de Jean-Paul II

Tous les évêques d'Afrique seront réunis en synode

Au cours d'une consécration de treize nouveaux évêques d'Afrique à Rome, vendredi 6 janvier, jour de l'Épiphanie, le pape a annoncé sa décision de réunir, dans un délai qui restait à fixer, un synode spécial des évêques africains (environ 500), afin, a-t-il dit, « de promouvoir une solidarité organique des Eglises dans le territoire africain tout entier et les lies voisines ».

Jean-Paul II a provoqué la surprise en convoquant un synode général des évêques d'Afrique. La préparation de cette assemblée devrait prendre au moins deux ou trois ans, mais une commission de neuf cardinaux et présidents de conférences épiscopales africaines s'est déjà mise au travail. Personne ne sait encore où se tiendra cette assemblée (au Vatican, dans une grande capitale africaine ou alternativement dans l'un ou l'autre lieu), encore moins

son éventuel ordre du jour. Le thème retenu pour ce synode — « L'Eglise en Afrique vers le troisième millénaire » — est suffisamment large pour permettre toutes les interprétations.

Une Eglise en expansion

Un synode d'évêques à l'échelle d'un continent est sans précédent dans l'Eglise contemporaine. Celle-ci ne connaît que des synodes ordinaires triennaux au Vatican avec des évêques délégués de tous les pays ou des synodes extraordinaires pour examiner la situation d'une Eglise déterminée, comme il y en a eu pour celles des Pays-Bas et de l'Ukraine. Ce synode africain risque de ressembler aux grandes assemblées du CELAM, qui avaient réuni tout l'épiscopat latino-américain à Medellín (Colombie) en 1968 et à Puebla (Mexique) en 1979, chaque fois en présence du pape.

L'annonce de ce synode rejoint le vœu des théologiens, des prêtres et

d'un grand nombre d'évêques noirs qui, depuis plus de dix ans, réclamaient un « concile africain ». Si, au cours de ses quatre voyages dans dix-neuf pays africains Jean-Paul II s'y montrait souvent favorable, les diocésains romains, notamment la congrégation pour l'évangélisation des peuples dont dépendent financièrement toutes les Eglises du tiers monde, ont freiné cette entreprise de « concile noir » interprété comme une velléité d'indépendance.

Les Eglises africaines elles-mêmes étaient largement divisées sur son opportunité. La diversité des situations, des langues, des sensibilités des rites, décourageait par avance toute réflexion à l'échelle d'un continent aussi pauvre et morcelé.

Le synode servira de tribune internationale à des Eglises d'Afrique qui sont considérées comme les parentes pauvres et marginales de l'Eglise universelle. Aucune d'elles ne jouit financièrement de son autonomie. Elles sont toutes soumises

aux caprices des pouvoirs politiques locaux, du Vatican et des Eglises riches, avec lesquelles elles ont des liens historiques ou financiers (comme la France, l'Allemagne ou les Etats-Unis).

Mais, en dépit d'extrêmes difficultés matérielles, les Eglises d'Afrique connaissent un dynamisme démographique largement méconnu dans les autres continents. L'Afrique compte chaque année 3 500 000 baptisés en plus. Un Africain sur quatre a reçu le baptême, un sur huit appartient à la confession catholique. La population catholique (80 millions d'habitants) a triplé en vingt-cinq ans. Mais la courbe des vocations sacerdotales ne suit pas la croissance démographique : en 1960, on comptait un prêtre pour 1 800 baptisés ; aujourd'hui il n'y en a plus qu'un pour 4 200.

HENRI TINCO.

Société

Quatre membres d'Action directe répondent de l'assassinat de Georges Besse

Des accusés qui n'ont « rien à dire »

(Suite de la première page.)

Ces accusés sont appelés devant la cour d'assises de Paris (1), composée pour la circonstance de sept magistrats, en application des dispositions des lois du 9 septembre et du 30 décembre 1986, s'agissant d'infractions en relation avec une entreprise collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur.

Pourtant, ce procès, on le sait d'avance, parce que d'autres de nature semblable impliquant ces mêmes accusés ou certains de leurs proches l'ont montré, laissera sur leur fait ceux qui — derrière des « militants » de la même nature que ceux en qui, dans la Russie du XIX^e siècle, Fiodor Dostoïevski voyait des « démons » ou des « possédés » — souhaitent découvrir des êtres avec leurs passions et leurs faiblesses, et pas seulement leur insolence et leur mépris, leur hauteur et leur dédain du « bourgeois ».

Il serait pourtant bien surprenant que Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani abandonnent à l'audience publique et en dépit des assauts d'un président comme M. Xavier Versini, l'attitude qui fut la leur tout au long de l'instruction secrète menée par M. Jean-Claude Vuillemin — celui-ci, à toutes ses questions au procès, s'étendit en effet répondre : « Je n'ai rien à dire » ou « Je ne réponds pas à cette question » — à moins que les demandes de M. Versini ne reçoivent qu'un silence obstiné.

Revendication

Dans ces conditions, il ne faudrait guère s'attendre à ce que des déclarations générales, exposant, avec la phraseologie ordinaire, les raisons politiques de ces « communistes » pour qui « la vie humaine n'est pas un absolu en soi ».

Alors, pensera-t-on, c'est bien qu'ils se reconnaissent les auteurs du crime dont ils se trouvent accusés. D'une certaine manière, il n'y a sur ce sujet pas de doute. Au reste, lors-

que l'on a pu écrire, dans le texte par lequel, le 11 février 1987, le commando Pierre Overney (2) revendiqua « l'exécution », que Georges Besse fut choisi parce qu'il incarnait « la place prépondérante du secteur public industriel dans la stratégie impérialiste de concentration industrielle et technologique », on passe plus qu'un aveu. Mais ce dont ne veulent pas entendre parler ces quatre accusés, c'est d'une recherche qui permettrait à leurs juges de savoir qui a fait quoi, qui se tenait à tel endroit et lequel à tel autre.

De même, il ne saurait s'agir de baisser la garde ou de laisser paraître le moindre défaut d'une cuirasse derrière laquelle il convient de préserver tout ce qui pourrait paraître faiblesse, concession et, moins encore, la reconnaissance d'une erreur, le soupçon d'un repentir ou seulement d'un regret.

Ainsi furent-ils orgueilleusement « taiseux ». Ainsi pourraient-ils le rester. Mais, paradoxalement dans ce dossier particulier, une évidence s'impose. Sans qu'il soit besoin d'aveux, de précisions, de déclarations sur des points précis, l'enquête a apporté jour après jour, soit par les témoignages, soit plus tard par les saisies opérées dans le repaire de Vitry-aux-Loges (Loiret), une accumulation de charges qui ont permis de reconstituer avec une extraordinaire précision non seulement ce qui se passa boulevard Edgar-Quinet le 17 novembre 1986 peu avant 20 heures, mais aussi comment ce crime fut préparé, comment furent étudiées les diverses possibilités de l'accomplir. Car l'affaire fut conduite avec patience. Rien n'en fut claironné. Georges Besse, au dire de ses proches, ne reçut ni menaces ni avertissement. Il ne montra jamais d'ailleurs une crainte quelconque, une inquiétude. Sans précaution, ni escorte ni surveillance, il avait maintenu ses habitudes.

Ceux qui avaient décidé de le tuer eurent ainsi tout le loisir de le découvrir. De fait, ils y passèrent un temps minuscule. On sait, parce que

les pellicules furent retrouvées à Vitry-aux-Loges, qu'ils filmèrent, plusieurs fois, la façade de l'immeuble du boulevard Edgar-Quinet, où Georges Besse avait son appartement. On sait qu'ils en étudièrent les abords. Des témoins ont, dans les jours qui précéderont le crime, remarqué deux hommes adossés à un mur du cimetière Montparnasse qui observaient le même immeuble. Des propos ont été surpris, chuchotés : « C'est bien là ? C'est là... »

Ce n'est pourtant pas dans sa « campagne » que Georges Besse sera finalement attendu. Ses assassins ont préféré Paris, et, à Paris, ce soir d'un lundi de novembre où la nuit, à 20 heures, est largement tombée. Dès 18 heures, l'immeuble est surveillé. A 19 h 45 — un passant s'en souviendra — l'un de ces hommes en surveillance a dit à l'autre : « C'est bien ici. On y va. » Cinq minutes plus tard — autre témoignage — une femme s'est

fa déposé comme à l'ordinaire. Le PDG de Renault a refait les gestes qu'il d'ordinaire étaient les siens. Il a ramassé sur la banquette ses journaux et sa serviette — un cadeau de sa femme — il a posé son imperméable sur son bras gauche, il a machinalement fouillé de sa main droite dans la poche pour y prendre ses clés. Pour Francis Verhaeghe, ce sera la dernière vision. Il n'entendra pas les coups de feu, il ne verra pas les tireurs.

Mais d'autres seront là attirés par la première détonation. Ce sont les gérants du magasin encore ouvert. Tout se passe très vite mais les images restent. Ce sont d'abord celle d'une des deux femmes, vêtue de sombre, tenant à deux mains une arme plate. Elle tire par deux fois sur un homme couché à terre quasiment à ses pieds. L'autre femme, dans le même temps, voyant ces témoins, leur fait face, brandissant une autre arme. Sur quoi elles sont parties en courant. Derrière elles, un homme a été vu, courant lui aussi. On a remarqué ses cheveux trop blancs. Voilà.

« Déterminé par sa fonction »

Les premières expertises apprendront que l'une des armes utilisées contre Georges Besse est un Smith et Wesson de calibre 38, l'autre un pistolet plat de calibre 9 mm. Le 20 février 1987, à Vitry-aux-Loges, la police saisira un Smith et Wesson de calibre 38 dans la partie de la ferme occupée par Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, et dans celle réservée à Joëlle Aubron un calibre 9 mm. La première de ces armes, à dire d'expert, est celle-là même qui a tiré l'une des balles mortelles dans le crâne de Georges Besse ; la seconde est celle d'où partiront deux autres balles retrouvées dans le dos et la chemise de la victime.

Et puis viennent les reconnaissances : les témoins à qui l'on présente Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron reconnaissent en elles les « tireuses » du 17 novembre 1986.

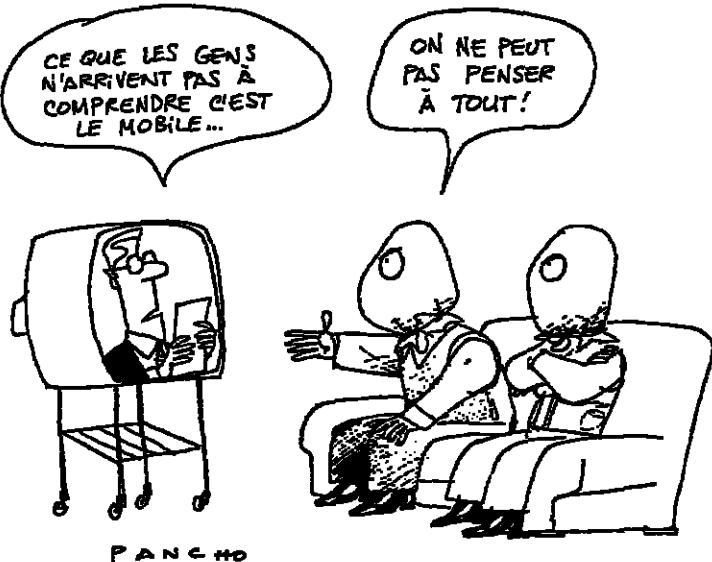
Georges Cipriani serait-il l'homme blond qui lui suivait dans leur fuite ? Il n'est pas blond, Cipriani. Mais à Vitry-aux-Loges il y avait une perruque blonde... Comme il y avait, découpés, lacérés, des lambeaux d'un cuir dans lequel fut reconnu celui-là même de la serviette de Georges Besse, emportée par ses meurtriers avec les documents qu'elle contenait. Comme il y avait encore des ébauches, retouches manuscrites du texte par lequel Action directe devait revendiquer tardivement — en février 1987 — l'assassinat : « Le 17 novembre, en éliminant la brute Besse, le commando Pierre Overney a frappé au cœur même de la contradiction la plus forte au sein du consensus général de pacification et d'exploitation... »

Voilà le défi lancé, froidement, comme sont froides d'autres phrases encore : « Georges Besse n'était qu'un élément déterminé par sa fonction... »

Seront-elles répétées face à M^{me} Françoise Besse et à ses cinq enfants : François, Christophe, Marie-Georges, Cécile et Hélène, parties civiles tout comme la Régie Renault, que M^{me} Françoise Besse assiste ? Et Nathalie Ménigon redira-t-elle à ce témoin tout étonné de l'avoir vue tirer à visage découvert : « Ce groupe est constitué de politiques et non pas de voyous. Il agit sans masque, et quand il doit tuer une personne, il n'a aucune raison de tirer sur l'entourage... »

(1) Fixé d'abord au 7 octobre 1988, le procès avait dû être renvoyé à une autre session de la cour d'assises en raison de la grève des personnels pénitentiaires qui empêchait les « extractions » de détenus.

(2) Du nom d'un militant maoïste de vingt-trois ans tué le 23 février 1972 à une entrée des usines Renault, où il distribuait des tracts. Son meurtrier, un vigile de l'entreprise, Jean-Antoine Trammont, condamné à quatre ans de prison, libéré en 1974, fut tué à son tour le 23 mars 1977, assassinat revendiqué par les « Négus » amis pour l'autonomie populaire (NAPAP).



Toutes les possibilités furent envisagées comme l'établissent un témoignage essentiel. Dès le 20 mai 1986, six mois avant le crime, deux hommes, en qui sont reconnus Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, sont aperçus auprès d'un véhicule embourbé dans un fossé non loin de la propriété que possède la famille Besse à Betz-le-Château (Indre-et-Loire). On leur propose de les aider à sortir de cette ornière. Ils y consentent mais non point à se rendre ensuite à la gendarmerie. A leur bon Samaritain l'un d'eux, sans mot dire, glissera dans la main 400 F avant de prendre le large.

jointe aux deux hommes sous le porche de l'immeuble portant les numéros 18-20, boulevard Edgar-Quinet.

Sans phrase

Dans l'instant qui suit, les deux hommes se sont éloignés. Deux femmes maintenant affectent de regarder la vitrine d'un magasin encore ouvert et éclairé. Georges Besse, sans s'en soucier — les a-t-il même aperçus ? — rentre chez lui. Son chauffeur, Francis Verhaeghe,

SPORTS

RAID MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Le bricoleur des sables

NIAMEY de notre envoyé spécial

La capitale du Niger joue les cités anglaises, sauf qu'ici, sur le bord du Grand Fleuve, ce n'est pas le brouillard qui gêne la visibilité mais des millions de grains de sable poussés par le vent. La ville se cache dans cette espèce de manteau qui empêche le soleil de briller. Les deux grands bâtiments publics disparaissent et les lentes pirogues qui remontent le fleuve s'évanouissent rapidement.

Niamey, l'habituée des Rallyes Paris-Dakar, a décidé cette année de ne pas se faire voir. La dame capricieuse semble se désintéresser d'une épreuve dont elle connaît toutes les manifestations. Elle laisse quelques chauffeurs de taxis se battre pour se partager les rares accompagnateurs qui débarquent des avions. Les clients sont plus rares cette année, explique, pour justifier cette fièvre, un des douaniers de faction.

Finies les meutes d'enfants qui entourent les véhicules. Tahoua et sa population exubérante est déjà loin. Après 427 kilomètres de route, dont 220 de secteur sélectif, les deux cent sept concurrents encore présents dans l'épreuve ont rejoint les jardins de l'hôtel Sofitel. Deuxième moment de repos, cette onzième étape qui offre aux coureurs les bienfaits de la civilisation.

Certes, il faut parvenir jusqu'au hall de marbre du palace. La piste comporte encore quelques pièges qu'il est nécessaire d'éviter. Aller vite sans prendre de risques, tel est l'objectif des pilotes. Ils doivent aussi veiller à ne pas se faire surprendre par les contrôles radar. Une innovation 1989, mise en place par TSO, dans les villages traversés afin de limiter les accidents en obligeant les concurrents à ralentir.

A ce jeu, Ari Vatanen, spécialiste des rallyes sait se montrer le plus performant. « Ari a décidé d'attaquer. Curieusement son problème de nerf sciatique qui le fait souffrir l'a stimulé », déclare Jacky Ickx. Le Belge, leader du classement général, s'adonne trop conservateur, trop prudent pour rivaliser avec son équipier blond.

Alors, il fallait « attaquer » sur cette piste où la visibilité était mauvaise. Mais point trop quand même.

Le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 turbo 16) et le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha Sosaout) ont réalisé, le vendredi 6 janvier, les meilleurs temps de la dixième étape du Paris-Dakar qui a été chronométrée sur 220 kilomètres entre Tahoua et Niamey, la capitale nigérienne. Au classement général actuel, le Belge Jacky Ickx (405 turbo 16) ne comptait plus que dix minutes d'avance sur le Finlandais. Dans la catégorie motos, le Français Gilles Lalay (Honda) restait à sept minutes de l'italien Franco Picco (Yamaha). Sept jours avant l'arrivée, deux cent sept concurrents étaient encore en course, sur les trois cent quatre-vingt-seize au départ de Paris.

Gaston Rahier, le motard de Suzuki, en sait quelque chose : il a subi sa troisième chute. « A 130 kilomètres à l'heure j'allais peut-être trop fort. Dans un virage je n'ai pas vu un arbre et je suis tombé. » Un hématome supplémentaire pour le pilote belge déjà couvert de cicatrices mais pas trop en perte de temps. L'accident de l'italien Jean-Pierre Finaud, pilote de l'écurie Yamaha, semble, lui, plus grave. Le motard de Pérouse était resté deux heures dans le coma avant d'être rapatrié en Italie.

Les premiers qui ont réussi à atteindre Niamey en début d'après-midi ont pu retrouver les charmes des douches chaudes et « des vrais repas », selon l'expression de Gilles Lalay. Même la piscine de l'hôtel était prête pour leur offrir son eau bien. Byzance, en somme, après les bivouacs du Ténéré. Mais ce privilège de la demi-journée de détente n'est réservé qu'à l'élite. Ceux dont les mécaniciens prennent en charge leur véhicule dès la ligne d'arrivée française.

Sac au dos, boussole au cou

Les autres, les amateurs, il en reste encore quelques-uns en course, doivent se lancer dans les réparations. Gilles Croyen est au nombre de ces besogneux. Cet ingénieur de trente-trois ans consacre ses heures de repos à ressouder le pot d'échappement de sa moto. Il avait choisi de prendre ses congés en janvier pour courir son troisième Dakar. Il n'a donc pas besoin de « moments de détente supplémentaires ».

Un acharné, ce spécialiste des centrales nucléaires qui s'aligne au départ tous les trois ans, « question de moyens financiers ». En 1982 il a

terminé vingtième ; en 1985 une fracture de la clavicule l'a immobilisé à Niamey ; cette année il figure à la trente-troisième place du classement général. Une place tout à fait honorable pour un homme qui court sac au dos. « Avec les dix kilos que je trimale sur mes épaules plus mon duvet et mes jerricans à l'arrière de la selle, j'ai du mal à rivaliser avec les professionnels des usines », explique Gilles Goyau. Dans les dunes, il a évidemment plus de mal à maintenir sa Honda 600 XR quand elle s'essaille. Heureusement, ce pilote, qui ne bénéficie pas d'instruments de navigation sophistiqués, sait habilement tirer profit de la boussole qui pend à son cou.

● **SKI ALPIN** : Coupe du monde. — Le slalom géant disputé, vendredi 6 janvier à Schwarzenberg (Autriche), était la neuvième épreuve de la Coupe du monde des dames. Et la Suisse Vreni Schneider y a remporté sa septième victoire de la saison. La championne olympique de slalom et de géant a ainsi confirmé l'écroulement de sa domination qu'elle exerce désormais sur les disciplines techniques. Surprise, en revanche, avec la victoire de l'Autrichienne Leonard Stock dans la première descente de Laax (Suisse), qui était course en mémoire temps pour le compte de la Coupe du monde hommes. Cette victoire a été l'occasion du premier tir groupé autrichien depuis 1969 : ses compatriotes Peter Winkhofer et Hans Hoferbauer sont montés à ses côtés sur le podium.

● **OMNISPORTS** : les premiers jeux de la francophonie. — Du 8 au 22 juillet prochain se dérouleront à Casablanca (Maroc) les premiers jeux sportifs et culturels francophones

Seul, il pilote le jour et répare la nuit, se réservant juste trois heures pour dormir. « Un bon entraînement pendant deux mois m'a préparé physiquement à l'épreuve », raconte ce passionné sans antécédents dans la compétition. Trois ans c'est le temps qu'il lui faut pour amasser les fonds nécessaires à sa participation. « 60 000 francs sur mes derniers et avant de la part des parents, de mes amis, comme ma ville, Chalons-sur-Saône, constitue mon budget pour cette édition du Dakar », affirme celui qui revendique le privilège d'être le concurrent le moins fortuné.

Une chance, un collègue en poste au Niger est venu l'accueillir au terme de cette étape. « Il a pu m'apporter des amorces pour un vol d'Air France », explique Gilles Goyau heureux de pouvoir remplacer ses suspensions mortes. Ce soir, il va pouvoir se lancer dans des réparations supplémentaires.

Il ne connaît pas les charmes de l'escalade à Niamey, une autre façon de vivre le Dakar. Loin des querelles des organisateurs, loin des rumeurs, il demeure, selon son expression « plus près de l'aventure passionnante ».

SERGE BOLLOCH.

auxquels ont été conviés quarante pays des cinq continents. Jusqu'à présent, vingt-six ont donné leur accord ferme. Quatre disciplines ont été retenues : athlétisme, football, basket-ball féminin et judo. Cinq épreuves culturelles auront également lieu : peinture, sculpture, chorégraphie, audiovisuel et métiers d'art. L'organisation de ces Jeux d'un type nouveau a été décidée au sommet francophone de Québec en 1987.

(Renseignements : IG-Conseil, 55 rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (1) 45-66-70-45.)

● **JEUX OLYMPIQUES** : la SNCF à Albertville. — Après IBM France, le Crédit lyonnais, Bie, Renault et les AGF, le Club Couberon 92, qui réunit les plus importants parieurs du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville en 1992, compte désormais la SNCF comme sixième membre.

FAITS DIVERS

Au Théâtre des Bouffes du Nord

Un commando de jeunes royalistes perturbe un récital de chansons révolutionnaires

Un spectacle de chansons de la Révolution, la République, interprétées par Hélène Delavault au Théâtre des Bouffes du Nord, à Paris (10^e), a été perturbé vendredi soir 6 janvier par un commando de jeunes royalistes qui, faisant usage de gaz lacrymogènes, ont blessé légèrement la cantatrice.

Vers 21 h 30 vendredi, une quinzaine de jeunes gens « masqués et le crâne rasé », selon une employée du théâtre, ont pénétré en force dans la salle, où environ quatre cents personnes assistaient au spectacle. Aux cris de « Vive le roi ! », ils ont interrompu la représentation et sont

montés sur la scène. Selon des témoins, les jeunes gens, après avoir lancé des gaz lacrymogènes, ont bousculé et brutalisé Hélène Delavault, qui fut projetée à terre. Tandis que les agresseurs réussissaient à prendre la fuite avant l'intervention des forces de police, Hélène Delavault a été admise à l'hôpital par les Quinze-Vingts pour y recevoir des soins, ayant été atteints aux yeux par des jets de gaz lacrymogène.

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, accompagné du préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, s'est rendu dans la soirée au chevet de la cantatrice.

AUTOMOBILE

Collectionneur de Bugatti

Hans Schlumpf est mort

Hans Schlumpf, l'ainé des deux frères Schlumpf, est mort à Bâle, le 1^{er} janvier de cette nouvelle année. Non, aujourd'hui quelque peu tombé dans l'oubli, avait défrayé la chronique à la fin des années 70, après qu'un groupe d'ouvriers eut occupé des entrepôts appartenant aux deux frères, avenue de Colmar à Mulhouse (en mars 1977). Les murs d'une usine textile abandonnée par les frères Schlumpf cachaient en réalité la plus extraordinaire collection de voitures — essentiellement des Bugatti — qu'un particulier pût posséder. Cette opération, lancée par la CFTD, était destinée à attirer l'attention des pouvoirs publics et des Français sur le sort des ouvriers de Malmerspach, site d'un empire industriel en déconfiture.

La liquidation judiciaire de l'usine de Malmerspach fut étendue aux biens personnels des frères Schlumpf, qui s'enfuirent à Bâle. Finalement, un syndicat vendit, en 1981, la collection à une association pour 44 millions de francs, malgré les plaintes portées par les deux frères pour « spoliation ». Avec la disparition de Hans Schlumpf est ainsi tournée une page. Mais son

frère Fritz est toujours vivant. On peut le croiser chaque année au Salon de Genève, dont il est un visiteur assidu. Aujourd'hui, la collection Schlumpf est visible au Musée automobile de Mulhouse, et si l'on n'a pas, bien entendu, rendu à César ce qui est à César, personne n'ignore plus que ces dizaines de voitures de rêve de la grande époque de l'automobile appartenaient à deux collectionneurs quelque peu marginaux, Hans et Fritz Schlumpf.

C. L.

● **Nomination chez Dassault-Breguet**. — Après la démission du général Michel Forger le 21 décembre 1988, le général Jean-Pierre Pironneau a été nommé conseiller auprès de M. Serge Dassault, président-directeur général du groupe aéronautique Dassault-Breguet. Agé de cinquante-cinq ans, le général Pironneau, qui fut sous-chef d'état-major de l'armée de l'air et inspecteur des armées nucléaires, était entré chez Dassault pour s'occuper de la formation des clients étrangers.

Graphologue MSI
Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, 181 rue de la République, 92100 Nanterre.

Le don



Les bijoux au

« Un regard sur la photographie soviétique contemporaine »

Le don du hasard

Une exposition collective de trente-six photographes soviétiques à la galerie Comptoir de la photographie.

Marie-Françoise George, la directrice de la galerie, et une jeune Française qui réside à Moscou, Agnès Fouzadour, adjointe de Marie-Françoise George pour cette exposition, ont rencontré des photographes à Moscou, à Leningrad et en Lituanie. Exposées sur les cimaises ou disposées dans des casiers, il y a là des dizaines et des dizaines de fort belles photographies, un peu de tout : portraits, natures mortes, reportages dans des défilés aussi bien que dans des prisons, pèlerinages, nus, paysages, photos moins imitatives se rapprochant de la peinture, formes, touches, lumières... Il semble que la plupart des photographes sélectionnés ici sont des personnes bien « personnelles », qui expriment par la photo leurs penchants familiaux.

Il y a deux façons d'envisager la photographie soviétique. La première consiste à rappeler que, durant des décennies, chaque numéro de la Pravda ou des Izvestia publiait la photo neutre, impersonnelle, la photo absolument machinale, d'une œuvre devant sa machine de l'usine de montres numéro 2, ou d'un paysan devant son tracteur du kolkhoze numéro 5 de Tsinaïdali (qui produit le vin blanc numéro 18, d'ailleurs très bon).

A cela peut être ajouté que l'évolution de la photographie n'a pas pu être suscitée, comme en Occident, par les besoins de la publicité. Jusqu'à présent, la publicité a été absente des journaux et des revues soviétiques et, dans les rues, elle se limitait à de gigantesques affiches aux terribles annonces des nouveaux films ou bien à des inscriptions sans

aucune image, placées sur le haut des immeubles, genre : « Mangez des glaces » (cela par -25 degrés au-dessous de zéro et, en effet, là-bas, on mange des glaces dehors, très bonnes, à la framboise, entre deux gaufrettes, quand tout est gelé).

La photographie soviétique, c'est aussi, dans une part de l'opinion, le

quelques minutes séparant leur prise de vue, et que, donc, quelque chose peut avoir changé, sans intervention d'un retoucheur.

Le plus souvent, le reproche fait aux photographes est d'avoir isolé le personnage de Lénine, par exemple, dans une photo de groupe. Mais c'est là une pratique courante dans tout pays, si l'on veut pouvoir illus-

trant la main de Staline le 23 août 1939, à la signature du pacte de non-agression. Staline tient, de la main gauche, une cigarette allumée. En couverture du Berliner Illustrierte Zeitung du 31 août, la cigarette de Staline a disparu, elle faisait trop « désolante ».

Mais l'autre façon d'envisager la photo soviétique est d'y voir une activité tout simplement courante, comme partout. Photos de famille, avant tout, comme partout. J'en ai vu, dans des foyers soviétiques, de très belles, d'une composition admirable, d'une charge affective intense.

Le catalogue de l'exposition du Comptoir de la photographie laisse entendre, à plusieurs reprises, que le papier et la pellicule russes ne sont pas extraordinaires, que la possession d'un appareil occidental est un rêve. Mais il y a d'excellents appareils là-bas, de bons papiers, et la pellicule couleur est souvent d'une finesse rare, la finesse du Sovcolor de cinéma quand les copies sont neuves.

Le catalogue de l'exposition, il est vrai, s'attache avant tout à la définition de « photographie professionnelle », nous dit qu'il n'y a pas là-bas de galeries, de revues de photographie ni d'association reconnue. Il présente les expositions comme des occasions rares. Et pourtant, quand le prends au hasard un album soviétique, parmi d'autres, je trouve des photos magnifiques de photographes professionnels d'avant guerre, signées Rodtchenko, Rayman, Korogine, Stepanova, Témérine, etc., et la mention de la revue Sovetskoe Foto. La photographie a existé en Union soviétique : elle existe encore, comme le prouvent cette exposition, aussi, par exemple, le magnifique album de la photographie soviétique Victoria Ilieva, Temps présents de la Russie, qui vient de paraître aux Editions Du May - album qui donne une approche très actuelle de la vie réelle là-bas, dans beaucoup de domaines publics et privés.

Bref, au 56 du faubourg Saint-Antoine, tout près de la place de la Bastille, au fond d'une deuxième cour assez campagnarde, dans la charmante galerie de Marie-Françoise George, toute une bande de photographes russes vous attendent. Ils sont très attachants. Ils murmurent des choses. Nous avons choisi, en illustration de cet article, une photo faite par la sympathique Laila Kouznetsova, elle a quarante-trois ans, elle est née au Kazakhstan. Elle a été, jusqu'en 1977, ingénieure de la construction (prosaïque, à Kazan, mais son mari est mort, alors elle a voulu changer sa vie, pour moins souffrir, et elle a choisi la photographie. Il y a, dans ce qu'elle fait, une vérité, une liberté, une poésie. Et la présence du hasard, du don du hasard, signe des vrais photographes qui ne crèvent pas.

MICHEL CURNOT.
* Jusqu'au 14 janvier.
(1) Ed. Bernard Barraud.



Extrait de la série « De la vie des Tziganes » (1979)

triquage des documents sous Staline et Co, afin d'effacer des figures qui ont cessé de plaire. Kirov, Boukharine, Trotsky, etc. Et il est de fait que ces trinquages ont existé, mais lorsque l'on examine, par exemple, le livre d'Alain Jaubert le Commissariat aux archives, les photos qui faisaient l'Histoire (1), il apparaît que ce phénomène a été grossi, pour les besoins de l'histoire antisoviétique et anticomuniste.

Par exemple, deux photos nous sont montrées : la deuxième semble avoir été en partie gommée, ou bien retouchée, pour les besoins de la « cause ». Mais en regardant bien, il apparaît que ce sont deux photos et non une, que quelques secondes ou

ter un ouvrage avec des photos d'un écrivain, d'un peintre, d'un homme historique. Photos de classe, de service militaire, de fête de famille : on détache et grossit la photo du personnage en question ; ce n'est pas pour cela que l'on renforce le caractère forcément sacré du personnage, cette pratique n'est pas nécessairement « pour les composantes les plus subtiles du culte de la personnalité », comme dit Alain Jaubert, dans son livre très intéressant. A noter que le trinquage le plus curieux du livre de Jaubert est l'œuvre non pas d'un Soviétique, ni d'un Chinois, mais celle d'un Allemand, Heinrich Hoffmann, photographe attiré de Hitler. Sur une photo qui montre Ribbentrop ser-

Du Centre Pompidou aux Arts décoratifs

Les bijoux au musée

Le bijou est à la mode. Il a fait son entrée au Centre Pompidou comme au Musée des arts décoratifs. Les créateurs exposent dans les galeries. Et, du 12 au 17 janvier, se tiendra au parc des expositions de Paris-Nord, sur 33 000 mètres carrés, le 8^e Salon de la joaillerie-bijouterie.

Breloques en stock, bagues à poisson, broches aux pierres irrégulières et semi-précieuses. Lancés par des couturiers comme Yves Saint Laurent et Christian Lacroix, les bijoux de « caractère », d'inspiration orientale ou mythologique, ont conquis la mode. Merveilles Rubies diffusent aujourd'hui ses colliers « à charmes », étoiles de mer frappées de nacre, à Paris, New-York, Berlin ou Düsseldorf... Et de Patrick Rétif à Hervé Van der Straeten, qui travaille l'illusion à coups de marbre, à satyres à longue fourche, soleils loupes à cabochon de verre, le non est donné. Au diable la froideur high-tech.

L'affaire se complique : le bijou « fantaisie » perd en facilité ce qu'il gagne en mystère, le bijou de joaillerie semble redevenir plus discret, optant pour l'éclat nuancé des pierres semi-précieuses (comme la citrine) au lieu de se complaire dans le duo traditionnel (or, diamant), qui le limitait à n'être qu'un pur signe extérieur de richesse. Les griffes célèbres comme Cartier, Chaumet, Boucheron, portent aujourd'hui en France leurs efforts sur la « nouvelle joaillerie » (avec des prix « modestes » : entre 6 000 F et 30 000 F).

La consécration du Centre Pompidou

Ainsi, à sa manière, le bijou tente de rejoindre son image en attirant un nouveau public. Prendra-t-il ? La rue semble déjà convaincue du côté « essentiel » de l'accessoire. Les enquêtes le prouvent : les bijoux sont aujourd'hui des produits de grande consommation : 49 % des Français en ont acheté un depuis 1986, telle est la conclusion de l'étude menée par Bernard Dubois, professeur à HEC pour Comptes-Bijoux-Or Information. Autre surprise : la population des acheteurs de bijoux en or, pourtant les plus chers, est en majorité faite

d'employés (32 %) et d'ouvriers (21 %). Le bijou, popularisé par la mode, n'avait pas encore la consécration du Centre Pompidou. Le voici donc intronisé à la galerie des Brèves du Centre de création industrielle. Seize fabricants de Jimi Dauphine à Top 2, exposent : trèfles à quatre feuilles, design créoles, complements de poignets pour épouses respectables. Après la banalité, la modernité.

Autour du thème « B comme Bijou », six designers, d'André Putman à Elizabeth Garouste et Mathia Bonetti, se sont prêtés au jeu. Le résultat est plutôt décevant. Du bijou fragment de Martin Szekely au bracelet ruban de feuille d'or de Jean Nouvel, les figures, si conceptuelles, nous renvoient à des signatures apposées avec la même gratuité que des griffes de couturiers sur des bouteilles de champagne, à la différence qu'on ne parle pas ici de modèles diffusés dans la boutique du Centre : 10 450 francs pour une banale broche enroulée d'André Putman. Tous les paravents médiatiques ne peuvent arriver à masquer la déception causée par cette exposition d'usages des produits qui semblent trahir comme un gâchis du dimanche sur la table des beaux-parents, de l'autre des objets (trop parisiens), narcissiques au point de faire oublier qu'ils sont destinés à parler les femmes.

C'est peut-être du côté des « spécialistes », bricoleurs sacrés, amoureux des mains, des cous, qu'il faut chercher l'émotion avec, au Musée des arts décoratifs, les bijoux d'Henri Gargat et ceux de Gilles Jonemann. Là, deux univers bien opposés se font face. Le premier exalte la matière (aluminium, alu-glas, ébène, or) multipliée par les jeux optiques chez les années 60 : bagues tourbillon, pendules animées. Le second réalise pour le couturier Per Spook des bijoux, qui apparaissent au contraire comme une somme de fractures, d'envies éphémères codifiées par les tendances d'une saison (l'ombre et la lumière, les Indes...). Fixés par des pinces à linge sur un grillage, ces bijoux-gadgets exaltent les provocations du look à force de symboles aussi massifs et renforcés que les vestes des créateurs du début des années 80... Les créations d'Henri Gargat laissent des souvenirs autrement plus durables, peut-être parce que, dans leur diversité mise en valeur par ces colonnes de plexiglas, on retrouve à chaque fois un esprit, l'obsession de ce qui s'appelle peut-être le style.

Cette fidélité à soi-même, faite aussi de regards sur le monde, l'époque - auxquels trop souvent, le bijou d'artiste - semble échapper - se retrouve chez Marcial Berro, Argentin, né à La Plata, il oppose aux abstractions et aux bijoux placement la magie, la sensualité d'une baguette « volcan » en or et citrine, d'un sautoir de cristal de roche et de galets d'argent ou de mélanges inhabituels (argent-rubis, améthystes-or). Le bijou redevient parure.

LAURENCE BENAÏM.
* « B comme Bijou », CCI du Centre Pompidou, jusqu'au 23 janvier.
* Gargat-Jonemann, créateurs de bijoux. Musée des arts décoratifs, jusqu'au 12 février.
* Marcial Berro, Galerie Naïfa de Maastricht, 6, rue de Bourgogne, 75007. Tél. : 40-05-11-15.

DANSE

« Liqueurs de chair » d'Angelin Preljocaj

La chair est triste

Le propos de Liqueurs de chair, annonce Angelin Preljocaj, « serait de tirer du corps une jubilation sensuelle et érotique au point de l'emmener aux limites du basculement des sens ».

On nous dit aussi que ce spectacle constitue le troisième panneau d'une « trilogie de l'inconnu du corps », dont A nos héros (une réussite qui lança Preljocaj) et Hallali Romée (de l'insulte mémoire) sont le premier et le deuxième panneaux. A

l'occasion, le chorégraphe s'est flanqué d'une « chorélogue » (?), Noémie Perlov.

Le rideau se lève, très lentement, sur un homme en slip drapé, debout au centre de la scène dans la position d'un peu laide d'un saint martyr. Son corps les épaules écartées, de nuit, deux filles en soquettes et pardessus trop grand tournent à pas comptés autour de lui. Flairent son slip. Lui lèche le petit doigt. L'allongent sur le sol et repartent.

Assez plaisant décor métallique strié de poutrelles, intérieur de cargo ou d'usine. Au fond, une machine compliquée genre Tinguely. Si on l'inspecte mal tourné, on peut lui trouver une forme phallique, il y a un grand tube dressé entre deux tonneaux. A la fin, un danseur y ahane ; c'est peut-être une image de notre condition humaine, condamnée que nous sommes à l'acte reproducteur.

Preljocaj procède par séquences, aux agencements variés. Dans l'une d'elles, les hommes sont nus sous leur pardessus, dont ils ouvrent et referment les pans comme des exhibitionnistes au coin d'un parc, mais sans rien montrer qui puisse offenser la pudeur. Dans une autre, les filles ont troqué leurs sous-vêtements blancs pour une petite robe collante et des talons aiguilles, elles se posent la main sur le bas-ventre en contemplant un couple qui s'ébat au sol.

La chorégraphie ressemble à ce qu'on voit partout depuis quelques années, avec une minute à la Pina Bausch, une minute à la Gallota, d'assez jolis portés, des brutalités et câlineries amoureuses. C'est sympathique, assez court pour n'être pas ennuyeux (une heure), mais c'est sensuel comme un yaourt 0 %, érotique comme une collection de timbres.

La chair est triste. On le savait. S. de N.
* Théâtre de la Ville, jusqu'au 8 janvier.

Calendrier

Groupe Emile Dubois, Jean-Claude Gallota. - Il y a eu Mammame I, dit « le Désert d'Arcadie », en 1985. Il y a eu Mammame II, film de Raul Ruiz. Puis il y a eu Mammame II, dit « Les enfans qui toussent ». Gallota a encore remis son ouvrage sur le métier et nous propose une nouvelle version, créée au Canada en 1987, dite Mammame-Montréal (les 10 et 11). Il nous rapporte ensuite un merveilleux Docteur Labus, qui avait remporté un triomphe l'an dernier dans le même théâtre : quatre histoires d'amour, où il s'en passe des vertes et des pas mûres (les 13, 14 et 15).
* Théâtre de la Ville, du 10 au 14 janvier, à 20 h 45 ; les 13, à 14 h 30. Tél. : 48-87-54-42.

Danse émoi. - Un solide éventail de tendances de la danse contemporaine, avec les compagnies Dominique Petit, Jutta Couda, Ariadone, Claude Brumachet (l'excellent Texano, qu'on a pu voir à Paris), Caroline Marcadé, Studio DM, l'Esquisse, Aroor, Théâtre impopulaire et Sinopie.
* Linoes, divers lieux, du 7 au 31 janvier. Tél. : 53-34-45-49.
Compagnie Ariadone, Carlotta Ikeda. - Blackgraywhite, une chorégraphie de Carlotta Ikeda pour sa troupe composée uniquement de femmes. Les avatars du buté.
* Montreuil, Studio Berthelot, les 7 et 8 janvier. Tél. : 48-70-64-63.

Chantal Maréchal « monte » de Marseille à Paris, ou plus exactement à la Maison des arts de Créteil (du 13 janvier au 15 février ; tél. : 43-77-51-61) avec son spectacle le plus sensible, l'Ecole des femmes, où Aurélie Doazan est une Agnès qui jamais « n'a été jouée avec autant d'intelligence, de finesse, de délicatesse irradieuse... Il n'est pas une réplique que dit cette Agnès qui n'ait son idée propre, sa couleur du moment, son mirage passager, son intention, sa volonté. C'est un jeu d'une extrême conscience, mais apparemment spontané, naturel...
* Il en va de même pour l'Horace de Jean-Paul Bordes... l'intelligence et l'art de cette présentation de l'Ecole des femmes, suscitent chez le spectateur une vague de bonheur d'une étrange finesse... (Michel Curnot, 14 juillet.)

Après Maurice Béjart, Matthias Langhoff s'installe à Lausanne. Après Lear et Si de là-bas très loin, il est de retour en France avec Mademoiselle Julie, de Strindberg, produit par la Comédie de Genève.

L'Allemagne - Est-Ouest - la Suisse, la France, Vienne encore où il vient de monter l'Edipe de Sophocle : dans cet espace européen s'inscrit, depuis 1962, le parcours de Matthias Langhoff. Cette géographie a son importance, car elle lui est intime aussi. Né en 1941 à Zurich, d'un père comédien, Matthias Langhoff estimera pendant un temps que le théâtre ne lui est pas indispensable. Double erreur qu'il rectifie en entrant comme régisseur - son et lumière - au Berliner Ensemble, puis en signant des spectacles qui ont laissé des traces dans la mémoire du théâtre. Ainsi, en compagnie du comédien Manfred Karge, la Bataille de Heiner Müller, à la Volksbühne de Berlin, Woyzeck, de Büchner, et la Césaire, de Tchekhov au Schauspielhaus de Bochum, le Prince de Hombourg, de Kleist (avec Gérard Desarthe), au TNP, en 1984.

Puis le tandem s'est séparé. En 1986, Langhoff monte le Roi Lear, que l'on a pu voir au TNS et à Bobigny. Et la saison passée, Si de là-bas très loin, un collage de textes d'Hölderlin, Lorca, O'Neill et Beckett, qui parlent de la désunion, de la rupture. D'ailleurs, sous les traits d'un mannequin de cire assis parmi les spectateurs, le metteur en scène semble y interroger la raison d'être de son obstination au théâtre.

L'autre rêve
Ce spectacle marque sans doute une étape. Mais Langhoff ne se reconnaît « aucune manière, aucune direction ». La vie est trop courte pour cela. J'aimerais changer d'idées. Non par goût du changement, mais parce que j'ai toujours essayé de réagir avec le moment vivant, le présent. Pour cela, le théâtre de Langhoff est tout à la fois souverainement savant et jeune. Il sait gratter à vif les textes, décapier les conventions, qu'elles soient lyriques ou naturalistes. Bricoleur, il touche à tout : son, lumière et décor. Le plancher de bois brut qui se soulève au troisième acte du Roi Lear, c'était lui. Lui encore, le décor de Mademoiselle Julie, pièce que Strindberg présentait à son éditeur comme « la première tragédie naturaliste du théâtre suédois ». Elle fera scandale, Strindberg, qui a besoin d'argent, l'édulcorera. Langhoff est revenu au texte original, et c'est donc une Mademoiselle Julie intégrale qu'on va découvrir, pour la première fois en France.

Il révisait de monter cette pièce depuis trente ans : « Tant et si bien que je pensais que c'était un spectacle léger à réaliser. Il m'a donné beaucoup de mal ! » Pour Mademoiselle Julie, Langhoff retrouve, aux

côtés de Martine Schambacher, deux des comédiens de son Roi Lear, Laurence Calame et François Chastot. La création a eu lieu à la Comédie de Genève, où Matthias Langhoff, il y a un peu plus d'un an, aurait dû succéder à Benno Besson. Avant d'accepter, il avait posé ses exigences. Son projet a été jugé trop coûteux, et c'est Claude Stratz qui succèdera la saison prochaine à Benno Besson.

Matthias Langhoff sera alors installé à Lausanne, où il prend la direction du Théâtre de Vidy : Un seul outil construit par Max Bill, avec une salle d'une bonne jauge, quatre cents places et de grands espaces articulés autour d'un système de cubes qui implique de pouvoir jouer avec les volumes... En Suisse, le théâtre a encore une fonction importante, un peu paradoxale. Il n'existe pas de grande tradition, mais le public en revanche est frais, avec un grand désir.

A son théâtre, Matthias Langhoff adjoint une école qui englobera toutes les facettes du travail : jeu, décor technique, administration. Un comédien formé à son seul métier ne connaît presque rien, et c'est redoutable car ses instincts sont trop différents de tous ceux qui l'environnent. Chacun sera libre de son choix. Mais il sort deux acteurs tous les deux ans de cette école, c'est suffisant.

On retrouvera Matthias Langhoff en France, où il veut monter Macbeth. Avec Shakespeare, j'ai une fonction, je pense. La tradition du théâtre français est trop lyrique. L'été prochain, au Festival d'Avignon, il devrait mettre en scène le Perroquet vert, de Schnitzler, et la Mission, de Heiner Müller. Deux textes qui ont un rapport », dit-il, sans autre commentaire. Langhoff n'est pas l'homme des grands discours. Comme son théâtre, c'est une machine à vivre éveillée.

ODILE QUIROT.
* Théâtre de l'Athénée, Du 10 janvier au 21 février (47-42-67-27). Le samedi 21 janvier, à 17 heures, rencontre animée par Georges Bann : « Parcours de Matthias Langhoff », avec Bernard Dori, Matthias Langhoff, Jean-Pierre Thibaudat (entrée libre).

Trois reprises

Après deux semaines d'accalmie, les activités théâtrales reprennent en force, avec beaucoup de nouveautés et quelques reprises, venues du Festival d'Avignon - comme la Journée des chausseurs, spectacle de Daniel Emileff, installé à Nanterre du 10 janvier au 12 février (tél. : 42-21-18-81).

Marivaux

Jean-Pierre Miquel présente avec ses élèves du Conservatoire au Théâtre 13 les deux pièces de Marivaux, les Sincères et l'Epreuve (du 10 janvier au 19 février ; tél. : 45-88-16-30). « Jean-Pierre Miquel sait fort bien « démaquiller » Marivaux, lui ôter ce que Claudel appelle sa « poudre de riz ». Et si l'on voit, comme cela un ion - chichi de gens du monde », il est vrai que Marivaux lance comme personne des flèches nettes, qui filent droit dans le mille. Des flèches de franchise inhabituelles. » (Michel Curnot, 14 juillet.)

Molière

Marcel Maréchal « monte » de Marseille à Paris, ou plus exactement à la Maison des arts de Créteil (du 13 janvier au 15 février ; tél. : 43-77-51-61) avec son spectacle le plus sensible, l'Ecole des femmes, où Aurélie Doazan est une Agnès qui jamais « n'a été jouée avec autant d'intelligence, de finesse, de délicatesse irradieuse... Il n'est pas une réplique que dit cette Agnès qui n'ait son idée propre, sa couleur du moment, son mirage passager, son intention, sa volonté. C'est un jeu d'une extrême conscience, mais apparemment spontané, naturel...
* Il en va de même pour l'Horace de Jean-Paul Bordes... l'intelligence et l'art de cette présentation de l'Ecole des femmes, suscitent chez le spectateur une vague de bonheur d'une étrange finesse... (Michel Curnot, 14 juillet.)

Valetti

Chantal Maréchal, enfin, nouvelle codirectrice du Centre dramatique des Alpes, donne à la Cartoucherie de la Tempête (du 5 janvier du 19 février, tél. : 43-28-36-36), le Jour se lève, L'opéra, de Serge Valetti, texte « plein d'humour, de chaleur, [qui] restitue admirablement le « langage sans sujet » des pauvres avec ces raccourcis, ces ellipses, qui font surgir par bouffées, dans les phrases mal jointes, l'ineffable du sentiment. En plus, c'est un vrai texte épique, une descente vers la mer et la nuit, une aventure vers l'accomplissement et la lumière, dans lequel le destin des pauvres personnages trouve sa poésie. » (Bernadette Bost, 22 octobre.)

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

POUR UNE NOUVELLE RACE D'ENTREPRISE

Une nouvelle chasse à l'emploi

La Creuse en vert et bleu

POINT DE VUE

Madiran des neiges

La technopole de Metz.

Appel au design

Priorité aux routes

YVES JAEGLE.

Du ski r les terrils

Retour à Antifer

PICARDIE

Trois champions du mécénat

Cette page a été réalisée
par nos correspondants :
Etienne BANZET,
Michel CURIE,
Ginetta de MATHA,
Jean-Jacques ROLLAT,
Gérard VALLÉS.
Coordination :
Jacques-François SIMON

La France perd le Sud

Faire cesser les concurrences

Aussi, en dépit de la mode de décentralisation (*« chacun est maître chez soi »*), et compte tenu de l'urgence et de l'importance de l'enjeu, une mission interministérielle devrait-elle être mise en place au plus tôt, dotée de gros moyens d'étude, de sensibilisation et de mobilisation afin d'emporter rapidement l'adhésion des populations et surtout des grands maires méditerranéens qui vont être élus dans quelques semaines. La mission devra à l'Etat et eux-mêmes prouver le succès de cette question au cours de la prochaine décennie dépend la place et l'image de la France en Méditerranée.

SOCIAL

De 400 à 700 postes supplémentaires seraient nécessaires

L'ANPE refuse de participer au lancement du revenu minimum d'insertion

Dans chaque cas, et quelle que soit la qualité de l'autorité amenée à formuler la demande, y compris un préfet, les instructions de M. Vanderpote sont claires. Tout représentant de l'ANPE doit refuser « de mettre le petit doigt » dans un dispositif qui pourrait entraîner trop loin, et il n'est pas question de participer au-delà de « la première réunion », ainsi que l'indique un membre de la direction générale. « Il ne faut pas bouger, pour le moment », poursuit-il.

Bien entendu, il n'y a pas derrière cette attitude d'un service public de l'emploi une volonté manifeste de traîner les pieds et encore moins l'intention de faire capoter une initiative politique spectaculaire. Il ne faut pas davantage voir un geste de mauvaise humeur, mais seulement le désir d'attirer l'attention sur une situation critique et qui fait l'objet de pourparlers avec les services du premier ministre et ceux du budget.

En réalité, l'affaire est symptomatique, voire exemplaire, de la multitude des missions dévolues à l'ANPE depuis que l'aggravation du chômage et le traitement social de l'insertion, selon les évaluations, c'est l'équivalent de quatre cents à sept cents postes de travail que l'ANPE devrait mobiliser pour la mise en œuvre du RMI. Dans le même temps, on l'appelle sur d'autres fronts tout aussi prioritaires, entre l'inscription des demandeurs d'emploi, leur évaluation, leur formation ou leur envoi vers des dispositifs d'attente et, bien sûr, leur placement.

Or la charge de travail et le nombre de missions à accomplir ne sont

Trois semaines après son lancement officiel, le 15 décembre, le revenu minimum d'insertion (RMI) rencontre ses premiers obstacles. Le directeur général de l'ANPE, M. Gérard Vanderpote, soutenu par le ministère du travail, a adressé à ses délégués régionaux et aux directeurs des agences locales une circulaire qui les appelle à la prudence.

En termes mesurés, il leur enjoint de ne pas participer aux différentes structures nécessitées par la mise en place du RMI, qu'il s'agisse des commissions locales, des instances départementales et des organismes qui pourraient être chargés du suivi de l'action.

pas extensibles. Pour le seul RMI, le compte des besoins est vite fait. Il faudrait que, par département, un agent se consacre exclusivement au fonctionnement de la nouvelle mesure, surtout dans la phase actuelle. Certes, la décision est imminente qui autoriserait l'ANPE à les remplacer nombre par nombre.

Faire face à la demande

Mais il n'en est pas de même pour les autres tâches induites par le RMI. Etre membre d'une commission locale d'insertion, habilitée à examiner les dossiers des bénéficiaires et à valider leur contrat d'insertion suppose, selon les cas, une présence équivalente à un tiers temps ou à un temps plein.

En outre, et dès lors que les collectivités locales s'impliquent dans le système pour sa réussite, il est fréquent que l'on se tourne vers l'ANPE pour lui demander l'affiliation exclusive d'agents. Cela pourrait se traduire par la perte d'effectifs, même si, comme dans le cas du bassin d'emploi d'Epinal, M. Phi-

lippe Ségnin propose de signer une convention annuelle d'un montant de 600 000 F pour obtenir trois personnes. Au bout du compte, il faudrait gagner des postes en nombre important pour faire face à la demande, et les autres fonctions de l'ANPE, sur lesquelles elle est souvent critiquée, seraient encore moins bien remplies. Trop, c'est trop, dit donc l'ANPE.

Mais l'épreuve de force — car il s'agit bien de cela — connaît sans doute son issue dans les négociations actuellement en cours, tandis que demeureront en suspens les problèmes de fond et toute l'ambiguïté de la place accordée à l'ANPE dans la politique de lutte contre le chômage.

Sur le même dossier du RMI, il faut dire que la position de l'ANPE est particulièrement inconfortable. Alors qu'elle est incitée à résister, on exige d'elle qu'elle limite aussi les effets que le RMI ne manquera pas de produire, mécaniquement, sur les chiffres du chômage, indice particulièrement sensible des succès d'un gouvernement.

Sur les 500 000 bénéficiaires envisagés du revenu minimum d'insertion,

on estime que 200 000 personnes sont déjà inscrites au chômage et que 200 000 autres ne viendront jamais à l'ANPE, parce qu'elles sont trop éloignées de l'idée de retrouver un travail. Les 100 000 restantes — mais pour quoi pas 200 000, imaginent certains, tant la connaissance du phénomène de la « nouvelle pauvreté » est empirique — accompliront leur première démarche d'insertion en s'inscrivant sur les listes de l'agence.

Nombres sont donc ceux qui redoutent de voir les premiers effets, bénéfiques du projet de RMI se traduire, statistiquement, par une aggravation du niveau du chômage, alors que la mesure serait extrêmement populaire.

Deux solutions sont alors imaginées, qui mettent une fois encore l'ANPE aux premiers loges. On lui demande de faire figurer les bénéficiaires du RMI, de retour sur ses listes, dans une catégorie différente, qui ne serait pas celle des demandeurs d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, celle-là même qui sert au chiffre officiel des chômeurs. On espère, de plus, que pour compenser l'augmentation toujours possible, elle puisse obtenir de bons résultats avec le contrat de retour à l'emploi (CRE), récemment mis au point et qui s'adresse aux chômeurs de longue durée capables, moyennant un effort des finances publiques, d'intéresser des employeurs pendant une année.

Cette dernière disposition étant susceptible d'accueillir 100 000 bénéficiaires, les dégâts causés par le RMI seraient, en partie, compensés.

ALAIN LEBEAUE

A son plus bas niveau depuis quatorze ans

Le taux de chômage américain encore en baisse

Devenu l'un des indices fétiches des marchés financiers à l'effet de tout signe de réurgence de l'inflation aux Etats-Unis, le taux de chômage est revenu en décembre à son niveau d'octobre, 5,3 %, le plus bas des quatorze dernières années. La baisse sur novembre est marginale, 0,1 point. Elle confirme malgré tout le dynamisme persistant de la conjoncture outre-Atlantique et devrait renforcer les arguments des partisans d'un resserrement progressif de la politique du crédit au sein de la Réserve fédérale.

Plus encore que les statistiques globales, un chômage qui touchait fin décembre 6 540 000 Américains, soit 9 000 de moins qu'en novembre, c'est la persistance d'un fort courant de créations d'emplois qui frappe les analystes. Le mois dernier, 279 000 nouveaux postes ont été créés. Un montant inférieur aux 404 000 de novembre mais sensiblement supérieur à la moyenne mensuelle de quelque 250 000 enregistrée depuis juillet dernier. Les services ont, une fois de plus, été les plus dynamiques, avec 230 000 emplois créés, mais l'industrie n'est pas de reste avec 49 000.

Dans un pays où les usines tournent à plein, cette tendance risque de se répercuter sur les salaires et par là même sur l'inflation. Jusqu'à

présent, les revendications salariales américaines sont restées très modérées. Des tensions se font malgré tout sentir dans certains secteurs où dans certaines régions où une pénurie de main-d'œuvre apparaît. Les statistiques publiées par le département du travail pour décembre indiquent ainsi que le salaire horaire moyen s'est élevé à 9,44 dollars contre 9,42 dollars en décembre. Les économistes font valoir pour leur part que l'indice du coût de la main-d'œuvre avait déjà progressé de 5 % en rythme annuel durant les neuf premiers mois de l'année contre 3,25 % en 1987 et pourrait s'accroître au fil des semaines à venir.

Moins inquiets que les analystes ou les investisseurs, les Américains retiennent pourtant trois chiffres de la dernière année du mandat du président Ronald Reagan : un taux de chômage ramené à 5,3 %, 5,8 % en décembre 1987 et, surtout, la création, en douze mois, de 3 798 000 emplois. Que beaucoup de ces emplois nouveaux soient peu qualifiés ou peu rémunérés leur importe moins que l'image de prospérité qui se dégage. Il appartiendra à la prochaine équipe, lors de son arrivée à la Maison Blanche le 20 janvier prochain, de faire la part du rêve et de la réalité, celle des risques d'inflation ou de récession.

Dix-neuf candidats au bureau confédéral de FO

M. Bergeron et les deux candidats à sa succession à la tête de FO, MM. Blondel et Pitous, devraient se réunir en début de semaine prochaine, dès le lundi 9 janvier, pour se mettre d'accord sur l'organisation du congrès confédéral de Vincennes — du 31 janvier au 3 février, — qui sera suivi, le 4 février, par l'élection du nouveau secrétaire général. D'ores et déjà, à la date limite du 31 décembre 1988, dix-neuf responsables de FO seraient candidats au bureau confédéral pour douze postes à pourvoir. Trois sortants, MM. Bergeron, Doriac et Lardas, ne se représentent pas.

Parmi les sortants du bureau confédéral, neuf se représentent : M. Claude Pitous et cinq de ses proches — MM. Antoine Faesch, Marcel Lalonde, Jean-Louis Duffaud, Maurice Derlin, Bernard Mouragues, — M. Marc Blondel et deux de ses proches — M. Pauline Hofman et M. Claude Janet. Parmi les nouveaux candidats figureraient six amis de M. Blondel : MM. André Roulet (finances), Jacques Pé (défense nationale), Jean Jayet (UD de l'Eure), Rémy Caillaud (UD de l'Ain), Roland Raignoux (UD de l'Indre) et Jean-Claude Mallet (UD de la Mayenne). Quatre amis de M. Pitous seraient également candidats : MM. Michel Pinaud (action sociale), Bernard Sobet (UD Nord), Benoît Javez (UD Alsace) et Alain Kerbrat (agriculture).

La compétition s'annonce donc également rude pour le bureau confédéral. Pour l'élection du trésorier, qui a lieu à part après celle du secrétaire général, deux candidats devraient s'affronter : MM. Lalonde et Roulet. Le nouveau patron de FO pourrait donc à la limite se retrouver avec un trésorier qui ne l'aurait pas soutenu. Un compromis de dernière heure n'est cependant pas exclu pour la composition du bureau confédéral : MM. Blondel et Pitous pourraient se mettre d'accord sur la reconduction automatique des neuf candidats sortants et prévoir le retrait de quelques-uns des nouveaux. Une autre hypothèse consisterait à augmenter le nombre de membres du bureau, par exemple à quatorze membres.

M. N.

FAITS ET CHIFFRES

● M. Maire pourrait prendre des responsabilités à VVF. — M. Edmond Maire, cinquante-sept ans, secrétaire général de la CFDT jusqu'au 25 novembre 1988, pourrait prendre, en février, un poste de responsabilité — directeur général — à l'association de tourisme familial Villages Vacances Familiales (VVF). Si M. Maire confirme sa candidature, qui n'aurait pas été formellement déposée, le conseil d'administration de VVF, la plus importante organisation de tourisme familial en Europe, pourrait se prononcer à la fin du mois de janvier.

● Préavis de grève dans les ateliers du métro le 11 janvier. — A la RATP, la CGT a déposé un préavis de grève, en date du 27 décembre, pour le personnel ouvrier des services de maintenance, d'entretien et de fabrication du 10 janvier à 21 heures au 12 janvier à 6 h 30. Ce préavis, dans les ateliers à l'origine de la longue grève de décembre, ne devrait avoir, selon la direction, qu'un effet « limité » pour le 11 janvier, sans aucune perturbation sur le trafic. C'est seulement si la grève se prolongeait au-delà de cinq jours que la circulation du métro serait de nouveau perturbée. La

CGT reprend ses revendications sur les 1 000 F pour tous, un meilleur déroulement de carrière et un véritable service public. Des réunions syndicales-direction se sont déjà tenues les 3 et 4 janvier. D'autres sont prévues à la fin du mois.

● Sécurité sociale : M. Dupeyron auditionne les partenaires sociaux. — M. Jean-Jacques Dupeyron, professeur de droit social à l'université Paris-II, auteur d'ouvrages sur la protection sociale et directeur de la revue *Driv social*, a été chargé par M. Claude Evvin, ministre de la protection sociale, de conduire les discussions avec les partenaires sociaux sur l'avenir de la Sécurité sociale. M. Evvin recevra à partir du lundi 9 janvier les partenaires sociaux (jusqu'au 18 janvier) afin de leur présenter les orientations générales autour desquelles s'organiseront les discussions avec M. Dupeyron. L'objectif fixé par M. Evvin est de parvenir à la définition d'un ensemble de mesures concrètes susceptibles d'assurer la pérennité de notre système de protection sociale. Certaines de ces mesures devront être proposées au Parlement à la session de printemps.

Des prêts à moins de 7 % pour l'artisanat

Les artisans vont pouvoir bénéficier de prêts bonifiés à des taux compris entre 6,80 % et 7 %. C'est ce qui résulte de l'adjudication entre les banques de l'enveloppe 1989 de prêts bonifiés pour la modernisation de l'artisanat. Le ministère du commerce et de l'artisanat souligne que ces taux sont en baisse d'environ un point par rapport à l'adjudication de l'année précédente. Dans le cadre du budget 1989, l'enveloppe de crédits de prêts bonifiés à l'artisanat atteint 3,2 milliards de francs. S'y ajoute une somme de 6,4 milliards de francs de prêts conventionnés, dont les taux varient de 8,05 % à 8,25 %.

AFFAIRES

La Banque Bruxelles-Lambert va prendre le contrôle total de la banque Louis Dreyfus

La banque belge Bruxelles-Lambert (BBL), qui, depuis la fin des années 70, détient 50 % de la banque Louis Dreyfus, va en prendre le contrôle total par rachat de sa participation de 50 % de Jean-Louis Dreyfus, qui recevra une participation de 2 % dans BBL plus un versement en espèces.

Cette opération met un terme aux spéculations sur le sort de la banque Louis Dreyfus (16 milliards de francs de bilan et cinq succursales), essentiellement banque d'affaires, mais avec des activités commerciales qui lui ont valu récemment des déboires, comme la perte de 50 millions de francs subie en 1987 dans l'affaire Chaumont. Le trou avait été bouché par des ventes d'actifs, mais le bénéfice net de 1987 (30 millions de francs contre 30,7 millions de francs en 1986) a dû être intégralement affecté au renforcement des fonds propres de la banque, sans distribution des dividendes. En outre, la dégradation de l'environnement, l'aggravation de la concurrence et l'érosion des marges ont plongé la banque et son président, M. Jean-Claude Seys, dans des « états d'âme ». Le groupe Louis Dreyfus (négoce international, fret, céréales) cherchait une « solution » qui vient d'être trouvée avec la reprise totale par BBL.

F. R.

Restructuration franco-belge des travaux publics par le biais de Suez

Une « restructuration franco-belge » du secteur des travaux publics et du bâtiment est en cours, la clef de voûte de ces opérations étant constituée par la Compagnie financière de Suez, qui a pris l'an dernier le contrôle de la Société générale de Belgique (SGB).

Le quotidien financier belge *l'Echo de la Bourse* a écrit, le 6 janvier, que la SGB pourrait prendre une participation dans Bouygues pour gérer le numéro un mondial du BTP à « verrouiller » son capital. Suez est déjà dans le capital de Bouygues pour 4 % environ.

Le journal belge ajoute que la SGB pourrait en profiter pour accéder à son propre restructuration dans un secteur non stratégique pour elle en vendant à un autre groupe français du BTP, en l'occurrence Dumez, la participation de 24,51 % qu'elle détient encore dans le leader belge du secteur, la Compagnie Française d'Entreprise (CFE).

Dumez avait acheté 20 % de CFE en août 1987 et possède une option sur les titres détenus par la Générale dans cette société. En prenant le contrôle de GTM, Dumez s'est hissé au deuxième rang européen du secteur du BTP (*le Monde* du 29 décembre).

L'enquête sur les délits d'initiés

Cinq acheteurs ont devancé l'opération Pechiney

(Suite de la première page.)

Le groupe français lance donc une OPA sur les deux tiers du capital de Triangle à un prix fixé d'avance de 56 dollars le titre. Le reste est acheté sur le marché boursier. Or, une semaine plus tôt, ces actions se négociaient à 10 dollars ! Entre le 14 et le 18 novembre, le titre fait l'objet d'une activité exceptionnelle, durant laquelle 200 000 titres sont échangés, près de dix fois plus qu'à l'accoutumée. On estime que les opérateurs qui ont acheté durant cette semaine ont réalisé, au total, en revendant ensuite leurs actions à Pechiney, une plus-value d'environ 60 millions de francs.

Qui sont ces acheteurs ? Les noms de cinq d'entre eux sont désormais connus : Max Théret, ancien président de la FNAC et aujourd'hui patron de la Compagnie parisienne de placements (CPP) ; Roger-Patrice Pelat, industriel retraité, ami de longue date de M. François Mitterrand ; Pierre-Alain Marsan, de la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe ; un responsable de la société de bourse Magnin-Cordelle ; et enfin une société d'agents de change luxembourgeoise, Petrusse Securities International.

Le lundi 14 novembre, M. Théret, qui sera le plus gros acheteur avec quelque 32 000 actions, ouvre le bal en passant ses ordres par Londres. Le lendemain, M. Pelat, informé, affirme-t-il, par M. Théret lui-même, se porte acquéreur de 10 000 titres en donnant ses ordres « en clair » à la banque parisienne Hottinger, ordre qu'il confirmera le mercredi 16. Parallèlement, le dispositif d'achat par Pechiney se met en place : le jeudi 17, M. Jean Gandou, PDG de la société, prévient M. René Thomas, président de la BNP, de se tenir prêt. Cependant les ordres d'achats continuent jusqu'à l'extrême limite : le dernier est passé, le vendredi 18, à 17 heures (heure française), par la société Ferri.

Un certain agacement

La société Magnin-Cordelle aurait acquis quelque 5 000 actions. Ferri, pour sa part, en aurait acheté 15 000, dont 5 000 pour le compte personnel de M. Pierre-Alain Marsan. Le reste

aurait été acheté pour un opérateur encore inconnu par l'intermédiaire de la société américaine Drexel-Burnham-Lambert. Ce choix surprend par ses maladrotes : on aurait voulu alerter les autorités boursières américaines qu'on ne s'y serait pas pris autrement ! Alors poursuivie par une série d'opérations boursières défectueuses, cette importante société financière a tout récemment reconnu en partie ses torts et accepte de transiger en payant une amende de 650 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs).

« Je vois ici ou là des noms, je les connais », mais ils « ne sont pas les seuls concernés », déclarait jeudi dernier, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, alors que l'attention de l'opinion se focalisait sur les deux acheteurs proches du pouvoir, MM. Théret et Pelat. Tous les « concernés » sont maintenant à peu près connus. Les allusions du ministre ne cachaient donc pas de révélations spectaculaires. En revanche, elles traduisaient un certain agacement à l'égard de la COB et de son président, M. Jean Farge.

En effet, moins marqués politiquement, les deux autres acheteurs français n'avaient pas été auditionnés aussi promptement que MM. Théret et Pelat. Cette situation troublait d'autant plus le ministre qu'il savait que la société de Bourse Ferri avait été achetée en mai 1988 par des investisseurs institutionnels, dont le Crédit foncier de France (15 % du capital), à une époque où M. Farge, actuel président de la COB, était sous-gouverneur de cette banque. Le représentant du crédit foncier préside d'ailleurs le conseil de surveillance de Ferri.

Une brèche ouverte par d'autres

Cet élément ne faisait qu'ajouter aux relations difficiles de la rue de Rivoli avec la COB et son président, pourtant choisi, durant l'été 1988, pour à la fois sa stature de haut fonctionnaire et ses affinités politiques centristes, voire barristes. M. Bérégovoy aurait été déçu par les résultats d'une enquête confidentielle demandée à la COB sur les privatisations réalisées sous le gouvernement Chirac. Et ses projets de renforce-

ment des pouvoirs et de l'autorité de la COB sur les marchés financiers se heurteraient aux conceptions quelque peu différentes de M. Farge.

Tout le problème de l'enquête en cours est de distinguer les « initiateurs » des « suiveurs ». Présents en permanence sur les marchés, derrière leurs écrans informatiques, les opérateurs des sociétés de Bourse peuvent s'engager sur des actions qui font l'objet d'une intense activité, en pariant sur d'éventuelles plus-values. Dans ce cas, ils s'engouffrent dans une brèche ouverte par d'autres. Quant à M. Pelat, sa version est crédibilisée par le fait qu'il n'ait pas cherché à jouer au plus fin, passant ses ordres en clair.

On en revient alors au cas de M. Théret, premier opérateur à entrer en lice. S'est-il contenté d'acheter les trente-deux mille titres qu'il reconnaît, alors que d'autres achats ont pu être effectués depuis d'autres pays ? A-t-il disposé d'« informations privilégiées » ou, simplement, de bruits sur le marché américain ? Des questions que l'on se pose, pas seulement à droite, mais aussi à gauche : dans certains cercles socialistes et, notamment au ministère de la culture, on reste très interrogatif sur les conditions et les raisons du rachat, par M. Théret, en alliance avec un Italien, M. Parretti, patron de Canon, de la société Pathé. Une opération, pour un montant de près de 1 milliard de francs, qui se déroula le 15 décembre 1988.

ERIK IZRAELWICZ et EDWY PLENEL

Buisson sollicite la procédure de redressement judiciaire

La société de Bourse Buisson a demandé au tribunal de commerce de Paris d'engager en sa faveur une procédure de redressement judiciaire. Cette demande fait suite à l'assignation en dommages-intérêts dont fait l'objet la charge de la part de la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires). Cette dernière avait révélé, en décembre dernier, des pertes alors estimées à environ 250 millions de francs réalisées entre le deuxième semestre 1986 et le 1^{er} septembre 1987 sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers, aujourd'hui Marché à terme international de France) et avait déposé plainte contre X... pour abus de confiance et escroquerie.

L'assignation au plan civil (pour mauvaise exécution du mandat confié à la charge Buisson pour ses opérations sur le MATIF) a été faite parallèlement à la procédure pénale qui suit son cours. Le tribunal de commerce devrait rendre son jugement lundi prochain 9 janvier. Le Conseil des Bourses de valeurs fixera alors les conditions dans lesquelles pourraient se poursuivre les activités de la charge Buisson. Cette dernière avait engagé des négociations avec le groupe Pallas de M. Pierre Moussa en vue de son rachat. L'assignation dont elle fait l'objet et qui vise à empêcher le transfert des activités et du siège de Bourse à une nouvelle société a conduit Pallas à renoncer.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

NON content de l'avoir terminée l'année écoulée sur un quasi-record de hausse, la Bourse de Paris a récidivé. Pour la première semaine de 1989, réduite à quatre séances par le chômage du 2 janvier, elle n'a pas relâché son effort et a continué de monter à une allure rapide. Ce n'est rien de le dire, puisque, malgré le comble de mardi, les divers indices ont encore progressé de 4,3 %. De fait, sur une semaine à l'affaiblissement du dollar, la séance du 3 janvier, la première de l'année, pourtant prometteuse à mi-parcours (+ 0,75 %), s'était achevée en eau de bonduin (+ 0,04 %). Mercredi, cependant, le marché mettait tout en œuvre pour effacer l'impression désagréable causée par ce faux départ et, à la clôture, son avance était voisine de 1,1 %. Le lendemain, il repartait de l'avant, accélérant encore la cadence (+ 1,66 %). La fin de semaine allait-elle être plus calme ? Bien au contraire. Réamorcée dès l'ouverture pour la sixième fois consécutive, la hausse des cours reprenait de plus belle (+ 1,5 %), permettant à l'indice CAC (base 100 : 31 décembre 1981) de repasser la barre des 430 points dont il s'était éloigné depuis le 14 septembre 1987. A la veille du week-end, la reprise de Noël, commencée le 16 décembre dernier, affleurerait les 10 %.

Difficile de souhaiter un plus beau cadeau. Etonnant ? Pas vraiment. La Bourse a profité d'une configuration particulièrement favorable en ce début d'année. Il y a d'abord eu le sondage très positif réalisé pendant les fêtes par RES pour la Tribune de l'expansion auprès d'un échantillon de 174 personnes (agents de change, assureurs, banquiers). Le résultat est presque trop bon pour être vrai, puisque 91,4 % des personnes interrogées s'attendaient à une nouvelle hausse des valeurs françaises pour 1989. Début 1988, ils n'avaient été que 49,4 % à prévoir la même chose. Et comme cela ne suffisait pas, l'INSEE s'est mis de la partie. D'après l'Institut national de la statistique, les industriels sont très confiants pour le premier semestre et tablent sur une nouvelle augmentation de leurs résultats ainsi qu'à une amélioration de leur situation de trésorerie.

Serait-ce tout ? Point encore. La Bourse devait encore apprendre que, prenant la relève de la Pan Am défilante, la compagnie aérienne américaine Braniff avait commandé cinquante A-320 à Airbus Industrie, avec, en plus, une option sur cinquante autres appareils. De quoi boucher, pendant un moment, les trous du commerce extérieur de la France. Et puis l'attendu a été au rendez-vous. Le dollar,

La hausse au corps

qui avait baissé sur la crainte d'un resserrement des conditions de crédit aux Etats-Unis, s'est raffermi à toute allure, après la destruction de deux chasseurs libyens par les appareils de la flotte américaine en Méditerranée. Du coup, Wall Street a été repris par des ardeurs hivernales du meilleur effet, jusqu'à atteindre ses plus hauts niveaux depuis le krach. Personne ne s'est trop occupé de la situation sur le marché du travail aux Etats-Unis. Car, comme pour les chômeurs, l'annonce d'une amélioration de l'emploi de l'autre côté de l'océan, paradoxalement, beaucoup moins pour les milieux financiers. Trop de croissance dans le Nouveau Monde est suspect et beaucoup en retirent le risque de surchauffe, donc la menace d'une hausse des taux d'intérêt. Quand, vendredi, les chiffres tombèrent (5,3 % de chômage en décembre contre 5,4 % le mois précédent), il y eut un instant de flottement. Pas longtemps. Très vite, les opérateurs jugèrent que le résultat était conforme aux prévisions et, puisqu'il ne sortait pas de la fourchette 5,3 %-5,4 % en deçà de laquelle l'enrichissement du foyer de l'argent est indéfectible, on n'en parla plus. Et le mouvement de hausse s'accéléra avec une activité frénétique au point que ce record de transactions est tombé avec 6,5 milliards de francs sur le règlement mensuel. Il est vrai qu'en plus plusieurs points chauds ont contribué à maintenir très haute la température sur le parquet et à créer l'émulation nécessaire pour entretenir la hausse. Fives-Lille a été de ceux-là, dont on murmure que Paribas pourrait céder sa participation. Puis TF-1 s'agit, beaucoup y voyant la main qui de Maxwell ou de Berlusconi, qui de Rousselet (Canal Plus). Ce n'était que Worms, propriétaire de 5 % du capital. L'intérêt se concentra ensuite sur Mérieux et Perrier. Mais l'événement de la semaine a incontestablement été la reprise du combat pour le contrôle de LVMH (50 % de bénéfice en plus pour 1988), entre le clan Arnault-Moët-Hennessy, la famille Vuitton et d'autres discrets acheteurs, avec encore près de 5 % du capital échappé après plusieurs suspensions de cotations et 25 % de hausse à la clé. Il semblerait que la victoire soit revenue au camp de Bernard Arnault. Bref, les motifs d'encouragement n'ont pas manqué.

Semaine du 3 au 6 janvier

La vigueur manifestée par la Bourse à escalader les dernières marches - 6,9 % - qui la séparent encore de son plus haut niveau historique (460,4 à l'indice CAC le 26 mars 1987) ne saurait donc vraiment surprendre.

L'ascension n'est probablement pas terminée. Les experts de la société de Bourse Cheuvreux de Virieu se disent presque assurés que le marché français est capable de remonter sur le podium. « Cette appréciation, disent-ils, repose sur les considérations suivantes : le scénario d'un atterrissage en douceur pour l'économie américaine demeure à notre avis le plus probable, ce qui implique l'absence d'une forte baisse du dollar et d'une hausse importante des taux d'intérêt américains et la poursuite de l'expansion économique mondiale. Il s'agit là de notre hypothèse la plus importante et peut-être la plus sujette à débat. »

Ensuite, « le gouvernement en place apparaît à la fois faible et stable. Faible dans la mesure où le Parti socialiste ne dispose pas de la majorité. Stable dans la mesure où la droite comme la gauche souffrent de divisions. Et d'autre part aucune échéance électorale majeure ne se profile à l'horizon... » Cela dit, Cheuvreux de Virieu ne dit pas quand le marché retrouvera ses plus hauts niveaux.

Dans l'immédiat, et de l'avis général, une correction technique est devenue à peu près inévitable après trois semaines de reprise. Mais, dit-on, la consolidation devrait se faire en douceur. La position de place acheteur (montant du découvert) atteste du bon état de santé du marché. Fin décembre, elle s'élevait à 4 739 millions de francs (+ 1,03 %), représentant moins de trois semaines de Bourse. La position vendeur, elle, était en baisse de 19,2 % à 1 563 millions, illustrant ainsi la solide confiance régnant rue Vivienne.

Dernière affaire de la semaine, la mise en redressement judiciaire de la société de Bourse Buisson, qui décidément n'aura jamais réussi à se remettre du scandale de la Cogueta. Notons enfin que la banque d'affaires américaine Bankers Trust est entrée pour 49 % dans le capital de Didier Philippe. C'est la trente-quatrième (sur quarante-cinq) à s'adosser sur un établissement financier et la douzième à choisir un partenaire étranger.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Un plus haut depuis le krach
Malgré un accès de mauvais humeur, durant la première séance de l'année, Wall Street a rapidement corrigé le tir. La hausse a repris. Si bien même que le terrain perdu initialement a été regagné et que le marché s'est hissé à son plus haut niveau depuis le grand krach de 19 octobre 1987. L'indice des valeurs américaines s'est ainsi établi à 2 194,29 (contre 2 168,57 le 30 décembre).

C'est le redressement du dollar, favorisé par la destruction de deux avions libyens par les appareils de la 7^e flotte américaine, qui a rendu le sourire à la Bourse.

La persistance d'une forte activité économique révisée vendredi par le recul du chômage en décembre (5,3 % contre 5,4 %) n'a cependant pas trop affecté le marché. La surchauffe n'apparaît pas telle aux investisseurs qu'une hausse du taux d'escompte soit immédiatement nécessaire pour calmer le jeu.

| | Cours 30 déc. | Cours 6 jan. |
|---------------------|---------------|--------------|
| Alcoa | 55 7/8 | 57 5/8 |
| AT&T | 28 3/4 | 28 3/4 |
| Bacard | 60 5/8 | 40 3/4 |
| Chase Nat. Bank | 28 5/8 | 28 1/2 |
| Du Pont de Nemours | 88 1/4 | 89 |
| Eastman Kodak | 45 1/8 | 45 1/4 |
| Exxon | 43 3/4 | 44 1/2 |
| Ford | 24 1/2 | 25 1/4 |
| General Electric | 44 5/8 | 44 5/8 |
| General Motors | 83 5/8 | 85 3/4 |
| Goodyear | 51 1/8 | 51 5/8 |
| IBM | 121 3/4 | 121 1/2 |
| ITT | 50 1/8 | 52 1/4 |
| Mobil Oil | 45 1/2 | 46 1/8 |
| Pfizer | 57 7/8 | 58 1/8 |
| Schlumberger | 32 5/8 | 33 7/8 |
| Tecumseh | 51 1/8 | 52 1/8 |
| UAL Corp. (en Alge) | 189 | 188 1/8 |
| Union Carbide | 25 1/2 | 26 3/8 |
| USX | 29 1/4 | 30 3/4 |
| Westinghouse | 52 5/8 | 54 |
| Xerox Corp. | 58 3/8 | 59 |

LONDRES

Plus 1 %

Mauvais départ pour le London Stock Exchange, un peu choqué par l'intention du chancelier de l'Echiquier de réintroduire une politique de taux élevés. Cependant, encouragé par une forte activité sur le front des OPA et par la reprise du dollar, le marché a repris son avance. Les industriels ont progressé de 1 % en moyenne.

Plesey a monté après que les autorités américaines (à cause de intérêts militaires possédés par la firme britannique) eurent décidé de ne pas bloquer l'OPA GEC-Siemens.

| | Cours 30 déc. | Cours 6 jan. |
|--------------|---------------|--------------|
| Beecham | 465 | 474 |
| Bovater | 489 | 418 |
| BP | 249 | 251 |
| Charter | 455 | 454 |
| Comstock | 263 | 276 1/2 |
| De Beers (*) | 10 7/8 | 10 3/4 |
| Fin Gold (*) | 7 1/16 | 7 1/16 |
| GUS | 16 11/16 | 16 9/16 |
| GUS | 16 3/4 | 16 3/32 |
| ICI | 10 1/8 | 10 25/64 |
| Reuners | 517 | 524 |
| Shell | 239 | 233 1/2 |
| Unilever | 465 | 463 |
| Vickers | 160 | 166 |
| Wat Low | 39 3/32 | 39 1/32 |

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouvelle hausse

Les prévisions de hausse pour le début de l'année semblent se vérifier. Le marché allemand a monté de 2,3 % cette semaine avec des courants d'affaires nettement plus effrénés. La demande intérieure n'a pas été inactive mais de gros achats étrangers ont également été enregistrés. Le volume des échanges sur les huit places allemandes a atteint 22,3 milliards de deutschemarks (contre 3,08 milliards la semaine précédente).

Indice de la Commerzbank du 6 janvier : 1 689,8 (contre 1 651,9).

| | Cours 29 déc. | Cours 6 jan. |
|--------------|---------------|--------------|
| AEG | 196,80 | 201 |
| BASF | 279,60 | 289,30 |
| Bayer | 366,50 | 368,60 |
| Commerzbank | 233,80 | 242,50 |
| Deutschebank | 563,30 | 577 |
| Hochs | 305,50 | 305,50 |
| Karstadt | 388 | 411,50 |
| Mannesmann | 212 | 211,50 |
| Siemens | 540 | 552,50 |
| Volkswagen | 348 | 353,50 |

TOKYO

L'empereur est mort

En raison du décès de l'empereur Hirohito, survenu le 6 janvier, tous les marchés financiers japonais n'ont pas ouvert leurs portes samedi matin en signe de deuil.

Deux séances et demie donc pour la Bourse de Tokyo, qui avait repris son activité le 4 janvier (une demi-séance seulement) après le chômage traditionnel de fin d'année. Un nouveau record d'altitude avait été battu ce jour-là avec le Nikkei à 30 243,66. Mais avec l'aggravation rapide de l'état de santé de l'empereur, la baisse a été au rendez-vous jeudi et vendredi. Le Nikkei-cho n'a tenu pratiquement aucun compte des éléments extérieurs.

| | Cours 28 déc. | Cours 6 jan. |
|---------------------|---------------|--------------|
| Akai | 638 | 648 |
| Bridgestone | 1 360 | 1 380 |
| Casio | 1 400 | 1 510 |
| Fuji Bank | 3 600 | 3 630 |
| Honda Motors | 2 630 | 2 680 |
| Matsushita Electric | 2 250 | 2 230 |
| Mitsubishi Heavy | 3 080 | 3 070 |
| Sony Corp. | 7 170 | 7 360 |
| Toyota Motors | 2 540 | 2 570 |

Alimentation

| | 6-1-89 | Diff. |
|-------------------|--------|----------|
| Béghin-Say | 594 | + 38 |
| Bongrain | 3 176 | + 166 |
| BSN | 6 580 | + 130 |
| Cavrefrux | 3 335 | + 120 |
| Casino | 194,50 | + 9,60 |
| Eurocarné | 2 702 | + 192 |
| Guyenne et Gasc. | 801 | + 63 |
| Léclerc | 2 425 | + 187 |
| Mot-Hennessy | 420 | + 121 |
| Nestlé | 29 800 | + 1500 |
| Océid (Gle) | 848 | + 29 |
| Olida-Caby | 414 | + 9,10 |
| Pernod-Ricard (1) | 101 | + 155,50 |
| Promodis | 2 380 | + 40 |
| St-Louis-Bouchon | 1 258 | + 128 |
| Source Parier | 1 645 | + 180 |

(1) Coupon de 11,50 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

| | 6-1-89 | Diff. |
|-----------------|--------|--------|
| PME 10,6 % 1977 | 103,33 | + 0,65 |
| 10 % 1978 | 125 | + 0,40 |
| 10 % 1979 | 102,40 | + 0,45 |
| 9 % 1979 | 102,40 | + 0,10 |
| 10,80 % 1979 | 105,20 | + 0,20 |
| 16,20 % 1982 | 107,47 | + 0,13 |
| 16 % 1982 | 109,90 | + 0,05 |
| 15,75 % 1982 | 104,75 | + 0,30 |
| CNE 3 % | 3,635 | + 30 |
| CNE 5 000 F | 162,13 | + 0,07 |
| CNE 5 000 F | 162,13 | + 0,07 |
| CNE 5 000 F | 162,13 | + 0,07 |

Banques, assurances sociétés d'investissement

| | 6-1-89 | Diff. |
|------------------|--------|---------|
| Bail Equipement | 303 | + 11 |
| Banque (Cie) | 565 | + 75 |
| Cesam | 623 | + 21 |
| CFI | 589 | + 1 |
| CFI | 489 | + 19 |
| Chargeurs SA | 1 248 | + 28 |
| Eurofina (1) | 1 745 | + 184 |
| Héna (La) | 590 | + 13 |
| Ima, Pl-Moncau | 330 | + 4,80 |
| Lozance | 444,90 | + 0,90 |
| Lozance | 901 | + 1 |
| Midil | 1 695 | + 97 |
| Midland Bank | 1 450 | + 2,10 |
| O.P.P. | 1 450 | + 25 |
| Paris de résc | 430 | + 17,90 |
| Préval | 1 124 | + 6 |
| Schneider | 562 | + 2 |
| Société générale | 526 | + 3 |
| Suez (Cie Fin.) | 322 | + 11 |
| UCB | 190 | + 5 |

(1) Coupon de 32 F.

Filatures, textiles, magasins

| | 6-1-89 | Diff. |
|--------------------|--------|--------|
| Agache (Fin.) | 1 818 | + 75 |
| BHV | 525 | + 5 |
| CFAO | 1 975 | + 13 |
| Dunant-Serviposte | 3 350 | + 98 |
| DMC | 505 | + 34 |
| Galeria Lafayette | 1 310 | + 1 |
| La Redoute | 3 345 | + 5 |
| Nouvelles Galeries | 620 | + 30 |
| Printemps | 610 | + 43 |
| Rouffier | 198 | + 4 |
| SCOA | 50,95 | + 0,85 |

Matériel électrique services publics

| | 6-1-89 | Diff. |
|-------------------|----------|---------|
| Alcatel | 2 780 | + 10 |
| Alstom | 471,90 | + 51,60 |
| CEG | 216,50 | + 13,50 |
| CEG | 466 | + 0,50 |
| CSE (ex-Signaux) | 615 | + 45 |
| Général des Eaux | 1 665 | + 55 |
| IBM | 753 | + 7 |
| ITT | 515 | + 18,50 |
| Interne | 1 515 | + 84 |
| Legrand | 3 719 | + 119 |
| Leroy-Somer | 1 368 | + 139 |
| Lyonnais des Eaux | 1 593 | + 3 |
| Midil | 3 150 | + 17,50 |
| Méridien-Gérin | 3 710 | + 104 |
| Moulinex | 1 055,50 | + 1,50 |
| Phil Lablanc | 911 | + 41 |
| Radiomobile | 408 | + 15 |
| Schulumberger | 207,10 | + 6,80 |
| SEB | 845 | + 50 |
| Siemens | 1 890 | + 5 |
| Thomson-CSF | 236 | + 9,50 |

Métallurgie

| | 6-1-89 | Diff. |
|--------------------|--------|---------|
| Alsip | 340 | + 23,90 |
| Avions Dassault-B. | 642 | + 2,50 |
| Buc | 1 630 | + 15 |
| FACOM | 1 162 | + 52 |
| Fives Li | 220 | + 13 |
| Marine Wendel | 430 | + 30 |
| Penhoët | 235 | + 55 |
| Peugeot SA | 1 440 | + 9 |
| Sagem | 1 645 | + 23 |
| Sautou-Châtillon | 280 | + 12 |
| Strafor | 795 | + 35 |
| Valco | 637 | + 38 |
| Valloire | 270,50 | + 26,50 |

Valeurs diverses

| | 6-1-89 | Diff. |
|-------------------|--------|---------|
| Aacor | 605 | + 15 |
| Arjomani | 2 419 | + 162 |
| Bic | 391 | + 6 |
| Bis | 391 | + 6 |
| CGIP | 1 390 | + 3 |
| Club Méditerranée | 3 720 | + 23 |
| Esprit | 640 | + 10 |
| Europe 1 | 3 400 | + 47 |
| Hachette | 256,70 | + 26,70 |
| HAVAS | 74 | + 36 |
| L'Ar liquide | 605 | + 10 |
| L'Oréal | 4 384 | + 16 |
| Navigant Mixte | 1 180 | + 95 |
| Nord-Est | 138,90 | + 3,90 |
| Saint-Gobain | 611 | + 1 |
| Sandof | 764 | + 4 |
| Sels Rosigol | 1 121 | + 11 |

BONS DU TRÉSOR

| | Séance du 8-1-89 |
|--------|------------------|
| Echec | Plus |
| Mar 89 | 92,12 |
| Jun 89 | 92,07 |

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

| Valeurs | Hausse % | Valeurs | Baisse % |
|-----------------|----------|----------------|----------|
| LVMH Moët-H. | + 40,1 | T.R.T. | - 8,3 |
| Maisons Parisis | + 23,1 | D. rég. P.Cal. | - 6,6 |
| Imet, Métex | + 17,8 | CCM | - 4,1 |
| Lero-Somer | + 15,5 | C.C.M.C. | - 4,1 |
| Systelabo | + 14,9 | Major | - 3,5 |
| Finat | + 14,2 | Finat | - 2,8 |
| Eur Impériale | + 13,4 | S.C.O.A. | - 2,7 |
| Eur | + 13 | Radiofonie | - 2,2 |
| Pernod-Ricard | + 12,4 | Av. Dismat | - 1,8 |
| Saint-Louis | + 12,3 | Prés. SICOMI | - 1,8 |
| Eurocom | + 12,3 | SAGEM | - 1,2 |
| Leclerc | + 11,8 | SAT | - 1,2 |
| Source Parier | + 10,9 | Bail Invest | - 1,2 |
| Valloire | + 10,5 | Bic | - 1,1 |

Mines, caoutchouc, outre-mer

| | 6-1-89 | Diff. |
|-------------|--------|---------|
| Géophysique | 526 | + 65,50 |
| Imetal | 317,90 | + 11 |
| Michelin | 199 | + 2,90 |
| Métallurg | 94,50 | + 7,40 |
| RTI | 47,95 | + 2,35 |
| ZCI | 2,18 | + 0,02 |

Mines d'or, diamants

| | 6-1-89 | Diff. |
|----------------|--------|--------|
| Anglo-American | 99,80 | + 3 |
| Amgold | 408 | + 8,50 |
| Bul. Gold M. | 71,50 | + 1,70 |
| De Beers | 65,50 | + 0,60 |
| Placer Com. | 53 | + 1,70 |
| Glencor | 9 | + 4 |
| Gold Field | 134,50 | + 5 |
| Harmony | 34,90 | + 0,90 |
| Randfontein | 384,50 | + 0,60 |
| Saint-John | 9,15 | + 0,15 |
| Western Deep | 162,50 | + 2,50 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MARCHÉ LIBRE DE L'OR | | |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| | Cours 20 déc. | Cours 6 janv. |
| Or fin (câble en barre) ... | 90 400 | 90 800 |
| Idem en lingots ... | 90 800 | 90 800 |
| Pièces françaises (20 fr.) ... | 479 | 469 |
| • Pièces françaises (10 fr.) ... | 389 | 389 |
| Pièces suisses (20 fr.) ... | 496 | 492 |
| Pièces helvétiques (20 fr.) ... | 484 | 486 |
| Pièces turques (20fr.) ... | 481 | 486 |
| Souverains ... | 598 | 590 |
| • Couronnes de Belgique ... | 598 | 590 |
| • Dents-souverains ... | 597 | 587 |
| Pièces de 20 dollars ... | 2 710 | 2 720 |
| • - 10 dollars ... | 1 400 | 1 397,50 |
| • - 5 dollars ... | 780 | 776 |
| • - 50 pesetas ... | 3 030 | 3 025 |
| • - 20 marcs ... | 563 | 573 |
| • - 10 roubles ... | 426 | 426 |
| • - 5 roubles ... | 314 | 314 |

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'eurodollar canadien en vedette

La nouvelle année s'est ouverte dans une vive animation sur le marché international des capitaux. Tous les grands compartiments ont été sollicités en abondance, à une exception près : celui des nouveaux euro-emprunts de type classique en dollars des Etats-Unis qui, la semaine passée, n'offrait guère de possibilité d'arbitrage suffisamment intéressante pour relancer l'activité primaire.

Ailleurs, les emprunteurs se sont bousculés, mettant à profit toutes les occasions de swap qui se présentent. La crainte d'une montée du niveau de l'intérêt a précipité les engagements et, dans certains cas, on est parvenu à un véritable engorgement. C'est ce qui arrive par exemple en eurodollars australiens où douze émissions nouvelles sont apparues en trois jours, toutes destinées à une même clientèle, celle des investisseurs privés d'Europe continentale qui pourraient attirer des taux faciaux élevés, allant jusqu'à 15,25 % l'an.

Un tel environnement a donné d'autant plus de relief au succès remporté par une très belle émission lancée pour le compte de la province canadienne d'Alberta. Il s'agit d'une transaction de 625 millions de dollars canadiens, ce qui en fait la plus grande euro-emission jamais faite dans cette monnaie. Dirigée de main de maître par la Banque Paribas Capital Markets, l'emprunt a une durée de cinq ans et les obligations, rémunérées au taux de 10,75 % l'an, sont émises au prix de 101,625 %.

Ces conditions correspondaient pleinement à l'attente des grands investisseurs institutionnels. Ils y ont vu l'occasion de démarrer leur programme d'achat de 1989. La transaction a indubitablement bénéficié de l'absence de toute nouvelle euro-emission en dollars des Etats-Unis. Et sa réussite a été si convaincante qu'on aurait pu sans peine porter son montant à 1 milliard de dollars canadiens.

L'emprunteur ayant l'emploi direct des fonds levés dans sa propre monnaie, l'emprunt ne masque aucune opération de swap. Si la province s'est adressée à l'européen, c'est bien parce qu'elle pouvait y faire une substantielle économie par rapport à ce que lui aurait coûté une émission comparable sur son marché national des capitaux. Elle n'a en fait déboursé que 25 ou 26 points de base de plus que le gouvernement central du Canada pour ses fonds d'Etat. Une marge deux fois plus importante

aurait été de mise si l'opération avait été menée au Canada.

Pour apprécier à sa juste valeur le succès de l'opération faite par la province d'Alberta, il faut préciser que, parce qu'il s'agit d'une entité régionale, de nombreuses banques centrales ne sont pas autorisées à se procurer ce type d'obligations. Ces banques centrales doivent respecter de rigoureuses règles en matière de placement. Il leur faut des risques souverains ou quasi-souverains. Il semble en fait y avoir encore de la place pour de belles et grandes émissions en eurodollars canadiens. Ce marché, en pleine expansion depuis des mois, paraît appelé à se développer davantage, en complément de celui du dollar américain.

Ce même compartiment de l'eurodollar canadien a d'ailleurs permis la semaine dernière à un

Un échec et un succès

En eurodeutsche marks, la Société générale a subi le sort de la plupart des nombreux emprunteurs de qualité qui se sont présentés récemment dans ce compartiment. Confrontée à une montée sensible des taux de rendements, elle s'est heurtée à un mur d'indifférence sur la base des conditions qu'elle proposait : 200 millions de marks d'obligations à cinq ans rémunérées à 5,625 % l'an offertes au prix de 101,375 %. Les déboites du marché gris ont en conséquence dépassé le niveau total des commissions. Le produit de l'opération est en partie swappé contre des deutsche marks à taux variable, à environ 35 points de base au-dessus du Libor.

Premier émetteur de l'année à se présenter sur l'euromarché sous la garantie de l'Etat français, la Caisse nationale des télécommunications a retenu le compartiment de l'unité de compte européenne. Son emprunt, dirigé par la Deutsche Bank Capital Markets, était pour elle une façon détournée de se procurer des deutsche marks à taux variable. Elle l'a fait par le biais d'une transaction de swap dont les conditions sont très avantageuses, puisqu'elle correspond à une marge de 48 points de base au-dessus du Libor. Offert à des conditions exiguës (coupon de 7,75 % sur cinq ans, prix d'émission de 101,50 %), l'emprunt lui-même qui porte sur 100 millions a connu un début difficile. Il a cependant mieux résisté que d'autres opérations comparables à

emprunteur français, la Banque nationale de Paris, de lever avec succès un montant de 100 millions sur la base de la proposition suivante : coupon de 11,125 %, prix d'émission de 101,45 %, durée de trois ans. L'émission est dirigée par l'Eurobanque londonienne de la Deutsche Bank et le produit de l'emprunt est swappé contre des deutsche marks à taux variables, avec une marge que l'on croit être d'une quinzaine de points de base au-dessus du Libor. La même BNP, qui a habilement réparti son programme d'emprunts, s'est également adressée au compartiment de l'eurolivre sterling pour y puiser 75 millions par le truchement de CSFB. Lancée à 101,75 %, cette opération est assortie d'un coupon de 11,375 % sur cinq ans. Elle a bénéficié d'un accueil satisfaisant. Son produit est swappé contre des fonds en sterling, mais à taux variable.

la pression de la montée des taux en Europe.

Parmi les autres grandes émissions de la semaine, celle qui a été lancée depuis Londres par Merrill Lynch pour le compte de la société Johnson et Johnson a montré qu'une des toutes premières signatures américaines pouvait avoir la faveur des investisseurs européens. L'émission de 100 millions d'ECU sur trois ans est un éclatant succès. Emise à 101,375 %, elle est assortie du même taux d'intérêt de 7,75 % que celui qu'offre la CNT pour une durée plus longue de deux ans.

Outre-Atlantique, c'est l'électricité de France qui retient l'attention. Cet établissement est en train de mettre sur pied à New-York un programme de *medium term notes*, qui porte sur 600 millions de dollars et dont occuperont les trois établissements financiers suivants : Goldman Sachs, Salomon Brothers et Morgan Stanley. EDF se dote ainsi d'une précieuse possibilité d'arbitrage entre les euromarchés et New-York. La formule des MTN américaines est d'une rare souplesse. Elle autorise, dans le cadre d'un programme donné, de lever des fonds sous des formes diverses pour échéances allant de neuf mois à quinze, voire trente ans. Il n'existe pas de véritable équivalent sur les marchés nationaux d'Europe qui autorise un choix aussi étendu, allant du court terme au long terme.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Un dollar dopé

L'annonce d'une nouvelle diminution du chômage aux Etats-Unis a donné une nouvelle impulsion au dollar, dont les cours ont bondi, vendredi après-midi, pour atteindre presque 6,20 F, 1,82 deuschemark et 127 yens, avant de refluer un peu. Paradoxalement, mais très habituellement, la hausse du billet vert n'est pas attribuée à une nouvelle preuve de bonne santé de l'économie américaine, mais plutôt à la possibilité d'une élévation supplémentaire des taux d'intérêt aux Etats-Unis, diluée par une Réserve fédérale soucieuse de calmer la surchauffe et de tuer dans l'œuf les velléités d'un réveil possible de l'inflation. A la veille du week-end, les rumeurs d'une telle élévation, notamment pour le taux de base des banques, couraient de plus belle, sans confirmation dans l'immédiat.

Ce bond du dollar a été le principal événement d'une semaine marquée par une vive reprise de l'activité, après le grand calme des fêtes et la préparation des bilans. Pourtant, au commencement de la période sous revue, le billet vert s'orientait à la baisse, revenant, à Paris, à moins de 6,02 F et, à Francfort, aux alentours de 1,7 deuschemark. Mais, bien vite, il allait se raffermir notablement à près de 6,13 F sur l'annonce de la destruction de deux avions libyens par les F-14 du porte-avions *J.F. Kennedy* en Méditerranée. Aussitôt, par un réflexe bien connu, les opérateurs se portaient sur le dollar, refuge classique en cas de crise.

Les jours suivants, un peu de calme revenait sur les marchés des changes, qui, toutefois, commençaient à spéculer sur les chiffres du chômage pour le mois de

décembre aux Etats-Unis, que la plupart des analystes voyaient en baisse de 0,1 point. En ce cas, prévoyaient-ils, les autorités monétaires américaines seraient pratiquement contraintes de « ser-rer la vis » un peu plus, donc de faire monter les taux, phénomène de nature à doper le billet vert.

Vendredi, à 14 h 30, heure européenne, le verdict tomba : 5,3 % de chômage en décembre, contre 5,4 % en novembre et 279 000 créations nettes d'emplois, hors agriculture, au lieu des 250 000 prévues. Sans doute les créations de novembre étaient-elles révisées en baisse (404 000 contre 463 000), mais la réduction du chômage, associée à la possibilité d'une montée des taux, imprimait une vive et immédiate poussée du dollar. La Banque fédérale d'Allemagne intervenait aussitôt. « Lâchant » de 100 millions à 200 millions de dollars, sans beaucoup de succès.

Il faut dire que, préalablement à l'annonce du chiffre du chômage, M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Banque fédérale d'Allemagne, prenant le contrepied de ses déclarations antérieures et récentes, affirmait tout de go : « A mon avis, les autorités américaines sont satisfaites des parités de change actuelles. Je crois que les Américains souhaitent un dollar ferme. » Il estimait : « Il n'y a aucun signe d'affaiblissement du dollar dans l'immédiat, et les récentes ventes de dollars de la Bundesbank ne visent pas l'établissement de parités définies. » De tels propos, plutôt lénitifs, qui contrastaient avec les pronostics pessimistes formulés par M. Schlesinger ces derniers

temps, ont, eux aussi, contribué à doper le dollar.

Dopé, le livre sterling l'a été aussi par la déclaration de M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, suivant laquelle un nouveau relèvement des taux d'intérêt n'était pas exclu si la surchauffe ne se calmait pas. Du coup, le livre dépassait les 3,23 DM et les 11 F à Paris.

Le franc bien tenu

Dans toutes ces cabrioles, le franc s'est bien tenu, comme il est normal qu'il le fasse lorsque le mark s'affaiblit. Vendredi, en fin d'après-midi, le cours de la devise allemande à Paris retombait un peu au-dessus de 3,41 F pour coter entre 3,4110 et 3,4120. Au « Forum de l'Expansion », M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a vigoureusement réaffirmé son opposition à toute modification des parités au sein du système monétaire européen (SME), et notamment à une réévaluation unilatérale du mark. De toute façon, a-t-il précisé, « si le mark venait à être réévalué, le franc le serait également ». Dans l'immédiat, de tels propos ont effectivement pour conséquence de décourager toute spéculation à la baisse du franc, qui coûterait trop cher.

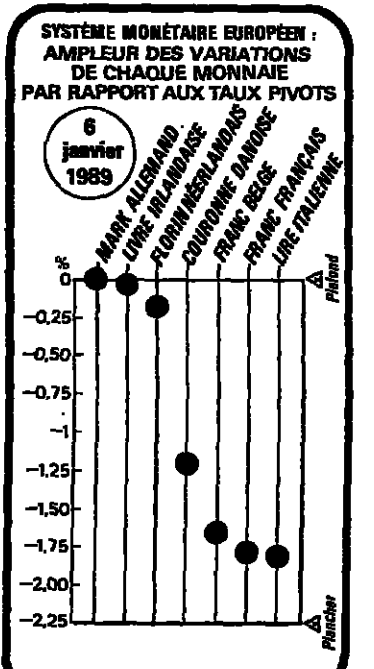
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 JANVIER 1989

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Libre | \$ E.U. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Lira italienne |
|-----------------|---------|---------|----------------|--------------|---------|-------------|---------|----------------|
| New-York... | 1,7780 | - | 16,1551 | 64,6412 | 55,1572 | 2,4302 | 48,8529 | 0,9759 |
| Paris... | 1,8000 | - | 16,5916 | 66,4893 | 56,3697 | 2,4640 | 49,9251 | 0,9764 |
| Bruxelles... | 11,0025 | 6,19 | - | 408,13 | 341,42 | 16,2899 | 302,39 | 4,6541 |
| Zurich... | 10,9545 | 6,0400 | - | 402,92 | 341,40 | 16,2771 | 302,54 | 4,6294 |
| Amsterdam... | 2,7580 | 1,5470 | 24,9919 | - | 83,582 | 4,8689 | 75,5740 | 1,1637 |
| Frankfurt... | 2,7235 | 1,5138 | 24,2892 | 117,19 | 84,7801 | 4,8765 | 76,5466 | 1,1634 |
| Brasilia... | 3,2073 | 1,7740 | 29,2740 | 117,85 | - | 4,7640 | 88,5671 | 1,3552 |
| Buenos Aires... | 67,5996 | 36,82 | 6,1422 | 24,5766 | 289,71 | - | 18,5725 | 2,8586 |
| Caracas... | 67,3118 | 37,23 | 6,1436 | 24,7539 | 289,86 | - | 18,5871 | 2,8441 |
| Genève... | 3,6396 | 2,0470 | 33,0295 | 132,32 | 112,91 | 5,38 | - | 1,5391 |
| Madrid... | 3,6214 | 2,0038 | 33,0535 | 133,17 | 112,90 | 5,38 | - | 1,5381 |
| Mexico... | 254,74 | 133,14 | 24,6180 | 89,73 | 73,49 | 4,8816 | 449,75 | - |
| Osaka... | 236,7 | 139 | 216,80 | 870,35 | 777,88 | 36,1096 | 653,52 | - |
| Tokyo... | 224,74 | 126,48 | 204,38 | 81,7655 | 69,7187 | 3,7246 | 61,7489 | 0,89584 |
| Yokohama... | 226 | 125 | 206,27 | 83,1117 | 78,4622 | 3,7575 | 62,4063 | 0,8955 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 janvier, 4,8972 F contre 4,8480 F le vendredi 30 décembre 1988.



MATIÈRES PREMIÈRES

Cacao : l'accord Côte-d'Ivoire-Sucres et Denrées jette le trouble

En annonçant la vente de 400 000 tonnes de fèves à la maison de négoce française Sucres et Denrées (voir le Monde du 5 janvier), la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, n'a fait que confirmer une rumeur qui courait sur tous les marchés depuis plusieurs mois. Aujourd'hui, toute la lumière n'est pas faite sur cette opération théoriquement destinée à soutenir les cours d'une denrée une nouvelle fois frappée par la surproduction en 1988, et nombre d'observateurs s'interrogent sur les modalités et la finalité de l'accord. Le rôle éventuel du gouvernement français dans la négociation entre les deux parties est également au centre des questions.

Pour la Caisse de stabilisation et de soutien des prix agricoles de Côte-d'Ivoire (Caistab), le fait

d'écouler en une fois l'équivalent des deux tiers de la production du pays constitue une bouffée d'oxygène en assainissant un marché qui entame pour la cinquième année consécutive une campagne excédentaire. De plus, la contribution de Sucres et Denrées à sa politique d'exportation apporte à la Côte-d'Ivoire le savoir-faire et les relations d'un groupe de tout premier plan dans le monde des matières premières. Mais reste à connaître le prix de la transaction pour savoir si le président Houphouët-Boigny, qui refuse depuis plus d'un an de vendre son cacao à un prix inférieur à 1 200 F français le quintal, a effectivement gagné son pari.

Selon Sucres et Denrées, le prix payé se situe entre le plus bas niveau de l'année 1988 (de l'ordre de 800 F le quintal) et le cours minimum réclamé par les Ivoiriens. Le négoce, quant à lui, estime le prix de la transaction à environ 1 000 livres sterling (10 000 F) la tonne, ce qui représente un contrat de l'ordre de 4 milliards de francs. La France aurait-elle comblé la différence entre ces deux prix ? Le fait est que, curieusement, la Caisse centrale de coopération économique a annoncé quelques jours avant la confirmation de l'accord qu'elle accordait un prêt de 400 millions de francs à la Côte-d'Ivoire.

Pour sa part, le ministère français de la coopération a démenti toute contribution au financement de cette opération. Mais, d'ores et déjà, les partenaires de Paris au sein de la Communauté européenne ont fait savoir qu'ils souhaitaient des éclaircissements au sujet de cette affaire. Il est vrai que de gros importateurs comme l'Allemagne fédérale ou les Pays-Bas voient d'un mauvais œil une maison française mettre la main

sur une origine de cacao particulièrement prisée par l'industrie chocolatière. L'accord entre la Côte-d'Ivoire et Sucres et Denrées risque également de porter un coup fatal à l'accord international sur le cacao déjà moribond. Le stockage de 200 000 tonnes de fèves, financé par la Côte-d'Ivoire et prévu pour une période minimum de deux ans, ressemble à s'y méprendre à la constitution d'un nouveau stock régulateur, qui vient ainsi cohabiter avec les 250 000 tonnes détenues dans le cadre de l'accord international. Pourtant, en septembre 1988, l'idée d'un mécanisme de rétention automatique avait été rejetée lors d'une réunion de l'Organisation internationale du cacao (Icoco). A l'époque cet échec avait été mis sur le compte du retard de certains pays producteurs, dont la Côte-d'Ivoire, à payer leur contribution au budget de l'Icoco.

Les marchés du cacao ressentent également le trouble occasionné par cette opération de portage. Un moment soutenus, les cours se sont réorientés à la baisse. Sur le London Fox, l'échéance mars a ainsi perdu une quarantaine de livres par rapport à la dernière séance de l'année 1988 en terminant la semaine à 850 livres la tonne, alors que certaines origines (Brésil et Ghana notamment) étaient vendues, la Caistab a accentué le repli en procédant à des ventes. Le stock de 200 000 tonnes détenu par Sucres et Denrées s'est donc déprécié d'autant.

A noter par ailleurs que le café s'est traité cette semaine à ses plus hauts niveaux depuis près de onze mois. Il a gagné vendredi, sur échéance mars, 34 livres, à 1 268 livres la tonne.

ROBERT RÉGIER.

| PRODUITS | COURS DU 6-01 |
|--------------------------------|------------------------------|
| Café (Londres) Trois mois | 1 777 (+ 52) Livres/tonne |
| Aluminium (Londres) Trois mois | 2 397 (- 78) Dollars/tonne |
| Nickel (Londres) Trois mois | 16 600 (+ 200) Dollars/tonne |
| Sucre (Paris) Mars | 1 690 (- 58) Francs/tonne |
| Café (Londres) Janvier | 1 287 (+ 82) Livres/tonne |
| Cacao (New-York) mars | 1 413 (- 87) Dollars/tonne |
| Blé (Chicago) Mars | 448 (+ 5) Cents/bolsseau |
| Mais (Chicago) Mars | 289 (+ 5) Cents/bolsseau |
| Soja (Chicago) Janvier | 267 (+ 6,50) Dollars/courte |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Perplexité

Monteront, monteront pas ? Il s'agit des taux d'intérêt, en France bien entendu, car aux Etats-Unis ils montent, notamment ceux de l'argent au jour le jour entre banques (les *federal funds*), d'un demi point en quinze jours, entre 9 % et 9,50 %. Après l'annonce d'une nouvelle baisse du chômage outre-Atlantique, tout le monde se demande quand et comment les autorités monétaires donneront le prochain « cran » à la hausse.

A Paris, on se montre toujours optimistes, notamment sur le MATIF, où les cours de l'échéance mars, après un petit fléchissement un peu au-dessus de 107, se sont gaillardement raffermis à 107,50 à la veille du week-end, chômage américain ou non.

Ce bel optimisme, fondé sur les prévisions d'une détente des taux à long terme cette année du fait de la désinflation, et dont la traduction est un aplatissement complet des courbes des taux à long et court terme, désormais confondues, commence, tout de même, à inquiéter quelques bons esprits.

Au colloque de l'Expansion, par exemple, M. Jacques Leter-

tre, PDG de Duménil-Leblé, a souligné que la stabilité des taux longs, due aux anticipations basses des termes de marché, ne pourra résister longtemps à la hausse des taux courts sous l'impulsion des banques centrales en pleine cure d'austérité. Loin d'avoir tiré les leçons du krach d'octobre 1987, les opérateurs, qui ont l'impression d'avoir échappé au pire, se croient désormais tout permis, relève M. Leterre, selon lequel nous ne sommes pas, à moyen ou à long terme, à l'abri d'une crise financière plus grave que celle de 1987.

Par ailleurs, on ne peut s'empêcher de prêter l'oreille aux propos de M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, lorsqu'il fait part de sa « préoccupation » devant la croissance « trop rapide » du crédit à la consommation et n'exclut pas de mesures restrictives au second semestre (hausse des taux court terme et augmentation des réserves des banques) si cette croissance se poursuivait. Par ailleurs, tout le monde sait qu'à la Banque de France le relèvement récent des taux à court terme, d'abord pour défendre le franc,

ensuite pour imiter la Banque fédérale d'Allemagne, n'est pas considéré avec trop de défaveur puisqu'il est susceptible de contribuer à un freinage modéré de la demande de crédit (le Monde du 7 janvier 1989).

Dans ces conditions, on voit difficilement comment les taux d'intérêt, à court terme d'abord, à long terme ensuite, pourraient baisser cette année. En outre, il faudrait supposer que la France puisse « se déconnecter » totalement de l'évolution des taux aux Etats-Unis, où l'espoir d'une détente proche s'évanouit et où les opérateurs sont nombreux à prévoir une nouvelle tension, sur le court terme, temporaire certes, mais bien réelle. En ce cas, l'Allemagne ne « se déconnecterait » pas et suivrait les Etats-Unis, imitée par la France, bien entendu.

Sur le front des émissions, l'année a commencé avec la première adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui s'est effectuée avec succès. L'Etat a obtenu 9,24 milliards de francs, dans la fourchette de 9-10 milliards de francs qu'il s'était fixée. Bien que l'apparition de trois nouvelles lignes d'OAT, dont une à trente ans sur le modèle américain, n'ait pas permis de comparer les rendements pratiqués avec ceux des précédentes adjudications, les résultats de l'adjudication indiquent une légère baisse des taux. Celui de l'OAT à dix ans est de 8,59 % contre 8,65 % en novembre 1988 pour une émission identique. La nouvelle tranche à trente ans, à échéance octobre 1993, servira pour 2,65 milliards de francs, a affiché un rendement de 8,91 %.

F. R.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Pour acheter et vendre des objets d'art

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

هكذا من الأصل

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TÉLÉMATIQUE |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 URSS : les obstacles à la perestroïka. — La crise américano-libyenne au centre des entretiens de M. Shultz à Paris. 4-5 La mort de l'empereur Hirohito. | 6 La préparation des élections municipales au Sénat. — Les vœux du premier ministre. — « Livres politiques », par André Laurens. DÉBATS 2 Il y a trente ans, « Cinq colonnes à la une ». | 7 Les rentrées solennelles à la Cour de cassation et à la cour d'appel. — Le synode des évêques africains. 8 Sports : le Rallye Paris-Dakar. | 9 Une exposition de photographes soviétiques. — Rencontre avec le metteur en scène de théâtre Matthias Langhoff. — Les bijoux au musée. | 13 L'ANPE refuse de participer au lancement du RMI. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés. | Abonnements 2 Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10 | • Défis d'inités et « complots » JOUR • Le bilan économique 88 REC • Un ciel sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 3615 tapez LEMONDE |

L'ouverture de la conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques

Le protocole de 1925 Un texte insuffisant

Les armes chimiques ont été mises hors la loi par la communauté internationale à deux reprises : en 1864, lors de la convention de Genève, et en 1925, lors de la conclusion du protocole de 1925 — dont la France est dépositaire — interdisant l'emploi « de tous gaz asphyxiants ou de tous autres gaz liquides, substances ou matériel analogues ». Ce protocole, dont la mise au point découlait de l'usage par l'Allemagne, notamment en 1915, à proximité de la ville belge d'Ypres, de chlore liquide, a été ratifié à ce jour par cent onze pays, dont l'Irak et l'Iran. C'est ce texte qu'il s'agit aujourd'hui de compléter car il n'interdit pas la fabrication d'armes chimiques, mais uniquement leur emploi. De nombreux pays qui l'ont ratifié se sont d'autre part réservés le droit d'emploi en second, dans le cas où ils seraient attaqués. Le protocole de 1925 ne prévoit ni sanctions en cas de violation ni procédure de vérification.

Si les armes chimiques n'ont pas été utilisées pendant la seconde guerre mondiale car Hitler soupçonnait (à tort) les Alliés de s'en être dotés en quantités massives, elles l'ont été entre les deux guerres, notamment par Mussolini en Éthiopie et par les Japonais en Mandchourie. S'il est établi depuis longtemps que les accusations de guerre bactériologique portées contre les Américains pendant la guerre de Corée ne relevaient que de la propagande, il est avéré que les Britanniques ont utilisé les gaz contre les nationalistes de Malaisie et que les Égyptiens ont fait de même dans les années 60 au Yémen du Nord. De lourds soupçons pèsent aussi sur les Soviétiques, les Vietnamiens et les Éthiopiens en ce qui concerne l'Afghanistan, le Laos, le Cambodge ou l'Érythrée. L'Afrique du Sud soupçonne aussi les Angolais d'avoir eu recours aux armes chimiques dans leur lutte contre l'UNITA. Mais, récemment, c'est incontestablement l'Irak qui a eu recours le plus ouvertement aux armes chimiques dans sa lutte contre l'Iran mais aussi contre les Kurdes irakiens. Signifiait enfin l'usage massif de défoliants fait par les États-Unis pendant la guerre du Vietnam.

Le processus de paix au Cambodge

Nombreux contacts en marge de la conférence de Paris

Alors que le dialogue inter-cambodgien peine, les principaux pays concernés vont s'efforcer de relancer le processus de paix au Cambodge en marge de la conférence sur l'interdiction des armes chimiques. Les ministres des affaires étrangères des États-Unis, d'URSS, de Chine, du Japon et d'Indonésie se retrouvent, en effet, en même temps dans la capitale française où séjourne déjà le prince Sihanouk. Ce dernier, indique-t-on dans son entourage, rencontrera, lundi 9 janvier, le chef de la diplomatie japonaise, M. Sosuke Uno, mardi le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, et mercredi le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen.

Dès dimanche, M. Qian évoquera le problème cambodgien avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, au cours d'un nouvel entretien destiné à préparer le sommet sino-soviétique. La Chine s'est, en novembre et pour la première

fois, déclarée prête à envisager une réduction de l'aide qu'elle apporte aux Khmers rouges dès lors que le Vietnam accepterait de fournir un calendrier « satisfaisant » de retrait de ses troupes du Cambodge.

Hanoi a répondu vendredi en mentionnant, pour la première fois, également, la date de septembre 1989 pour la fin du retrait « dans le cadre d'une solution politique » (Le Monde du 7 janvier).

Entre-temps, le général H. Tam, un ancien premier ministre du régime Lon Nol (1960-1975), s'est rallié au régime de Phnom-Penh à l'occasion du dixième anniversaire, le 7 janvier, de sa fondation.

Enfin, le Cambodge doit être représenté à la conférence sur les armes chimiques par deux représentants du gouvernement de coalition de la résistance — reconnu par l'ONU, — l'ambassadeur itinérant du prince Sihanouk, M. Khék Syda, et le délégué général khmer rouge à l'UNESCO, M. Ok Sakun.

« La sécurité de tous et de chacun exige l'élimination de cette arme »

déclare M. François Mitterrand

Le président Mitterrand a donné le coup d'envoi, samedi 7 janvier en fin de matinée, de la conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques. Après des allocutions de bienvenue de M. Frederico Mayor, directeur général de l'UNESCO, et de M. Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, le président de la République a invité les cent quarante et un pays représentés (dont vingt environ par leurs ministres des affaires étrangères) à donner des instructions à leurs négociateurs de Genève pour en terminer avec ce marathon diplomatique et pour s'entendre sur une nouvelle convention interdisant non seulement l'emploi mais aussi la fabrication et la possession d'armes chimiques. « La sécurité de tous et de chacun exige l'élimination complète et vérifiée de cette arme », a-t-il notamment déclaré après s'être félicité de la rapidité — moins de quatre mois — avec laquelle la conférence de Paris avait pu être réunie. C'est la preuve, a-t-il ajouté, que les gouvernements ont — conscience du danger —

Le président de la République, faisant allusion à la décade Est-Ouest, a réplacé sa démarche dans le contexte général d'apaisement et a mis en garde contre la banalisation et la prolifération des armes chimiques. Les armes chimiques, a-t-il dit, ne doivent pas être oubliées alors que des négociations sont en cours ou vont s'ouvrir bientôt pour réduire les armements nucléaires et conventionnels. Il a également insisté sur la nécessité de prévoir des procédures de vérification très strictes de la non-possession et de la non-fabrication d'armes chimiques. Après s'être prononcé en faveur d'inspections « par défi » des installations suspectes et de la mise en place d'un contrôle international, il a ajouté : « C'est à la fois la clé de voûte et la pierre d'achoppement de tout processus de désarmement ». Le président de la République a aussi insisté sur la nécessité d'assurer la sécurité de tous pendant la période de transition, c'est-à-dire jusqu'à la destruction complète de tous les stocks. Il a conclu : « Cette conférence n'est qu'un tribunal, mais vous devez prononcer une condamnation inconditionnelle et sans appel : celle d'une arme dont l'interdiction s'impose à la conscience comme à la pratique des nations ».

La conférence, qui se déroule au Palais de l'UNESCO, au pied de la

tour Eiffel, durera jusqu'au mercredi 11 janvier et devrait se terminer par l'adoption d'une déclaration politique condamnant l'usage, la fabrication et la détention d'armes chimiques. Ce texte devrait donner une nouvelle impulsion aux négociations de Genève dont le but est d'élaborer une convention universelle destinée à remplacer le protocole de 1925. La convention devra prévoir également des procédures de vérification, c'est-à-dire un strict contrôle des exportations industrielles susceptibles d'être détournées à des fins militaires et des inspections surprises d'installations suspectes.

Selon M. Roland Dumas, interrogé vendredi par Antenne 2, la France proposera « un texte très ferme aux cent quarante et un participants pour révaloir le protocole de 1925 ». Prié de dire si la France possédait des armes chimiques, le ministre des affaires étrangères a répondu : « La France a peut-être vendu par le passé des produits chimiques, mais jamais elle n'a produit d'armes chimiques. Les militaires et le chef de l'État ont affirmé que la France n'avait pas d'armes chimiques ». Il a d'autre part rappelé que la France avait récemment renoncé à se doter de stocks minimum de sécurité d'armes chimiques en attendant que l'Union soviétique et les États-Unis détruisent leurs arsenaux chimiques évalués respectivement à trois cent mille et à cent mille tonnes.

La conférence s'ouvre dans un contexte international mouvementé, marqué ces jours derniers par la querelle américano-libyenne autour de l'usine de Rabta, en Libye, que les Américains assurent être destinée à la production d'armes chimiques. Le premier orateur à prendre la parole

samedi après-midi, après la séance inaugurale, doit être le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, qui a fait, vendredi, sa visite d'adieu au département d'État. Il sera suivi notamment par M. Ali Akbar Velayati, premier chef de la diplomatie iranienne à venir en France depuis la chute du chah.

Pour sa part, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, doit intervenir dimanche matin, de même que le ministre irakien Tarek Aziz. Dans un discours radiodiffusé à l'occasion du soixante-huitième anniversaire de la création de forces armées irakiennes, le président Saddam Hussein a déclaré, dès vendredi, à Bagdad : « Notre engagement à respecter le protocole de Genève ne signifie nullement que nous sommes prêts à négliger les moyens d'assurer notre sécurité nationale. (...) L'Irak continue à constituer un danger pour l'Irak et toute la région (...). Et Israël possède des armes nucléaires et chimiques ainsi que des missiles capables d'atteindre plusieurs villes arabes, notamment irakiennes ».

M. Velayati, le ministre irakien des affaires étrangères, a déclaré, vendredi, à son arrivée à Paris, que les attaques irakiennes à l'arme chimique, durant les huit années du conflit irano-irakien, ont fait au total cinquante mille morts ou blessés. De très nombreuses rencontres bilatérales doivent avoir lieu en marge de la conférence, dont M. Pérez de Cuellar veut profiter pour tenter de relancer les négociations irano-irakiennes. La question du Cambodge, et celle de l'Afghanistan seront sans doute au centre de ces consultations.

POINT DE VUE

Plus jamais Halabja

par Kendal Nezan
président
de l'Institut kurde
de Paris

PRINCIPALES victimes récentes de l'usage des gaz toxiques, les Kurdes ne peuvent que se réjouir de la tenue à Paris de la conférence internationale sur les armes chimiques. Pour une fois au moins dans leur histoire tourmentée leur drame n'est pas celui d'un prolongement de la politique de la terreur, mais celui d'un geste de solidarité internationale de leur peuple. Les Kurdes ne pourront pas assister à ces assises, fût-ce en qualité de témoin ou de simple observateur. Écartés en 1923 en dépit du traité international de Sévres leur reconnaissant le droit de créer leur propre État, annexés en partie à l'État irakien par la puissance mandataire britannique malgré une enquête de la Société des nations constatant en 1925 que les 7/8 d'entre eux souhaitaient la création de leur État national, les Kurdes, en effet, ne sont plus aujourd'hui qu'un peuple minorisé, qualifié couramment et inopéramment, de « minorité ».

Une conférence internationale a pour vocation de réunir les représentants des peuples « de première classe », à savoir ceux dotés d'un État. En dépit de leur statut universellement reconnu de victimes et de leur importance numérique — évaluée à 25 millions — qui dépasse celle des deux tiers des États membres de l'ONU, les Kurdes ne pourront pas assister à ces assises, fût-ce en qualité de témoin ou de simple observateur. Écartés en 1923 en dépit du traité international de Sévres leur reconnaissant le droit de créer leur propre État, annexés en partie à l'État irakien par la puissance mandataire britannique malgré une enquête de la Société des nations constatant en 1925 que les 7/8 d'entre eux souhaitaient la création de leur État national, les Kurdes, en effet, ne sont plus aujourd'hui qu'un peuple minorisé, qualifié couramment et inopéramment, de « minorité ».

Même si la conférence de Paris devait être beaucoup plus qu'un show médiatique destiné à donner bonne conscience aux Grands de ce monde, qui sont souvent les mêmes qui ont fourni technologie et matières premières à l'Irak, le processus de désarmement chimique général risque de prendre quelque temps, peut-être des années. En attendant, les populations civiles sans défense, comme les Kurdes, vont-elles rester à la merci des régimes despotiques s'arrogeant le droit de faire ce que bon leur semble à l'intérieur de leurs frontières ? Si elle veut que la leur d'espérer qu'elle a suscité ne reste pas sans lendemain, la conférence se doit d'adopter au moins des mesures d'urgence, de prévention, pour qu'il n'y ait plus jamais de tragédie comme celle de Halabja.

Report du sommet des cinq chefs d'État d'Amérique centrale. — Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, a annoncé, vendredi 6 janvier, que la réunion au sommet des cinq chefs d'État centraaméricains destinée à relancer le plan de paix régional, prévue les 15 et 16 janvier à San-Salvador avait été reportée en raison d'une « préparation insuffisante ».

La terre a tremblé dans le Sud-Ouest. — Un tremblement de terre d'une intensité de 4,2 sur l'échelle de Richter a été ressenti dans le Sud-Ouest, et plus particulièrement dans les Hautes-Pyrénées, vendredi 6 janvier à 20 h 33. L'épicentre de ce séisme — d'une quinzaine de secondes — se situait à La Mongie.

La polémique sur l'usine de Rabta

Les accusations américaines exaspèrent la RFA

BONN
de notre correspondant

Le ton monte singulièrement entre Bonn et Washington dans le débat qui s'est ouvert sur l'éventuelle participation de firmes occidentales à la construction de l'usine de Rabta, en Libye, soupçonnée de produire des armes chimiques. Révélée par le New York Times, et confirmée par le secrétaire d'État américain, M. George Shultz (le Monde du 4 décembre), l'implication de la firme Imhausen-Chemie n'a pas été confirmée par l'enquête administrative des services fiscaux américains, dont les résultats ont été rendus publics le 5 janvier.

L'administration américaine maintient ses accusations, et la presse d'outre-Atlantique menant tambour battant une campagne très violente contre les Allemands, la moultarde est montée au nez du chancelier Kohl, qui s'est plaint « au plus haut niveau » de la façon dont est traitée la question aux États-Unis. Le porte-parole de la chancellerie, M. Friedhelm Ost, a indiqué vendredi 6 janvier qu'il considérait comme « non appropriée » l'attitude américaine. « Nous devons rapidement sortir du domaine des suppositions et des soupçons », a encore déclaré M. Ost. « La RFA est un État de droit. S'il y a des preuves, elles doivent être mises sur la table. Le chancelier Kohl considérerait comme inacceptable qu'une firme ouest-allemande participe, quelque part dans le monde, à une fabrication d'armes chimiques ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, devait évoquer la question avec M. Shultz en marge de la conférence de Paris.

A Bonn, les hommes politiques et la presse ont été particulièrement sensibles au ton des journaux américains. Ceux-ci ne manquent pas de

rappeler le passé de l'Allemagne en matière de chimie criminelle, en accusant sans nuances les Allemands d'avoir contribué à la construction d'un « Auschwitz dans le désert » en Libye.

La fermeté de la réplique du chancelier peut donner à penser que l'administration américaine s'est peut-être fourvoyée en accusant formellement la firme Imhausen-Chemie sans disposer de preuves indiscutables. Il n'empêche cependant que dans d'autres cas, en particulier sur la fourniture d'équipements à l'Irak, et sur des exportations illégales de matériel filiales vers le Pakistan et l'Afrique du Sud, les soupçons pesant sur des firmes ouest-allemandes semblent plus sérieux. Le gouvernement a d'ailleurs indirectement reconnu qu'il y avait là un problème réel, puisqu'il a décidé de renforcer la législation et les contrôles sur les exportations de matières sensibles. Les nouvelles mesures devraient être annoncées au début de la semaine prochaine.

Cette brusque montée de la tension entre les États-Unis et l'Allemagne fédérale n'a pas pour seule cause la fourniture illégale d'équipements chimiques ou nucléaires à des pays tiers par l'industrie ouest-allemande. L'administration américaine manifeste une irritation de plus en plus vive devant l'attitude d'Allemands de tous horizons politiques qui trouvent la teneur de Washington pesante. L'accident de Rensselaer au mois de décembre — un avion de FUS Air Force s'était écrasé sur la ville, causant la mort de six personnes, avait relancé une polémique qui commençait à prendre de l'importance, sur la souveraineté limitée de la République fédérale. « Qui nous protège de nos protecteurs ? », ironisent les éditeurs.

LUC ROSENZWEIG.
(Lire également page 3.)

L'enquête sur l'attentat contre le Boeing de la Pan Am

La Tchécoslovaquie propose une convention internationale sur les explosifs

Trois experts tchécoslovaques en explosifs étaient attendus samedi 7 janvier à Londres pour aider les enquêteurs à identifier la nature de l'explosif qui a détruit le Boeing-747 américain de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, faisant deux cent soixante-dix morts.

Le Sontex, un explosif très puissant et instable, qui est généralement considéré par la presse comme celui utilisé dans l'attentat, est fabriqué en Tchécoslovaquie.

Le gouvernement tchécoslovaque a officiellement proposé vendredi à la Grande-Bretagne une initiative commune — pour promouvoir, sous l'égide de l'ONU, une convention internationale sur l'identification et la détection d'explosifs. Selon

l'agence officielle tchécoslovaque, Prague propose d'inscrire dans ce futur document l'engagement de tous les producteurs de plastiques de notifier annuellement à l'ONU les livraisons et les destinataires de ces produits explosifs.

Le gouvernement de Londres a demandé à plusieurs reprises la limitation des exportations de Sontex, utilisé par diverses organisations terroristes, notamment l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Londres a également demandé aux autorités tchécoslovaques de faciliter la détection de cet explosif, par exemple en introduisant au cours de sa fabrication un élément permettant de l'identifier. — (AFP, Reuter.)

Aux États-Unis

Inculpations dans le scandale des contrats du Pentagone

Les premières inculpations dans le scandale des contrats d'achat de matériel par le Pentagone ont été prononcées, vendredi 6 janvier, par une chambre fédérale de mise en accusation d'Alexandria (Virginie) dans la banlieue de Washington. La société Teledyne Electronics, l'un des fournisseurs du Pentagone, ainsi qu'un employé civil de la marine chargés des acquisitions de matériel, M. Stuart Berlin, et cinq autres personnes dont trois membres de Teledyne ont été inculpés de corruption de fonctionnaires, tentative de fraude, fausses déclarations et fraude postale.

Un véritable trafic de renseignements confidentiels, concernant les futurs achats de matériel ou d'armements, s'était organisé avec les sociétés travaillant pour la défense. Ce trafic se réalisait par l'intermédiaire de sociétés-couteils, souvent dirigées par d'anciens fonctionnaires de la défense.

Une autre firme spécialisée dans la défense, Hazeltine, filiale de la société Emerson Electric, ainsi que deux de ses anciens employés et un employé de Teledyne ont accepté de plaider coupable et de coopérer avec les enquêteurs en échange d'une réduction des chefs d'accusation. C'est le premier pas positif enregistré par les enquêteurs dans ce scandale qui implique de très hautes personnalités du pays. — (AFP, Reuter.)

An Brésil

Les commanditaires présumés de l'assassinat de Mendes encerclés

La police fédérale brésilienne encercle depuis jeudi 5 janvier les commanditaires présumés de l'assassinat de l'économiste et syndicaliste brésilien « Chico » Mendes (le Monde du 30 décembre), qui se sont retranchés dans une propriété proche de Rio-Branco, capitale de l'État d'Acre (ouest du Brésil), apprend-on vendredi de source policière.

Parmi ce groupe de six personnes on trouve les deux personnes soupçonnées d'avoir commandé l'assassinat : les gros propriétaires fonciers Darli et Alvarino Alves da Silva, ainsi que l'un de leurs hommes de main, Américo Pereira, ont abandonné la forêt pour chercher des provisions. Les six fugitifs sont fatigués, manquent de nourriture, et pourraient se rendre bientôt. Depuis le 26 décembre, la police dément Darcy, Alves da Silva, vingt et un ans, fils de l'un des deux propriétaires fonciers ; il reconnaît avoir assassiné « Chico » Mendes le 22 décembre. Selon la police, Darcy n'a pas agi seul et « par vengeance », comme il l'affirme. — (AFP.)

11-13 janvier
AUDITORIUM
DU MUSÉE D'ORSAY
Colloque Gauguin
Ouvert au public
Programme disponible
aux comptoirs d'accueil
Renseignements : 40-49-48-49

Chronologie
de décembre
La parution de la chronologie du mois de décembre 1988 est exceptionnellement reportée. Elle sera publiée dans le Monde dans dimanche 15-lundi 16 janvier.

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1989 a été tiré à 517 894 exemplaires

A B C D E F G